

# *PROSPER*

20

## **ECOLOGIE / DISTRIBUTISME / USAGES**

*Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers*

---

ce n'est pas en perfectionnant la bougie  
qu'on a inventé la lampe électrique !

*Je réforme, réformez-vous*  
**la politique  
du rétroviseur**

Abolir les profits monétaires :

*Vous y arrivez comment ?*

L'usologie au quotidien

Sous le manteau compassionnel

Attalisme et fatalisme (Alain Caillé)

Pierre Larrouturou et le 4-4-42

*rustinomania*

## *n°20*

*L'anthologie des écrits de Duboin, publiée en 1998 (chez L'Harmattan) voulait avant tout réparer une injustice. Le distributisme, dans la forme où je l'avais découvert, me semblait un moment de la pensée politique aussi intéressant que l'**Utopie** de Thomas More, le fourierisme, ou le saint-simonisme. N'avait-il pas, sous le nom de Mouvement Français pour l'Abondance, rempli des salles comme la Mutualité ou Wagram, compté parmi ses membres René Dumont ou le père de Lionel Jospin ?*

*Mais embaumer le distributisme dans la pensée-Duboin m'a paru aussi injuste que l'ignorer. Ne serait-ce qu'à titre d'hypothèse, le modèle proposé par Duboin (j'allais bientôt apprendre qu'il n'était pas le seul ni le premier à l'avoir adopté) valait, comme Duboin lui-même le prévoyait, d'être réactualisé en fonction des nouvelles données économiques et sociales. Et pourquoi pas en fonction de mes trente-cinq ans d'engagement en faveur des « cas sociaux » et « inadaptés scolaire » ? Ou de « la maîtrise de leurs usages par les usagers », qui m'avait semblé, dès mon ralliement à la cause écolo, la clé d'un rapport pacifié avec l'environnement ?*

*Dans les deux cas, j'avais réfléchi à la misère et sujétion des handicapés, asservis aux usages des « normaux », tout aussi asservis qu'eux à des ensembles pratiques sur lesquels ils ne peuvent agir que d'une manière individuelle ou individualiste. Mais que proposer d'autre que des aménagements, quelques gestes « politiques » autorisés par cela même qui créait la misère-et-sujétion qu'il aurait fallu éliminer, et non pas réduire ?*

*Le modèle distributiste changeait tout !*

*Tout, à condition de renouveler la façon dont les distributistes avaient interprété les idées de base. Et donc de distinguer entre un distributisme « historique » et un distributisme ouvert à de nouvelles questions et propositions, qui ne se soucierait plus de plaisir en emboîtant des solutions dans l'air du temps. Quelques cahiers, dont le titre, COCAGNE, faisait encore allusion à l'Abondance, ont rodé l'entreprise. J'ai oublié comment est arrivé « **PROSPER** ». A cause de « prospérité », mais surtout pour faire exister un personnage en recherche, avec qui réfléchir.*

*Vingt cahiers et un site plus tard, **PROSPER** reçoit de plus en plus souvent des demandes de cahiers anciens et de collection complète ! On a reproché aux premiers leur épaisseur. Ils préparaient la série de **PROSPER** plus petits, plus directs, de 14 à 19, qui ont achevé la rupture avec le distributisme historique – ou la consolidation du socle, c'est pareil. Le moment vient de confier l'entreprise à des plus jeunes, qui la mettront à l'épreuve des nouvelles contraintes politiques, sociales et écologiques, et fourniront aux nouvelles générations des outils pour les desserrer.*

***PROSPER** boîte à outils... La preuve m'en a été donnée par les résistances mêmes que les derniers cahiers ont provoqué. Je ne suis en tout cas pas décidé, en commençant ce n°20, à faire des cadeaux à ceux qui roucoulent qu'un autre monde est possible et se laissent piéger (et piègent les autres) par des rassemblements stérilisants.*

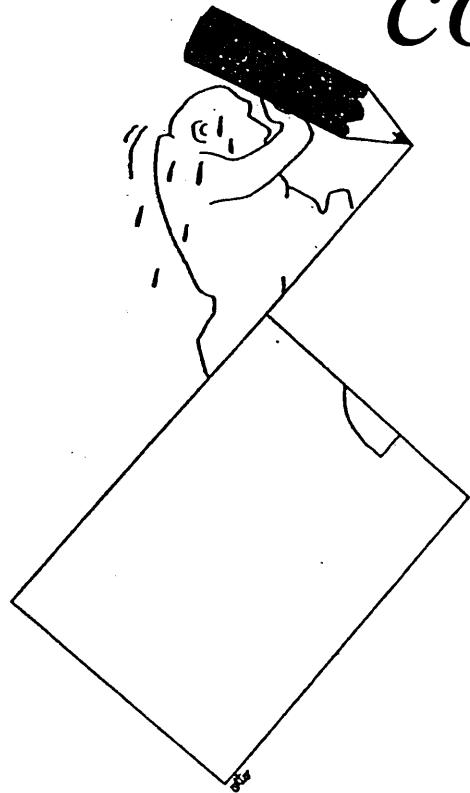
*J.P.L.*

*N.B. Notre site [www.prosperdis.org](http://www.prosperdis.org) conserve de nombreux articles, tracts, etc.  
L'accès le plus direct semble assuré par GOOGLE.*

*Pianotez [prosperdis.org](http://www.prosperdis.org) ou **PROSPER** et cliquez sur le drapeau français.*

*Vous aurez accès à plein d'autres infos et textes rendant compte de nos travaux.*

# *sous le manteau compassionnel*



« Excuse-moi mais tout ne se ramène pas à l'économie... ». Incidente perfide dans un message qui réclamait que la prochaine réunion d'un groupe d'Objecteurs de Croissance consacre un atelier aux violences faites aux femmes. Réduction de votre serviteur à « l'économiste », parce qu'il attire l'attention sur le fait que les malheurs que les décroissancistes voient dans « la croissance » sont dus à l'obligation où sont les entrepreneurs de faire des profits monétaires. Il en sortit de ses gonds pour rappeler qu'il avait croisé, sur son « terrain » professionnel, les femmes battues (et les maris aussi), parmi d'autres turpitudes qui, dans les cités pavillonnaires ou tours-barreuses, participent d'un environnement de misère où les belles paroles ne font pas grand'chose et où les allocations participent de la fabrication des exclus<sup>1</sup>.

Pendant des années, arpantant les cités, recevant les parents et discutant avec les gosses, qu'est-ce que j'ai dit, qu'est-ce que je pouvais

dire ? « *Te fais pas avoir* par des père-et-mère qui te font porter leurs problèmes, te fais pas avoir par les difficultés et fétiches que rajoute ton prof, te fais pas avoir par la fausse solidarité entre copains, te fais pas avoir en la jouant trop gentil ou en la jouant caïd. » « *Vous faites pas avoir* par vos jeunes, vous faites pas avoir par les voisins, le racisme, le petit patron et le grand aussi, la dame patronnesse et le Monsieur des Tutelles qui s'emploie si bien à vous faire dépenser là où ça lui rapporte »... Discours qui n'avait aucun poids contre les facilités et revanches du tabac, de l'alcool, des petites occasions, des trafics, des calculs à court terme, de tout un environnement de compensations extrêmement inventives, riches, mais d'une inventivité, d'une richesse perdues, faussées, tordues... Et qui ne m'empêchait pas de me faire avoir comme les autres dans un rôle de Réparateur, d'Optimisateur, d'Exécuteur du grand œuvre économique et social, *de complice*, allez, lâchons le mot, même si, comme tant d'autres travailleurs sociaux, je « luttais » contre le manque de moyens et les traitements contre-productifs.

Parmi les phrases de vérité qui reviennent le plus souvent chez les travailleurs sociaux : « On est payé pour cacher la misère ». Le travailleur social est en fait avant tout payé pour éviter à ceux qu'il n'assiste pas, qui se débrouillent « bien » tout seuls, qui s'en sortent, de voir que leur réussite, exceptionnelle ou relative, leur insoupçonnable normalité, est le prix de leur consentement, d'un consentement général aux règles d'un jeu pervers, dont le centre est partout et la circonférence nulle part. Un consentement dont il est prudent de ne pas voir, savoir, la perversion, puisque le voir ou le savoir n'y changerait rien.

<sup>1</sup> J.-Paul Lambert, *Assister c'est exclure*, n° spécial de la revue *ESPRIT* sur le Travail social, 1971.

*Promener sa caméra sur les tentes de Sans Domicile Fixe émeut les voyageurs à l'idée qu'ils risquent un jour de se trouver dans la même situation. Mais leur évite de vérifier que ce qui leur est donné à voir n'est que la partie émergée d'un modèle économique à bout de souffle.*

Comparer les travailleurs sociaux, en quête de subsides, d'avantages, de positions meilleures, pour leurs administrés, et les administrateurs de sociétés qui décident du montant des primes, revenus et parachutes dorés des PDG, paraîtra sans doute excessif. Les cités sont dans le besoin, pas le Bd St Germain. Mais les « besoins » des uns sont aussi violents que ceux des autres, même si les proportions en termes monétaires ne sont pas les mêmes et que, là où trois thunes (assorties d'un nouveau logement, vécu comme un nouvel exil) suffisent pour que la famille de cinq gosses cesse d'intéresser les journalistes, il faut un million et demi d'euros pour qu'à son départ de fonction un patron du Fer taise ce qu'il était payé pour faire-et-taire.

Une rafale d'ouvrages viennent confirmer mon propos. Dans *La France morcelée*, Jean-Pierre Le Goff<sup>2</sup> nous montre « une société morcelée », où chaque « morceau » se vit en victime, et « un Etat compassionnel et incohérent » entre lesquels s'est instauré un jeu de miroir délétère. « La France qui souffre » est au refrain aussi bien de Ségolène Royal que de Nicolas Sarkozy. Ce pathos sentimental a pour effet de changer les citoyens en victimes et de leur faire attendre de l'Etat qu'il leur apporte réparation. Ce qui incite à durcir le droit dans un sens répressif, comme le montre un dossier réalisé par la *Documentation Française*<sup>3</sup>. Voici venus les « juges délégués aux victimes » siégeant dans chaque tribunal de grande instance.<sup>4</sup> Des victimes bien contentes d'être reconnues comme telles, qui focalisent l'attention médiatique sur les procès en réparation et des méchancetés qui « morcellent », encore, pour reprendre l'expression de Le Goff, le regard porté sur le régime auquel nous sommes tous soumis. Des procès qui nous font consentir au dit régime comme à quelque chose de juste, puisque susceptible de réparer ses dégâts.

Que le « vécu de la souffrance » occupe le premier plan de la réalité sociale et politique, cela ne date pas d'aujourd'hui. Faut-il rappeler à ceux qui le découvrent les romans « sociaux » des XIXe et XXe ? Mais son traitement, ils ont raison, a changé. Comme le montre Myriam Revault d'Allonnes<sup>5</sup>, le discours victimaire a évincé le conflit, la lutte des classes, la revendication pour la justice et l'égalité. En campagne électorale, l'aptitude à compatir est devenue une preuve de la capacité à gouverner. Elle profite du fait que notre sensibilité à la souffrance d'autrui s'est aiguisée jusqu'à embrasser l'humanité entière. Achevant le processus commencé au XVIIIe, le « triomphe de la similitude », serait ainsi « le propre » des démocraties modernes, assorti d'une confusion entre l'émotion et l'analyse, la morale et la politique. Or « *la politique compassionnelle est le contraire d'une politique. La démocratie compassionnelle est une démocratie dévoyée.* »

Faut-il en déduire que la « bonne voie » de la démocratie serait le conflit social permanent ? Et revenir à la démocratie de papa, où la classe ouvrière reconnaissait implicitement au patronat le droit de l'exploiter jusqu'à la fin de l'histoire ? Mais où

<sup>2</sup> Folio Actuel, 2008

<sup>3</sup> Décembre 2007, *Le droit des victimes d'infraction*, sous la direction de Robert Cario.

<sup>4</sup> Leur nomination date du 2 Janvier 2008.

<sup>5</sup> *L'homme compassionnel*, Seuil 2008.

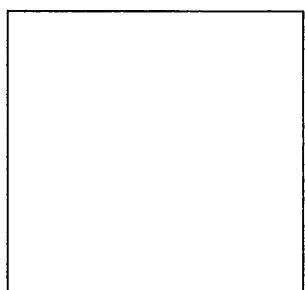
sont les conflits d'antan...?!?! Disparus, avalés par les difficultés de la croissance, la responsabilité qui finit par reposer sur les efforts des ci-devant « travailleurs », à qui certains patrons sont prêts à accorder des augmentations s'ils promettent de ne pas faire grève... L'avenir des négociations est dans le branche par branche, où une classe ouvrière à laquelle on a peut-être un peu trop vite dit « adieu » achève de se morceler dans la servitude corporatisée... « La rue » en vient à s'exprimer pour maintenir... des priviléges : manifestations de taxis, d'avoués. Le simple fait d'avoir un emploi en est devenu un, de privilège, et même de pure injustice, puisque vous le payer (vous en faire cadeau ?) diminue le droit de « tous » aux bénéfices de la croissance !

Dans la même semaine, j'ai trouvé six articles qui appelaient à « moraliser » le système, parce que ses abus le conduisaient à sa perte. *Ho* (gros yeux) les stock-options, *ho* les méchants superprofits de la spéculation et des rachats d'entreprises, *ho*, les produits douteux, les (*sales*) pollueurs, etc. Savez-vous que la masse des profits réalisés sur les produits financiers et les spéculations est trois à quatre fois supérieure à ceux réalisés par les produits et services matériels ? Plutôt que de dire que l'économie dite de marché n'existe plus, si elle a jamais existé (on faisait tout pour qu'elle *devienne* enfin pure et parfaite...), voilà qu'elle a droit, elle aussi, aux strophes compassionnelles... N'importe quoi pourvu que ça dure, au lieu de préparer l'accouchement de ce qu'elle a mûri, de ce qui a mûri sous son règne, qu'elle n'a voulu ni « bon » ni « mauvais », mais qui *est là*, et à nous de l'élever.

L'économie dite « de marché » se heurte désormais à son propre mur : celui de l'argent. La croissance des profits monétaires, sa raison d'être et son moteur, ne se cherche plus dans la création de richesses tangibles, produits et services. Elle en a irréversiblement disjoncté et ne tient plus qu'à des « coups » financiers et boursiers. Ses « bulles » se succèdent. Elle ne tient plus debout que grâce à des opérations venteuses. A l'instar des travailleurs sociaux, les économistes et le gratin des décideurs s'affairent autour de ses problèmes.

### *La pauvre...*

La compassion s'infiltre partout, et le Spectacle redouble. L'acte IV est de plus en plus prévisible : apocalypse. Acte V, on recommence ? Ou on arrête tout de suite ? On accouche de plein de capacités et désirs mûris par le modèle que nous avons subi. A quoi ressemblera le bébé ? A une société sans profits monétaires - et pourquoi pas sans monnaie. Vous l'appellerez comment ? « Eksoc »<sup>6</sup>, une société où toutes les entreprises entreprendront à titre expérimental. *Où le fric ne sera plus l'obligation ni la sanction de l'expérience*, où les moyens d'échange ne dépendront plus des profits qu'il faut tirer du travail mais directement des richesses qu'on a produites... *Allons, vous prenez vos fictions pour la réalité ! Non ! Pour les réaliser ! Pour que la réalité (informez-vous !) arrête de dépasser la fiction !*



<sup>6</sup> Nom qui lui est donné dans **KRONIX**, politique fiction dont le début est paru en **PROSPER** Hors-série N°1.

*le débat qui suit  
a été reconstitué  
à partir des questions posées  
lors de conférences  
et d'interventions  
publiques ou privées  
qui présentaient  
le modèle économique  
défendu par PROSPER  
visant l'abolition  
des profits monétaires,  
et, pourquoi pas,  
celle de la monnaie...*

# ***Vous y arrivez comment ?***

*Sur le papier ou en paroles, une économie sans profits monétaires semble possible.  
Mais il faudrait changer toute l'économie, et les hommes aussi.*

En bref, vous doutez de sa faisabilité.

Il faut effectivement l'étudier, et d'abord au plan technique.

Les distributistes historiques, déjà, s'y étaient sérieusement attelés ! Parmi eux, le plus connu, Jacques Duboin, qui a pris parti pour l'économie distributive après 1935, n'avait rien d'un amateur. Il sortait d'une école de commerce, avait été attaché commercial à l'Ambassade de France à New-York avant de devenir banquier au Canada, député de Savoie et Sous-secrétaire d'Etat au Trésor avant la crise de 29.

Personne ne peut contester qu'on émet de l'argent d'un trait de plume. Ce qui est tout à fait possible aujourd'hui quand on crédite un entrepreneur ou l'acheteur d'un bien immobilier le sera donc encore dans une économie sans profits monétaires. Quand j'ai moi-même posé la question : *est-ce que l'argent peut être créé sans intérêts et ne servir qu'une fois*, à des comptables, des commerciaux, des bras-droits de banque, l'hypothèse les a interloqués, c'est normal ! Mais leurs objections n'ont pas porté sur la faisabilité technique. Elles se sont adossées au fait que l'économie actuelle ne peut fonctionner sans faire de profits - de profits *monétaires*, dont l'artifice commande ceux dont les hommes et l'environnement pourraient directement tirer du travail.

Ils ont tous été surpris, et même admiratifs, de la solution radicale à la calamité de l'inflation qu'apporte une monnaie qui ne sert qu'une fois - elle s'annule au moment de l'achat, sert juste à la création de richesses. Et quand j'ai présenté l'hypothèse : remplacer la monnaie par une comptabilité exclusivement « matière », grâce à l'usage des codes-barres ou ce qu'on imaginera encore de mieux dans le genre d'ici-là - ils étaient bien mieux informés que moi sur certains aspects de ce genre de chiffrage.

Une fois prise la décision d'instaurer une économie sans profits monétaires, qu'elle conserve ou non l'usage de la monnaie, ils auront vite fait d'apprendre et travailleront à en améliorer les dispositifs comme ils le font aujourd'hui. Au début certains pataugent, mais qui n'a pas un peu pataugé au moment de passer à l'euro, de se servir de son premier ordinateur ou de se brancher sur Internet ?

C'est un banquier qui m'a dit que si jamais le modèle que je proposais était adopté, il pourrait enfin faire ce qui devrait être son cœur de métier : stimuler l'invention et la création de vraies richesses. Il n'a jamais pu le faire qu'à travers les profits. Un jour on cessera de confondre la banque et les profits comme la démocratie avec la récolte des votes.

## ***La nature humaine***

Ceux qui ont changé la société, les révolutionnaires, et à notre époque les Neuwirth, Badinter, Gandhi, King, Mandela et consorts, tous ont dû faire avec un certain nombre de pesanteurs. Ceux qui ont révolutionné les techniques et les sciences aussi. La nature humaine n'existe pas, pas plus que la nature technique ou la nature scientifique.

Parlons de pesanteurs plutôt que de nature. Et à supposer, même, que vous fassiez de ces « pesanteurs » des pesanteurs « humaines », sont-elles indépassables ?

Etude de faisabilité n°2...

En face de chacun des comportements de caractère automatique et négatif que vous pourrez me citer, genre *goût du lucre, du pouvoir, égoïsme, paresse*, vous êtes aussi capable que moi de constater qu'ils croissent et embellissent du fait même des contraintes *imposées* par le système actuel. Interprétons-les donc comme autant de mécanismes de défense, « naturels » au sens d'obligation spontanée, au sens où il faut faire face, s'adapter à la conjoncture avec les moyens ambients.

Vous êtes tout aussi capable de constater qu'à côté de « l'avare », de « l'appât du gain », du « goût du pouvoir », etc., survivent des pratiques de don, d'anticipation généreuse, de dévouement, d'imagination, de partage. Elles pourraient librement s'exprimer dans une société sans profits monétaires, où les usagers disposeraient de moyens d'échanges absolument garantis pour disposer de toutes les richesses qu'ils sont capables de créer, sur un marché encore plus diversifié, puisqu'elles ne dépendraient plus des profits monétaires et des « séries » imposées par la concurrence économique.

J'attire votre attention sur le fait que les capacités d'adaptation ne sont plus les mêmes qu'autrefois, que la mobilité professionnelle, les simplifications techniques, les échanges réciproques de savoir, la capacité de s'informer, ont bouleversé les données. Que « les gens » savent quoi faire de leurs loisirs, même quand ils n'ont pas les sous pour prendre l'avion. Qu'ils sont ouverts à plein de choses, comme en témoigne un seul jour d'écoute de la radio. Toutes ces capacités peuvent encore se développer dans une économie sans profits monétaires, où vous n'aurez plus la tête prise par les fins de mois, les réserves, les revanches à vous offrir, des rivalités de promotions... Ce que vous rêvez de faire quand vous serez à la retraite, ou si vous aviez des rentes, vous pourrez le faire toute votre vie, et il n'y a pas de raisons pour que « les autres » sachent moins bien employer votre temps que vous.

Notre existence aujourd'hui est celle d'hommes « redistribués ». Notre hauteur sociale, culturelle, nos projets, les services publics dont nous bénéficiions, tout dépend de la redistribution des profits et de leur croissance. Passer du statut d'homme « redistribué » à celui de personne maîtresse de ses usages, j'avoue que ça me tente. Avec des bénéfices que n'ont pas eus les sujets de Sa Majesté quand on les a changés en citoyens, réduits aux manips électorales et au statut d'exploités - sauf pour une minorité.

## ***Toutes les utopies se terminent mal.***

Toutes les sociétés mettent en jeu des imaginaires techniques, politiques, éthiques. Ces imaginaires sont riches en promesses. Si on a pu faire promettre au capitalisme ce qu'on lui a fait promettre, c'est bien parce que ce qu'on lui faisait promettre n'était pas encore là.

Il était donc encore sans « lieu » autre qu'imaginaire. Le capitalisme répond donc à la définition de l'utopie, et comme à celle-là on a cru et croit encore, il est temps de reconnaître que le bilan des promesses n'est pas glorieux et de mesurer les dégâts.

Qu'est-ce que vous proposez ? D'en reprendre encore une louche ?

***Pourquoi voulez-vous que le distributisme se termine mieux ? N'avez-vous pas tiré la sonnette d'alarme contre ce que vousappelez « le distributisme historique » ?***

***Qu'est-ce qui prouve que votre nouvelle interprétation résistera ?***

Le « noyau » du distributisme historique a bien résisté.

Les moyens d'échange distribués en fonction des richesses produites et non plus des profits qu'il faut d'abord en faire sur un marché aléatoire, où l'abondance fait chuter les cours et ruine les producteurs - ça tient toujours.

Adieu aux profits monétaires. Les distributistes historiques n'ont pas beaucoup insisté là-dessus, mais le principe était déjà bien posé.

Si le distributisme historique doit être revisité, c'est parce qu'il était lié aux soucis et interprétations de son époque. La révision effectuée par **PROSPER** est liée à d'autres soucis et la montée de nouvelles possibilités, qui ne seront plus les mêmes demain.

L'avant et l'après-guerre pensaient travail-sacrifice, besoins, Progrès, discipline, ordre, plan... Les distributistes historiques avaient donc imaginé une production bien organisée, hiérarchisée, qui diminuerait progressivement la quantité de travail humain nécessaire. Il en faudrait malgré tout encore. Chacun recevrait du berceau à la tombe un revenu garanti, mais l'inconditionnalité de ce revenu était dans leur esprit encore conditionnelle. Car en échange, chacun « devrait » à la société un certain temps de « service social ». Vous remarquerez que sans être distributistes, nous en sommes toujours là, et que le recul de l'âge de la retraite revient à exiger des travailleurs un temps plus long de travail pour des raisons « sociales ». C'est du service social.

On objecte souvent que, recevant du berceau au tombeau de quoi consommer tout ce qui aura été produit, « les gens vont rester chez eux ». Mais pour le consommer il aura fallu le produire. Et pour le produire, cette fois, il faudra plus que le sentiment de l'utilité de la chose. Car déjà aujourd'hui, même si de yaourts ou de chaussures nous avons « besoin », la bonne méthode pour les produire n'est pas de forcer les cadences, de morceler le travail ou de délocaliser. La bonne méthode est de rendre la production attractive et pas seulement celle de yaourts et de chaussures mais l'ensemble des productions. Et de traiter la culture technique comme une culture à part entière, pas une culture de seconde zone. Ces idées-là sont déjà « dans l'air » de notre époque. Multipliée par les moyens d'échange garantis, elle permet de réinventer « le travail », de le transformer en école, en lieu d'expérience permanent, en lieu d'observations multiples, ouvert au maximum d'usagers-entrepreneurs-expérimentateurs.

La vérification ou sanction des expériences entreprises ne sera plus le manque de profits monétaires, les mauvais retours sur investissements monétaires. Elles tiendront aux mauvais retours sur investissements humains, aux pertes en motivation, et au gâchis des ressources naturelles.

*La critique du modèle libéral n'a jamais été aussi vive. Elle a donné lieu à un nombre d'ouvrages... impressionnant. C'est un succès de librairie !*

*Ces ouvrages peuvent se répartir en deux catégories. Ceux qui font une critique pure et simple des abus et contradictions du système. Ceux qui proposent des solutions.*

*Or les solutions, remarquons-le, sont TOUTES, sans aucune exception, tirées de la technique sur laquelle repose l'économie depuis des siècles.*

*On peut décrire cette technique de deux façons. Les distributistes historiques le faisaient à partir de « l'échange ». Ils parlent d'« économie échangiste ». Il s'agit d'échange monétarisé : l'achat ou la vente d'un produit contre sa contrepartie en argent - qui implique que les produits ou services soient « marchandisés », c'est-à-dire chiffrés monétairement selon une certaine hauteur ou « valeur » qui dépend du marché. Les distributistes historiques ont surtout pointé que l'abondance des produits, rendue possible par les nouvelles techniques, faisait chuter les cours et créaient la misère. Ils ont négligé d'autres paramètres de fixation des prix comme la position dominante, acquise du fait de la colonialisation (par des Etats, des multinationales, des usages en vigueur), ou de l'usage d'une monnaie de référence.*

*PROSPER a quant à lui choisi de décrire la technique économique actuelle à travers la triple redistribution des profits monétaires. 1. Par les entreprises pour épouser leurs dettes envers la banque, verser des dividendes aux actionnaires, investir, salarier, payer des taxes à l'Etat. 2. Par l'Etat, qui redistribue ses taxes pour faire du service public. 3. Par les particuliers, qui achètent des produits et des services, parmi lesquels les assurances occupent une place de plus en plus importante.*

*La description par la redistribution des profits monétaires a l'avantage de mettre l'accent sur l'obligation de « croissance » (monétaire) et de faire comprendre qu'elle tient au crédit accordé par les banques sous la forme d'argent-dette (émis avec intérêt). L'entrepreneur est obligé de rendre plus d'argent à son banquier qu'il n'en a reçu. Mais cette description a un autre avantage : elle fait toucher à ceux qui critiquent le système que, s'ils font la moindre concession au système de l'argent-dette et de la triple redistribution, ILS LUI RESTENT SOUMIS.*

Entre les deux guerres encore, la vie était courte, arriver à l'âge de la retraite n'avait rien d'assuré. Les distributistes historiques promettent son abaissement progressif. Mais dans le cadre d'une économie où les moyens d'échange sont assurés, pourquoi faudrait-il continuer de diviser la vie en trois âges étanches ? Cette division est déjà mourante, avec la formation continue et des retraités très actifs. Donc, adieu le service social ou « civique », bonjour l'investissement personnel dans les activités choisies, multiples. On ne se jettera plus de l'une à l'autre pour ramasser plus de sous, comme c'est le cas aujourd'hui des travailleurs asservis à la flexibilité. On rebondira de l'une à l'autre, ou restera où on est, pour l'intérêt même de ce à quoi on va participer ou s'investit déjà.

### *Et l'abandon de la monnaie ?*

Quand **PROSPER** défend l'abolition de la monnaie, il fatigue plus qu'il ne choque beaucoup de lecteurs. Ils ont déjà du mal à comprendre comment fonctionne une économie sans profits monétaires. Alors si en plus... « La monnaie » de consommation, qui ne sert qu'une fois, non accumulable, s'éloigne déjà considérablement de celle que nous pratiquons. On peut persévéérer toutefois dans l'usage de la monnaie. Mais il tend à conserver l'usage d'un partage inégal des fruits de la production (en abrégé : des revenus hiérarchisés). Ce qui corromprait totalement le socialisme distributiste.

De l'idée d'introduire une comptabilité exclusivement « matière », par codes-barre, ceux qui prendront le relais feront ce qu'ils voudront. Nous n'en sommes pas encore au moment de passer au distributisme. Mais d'ici-là, qui pourrait arriver plus vite qu'on ne croit, le chiffrage par codes-barre pourrait bien passer pour bien plus « simple » que tout ce bazar monétaire, et autrement juste, écologiquement et politiquement parlant, sur une planète où les ressources deviendront rares et où les économies devront être absolument relocalisées. On verrait alors les « banques » intégrer les deux circuits de banques de données, jouant à fond du principe de subsidiarité « matière » - on n'accèderait aux ressources plus lointaines que si on n'a pas sur place - et de banques de distribution .

*A propos du revenu garanti à tous - et égal : jamais ceux qui habitent les tours et barres n'en voudront. Ils objecteront que beaucoup vont en profiter. Ils n'ont pas envie de travailler pour les autres.*

Mais vous, bien sûr, vous n'en profiterez pas...

J'entends souvent des appels à la prudence avec laquelle il faut avancer si on veut que « le populo » suive. C'est méprisant pour le peuple. Les moyens préjugent de la fin. Si vous ne faites pas confiance dès maintenant dans les capacités des « gens », du « peuple », vous les traiterez toujours en mineurs. Misez plutôt sur l'audace. Le passage à une économie sans profits monétaires serait davantage « servi », il me semble, en annonçant tout de suite un revenu inconditionnel et égal pour tous et/ou une comptabilité entièrement matière qu'en laissant croire que ce sera tout pareil qu'avant.

## « L'usager »

*Tu emploies de préférence « usager » à « citoyen », pourquoi ?*

Je n'ai encore rien trouvé de mieux qu'« usager » pour désigner un citoyen responsable des usages auxquels il s'identifie, qu'il reconduit ou transforme.

Le mot s'est quelque peu ennobli, depuis quelques années. En 65-70, l'étude du rapport qualité-prix ne mettait pas encore en question l'offre des vendeurs ni la demande des acheteurs. Puisqu'il vous « fallait » une machine à laver la vaisselle, autant savoir quelle était la plus performante, la moins chère, celle qui répondait le mieux à vos besoins. Mais en avez-vous vraiment besoin ? Comment l'usage que vous avez de cette machine s'est-il imposé ? Dans quel environnement... ?

Ce n'est pas par hasard si le thème de la décroissance a « pris » aussi vite. La planète qui n'en peut plus a servi de couverture officielle, générale, généreuse. Mais la motivation profonde me semble à chercher dans la montée en puissance du sentiment d'être floué par toutes sortes d'offres et par nos propres demandes, comme en 68.

Les offres et demandes matérielles nous déçoivent. Les offres et demandes politiques aussi. La gauche, la droite, sont soumises aux mêmes contraintes. Qu'est-ce que nous pouvons leur demander d'autre ? De faire ce qu'elles font avec plus d'élégance, moins de casseroles et davantage d'écoute. Nous délégions à des élus des responsabilités où ils ne sont responsables de rien. Tu as entendu parler de crise de citoyenneté. Mais derrière ce mot-là il y a toute la rhétorique des « droits » formels, de la conquête que fut « un homme, une voix », des élections, la possibilité de changer de majorités, etc. Une rhétorique qui passe à côté de ce qui devrait être clairement - car il l'est en fait - le nerf de la vie politique, à savoir la maîtrise des usages.

*Les ouvrages qui critiquent le système libéral interpellent d'autant plus le public qu'ils ont été écrits par des personnes qui l'ont géré en tant que banquiers, consultants ou ex-ministres. On peut les croire : la situation est sérieuse.*

*Une fois compris qu'elle l'est, on est en droit de se poser la question du sérieux de « solutions » qui concèdent à la triple redistribution des profits monétaires, tractée par la croissance des profits entrepreneuriaux. Ces solutions sont de deux ordres.*

*Celles qui visent à moraliser le système. Ah ces patrons qui se paient grassement ! Ah ces méchants paradis fiscaux ! Ah ces profits obtenus à n'importe quel prix social et écologique ! Ah ces 50% de gains de productivité dont les profits vont à 5% de travailleurs... « Ils » n'ont donc pas de conscience ? « Ils » ne voient donc pas qu'« ils » trahissent les promesses du libéralisme ? « Ils » n'ont donc pas conscience de « tricher » quelque part... ?*

*Celles qui tirent du système des promesses inattendues. Le revenu d'existence, par exemple, ou « dividende social » de base, qui remplacerait toutes les allocations des pauvres (que ceux-là auraient à compléter, les riches se le faisant sucer par la proportionnalité de l'impôt). Ou la réduction drastique du temps de travail, revue et corrigée de celle de Martine Aubry (et de ce qu'il proposait lui-même vingt ans plus tôt) par Pierre Larrouturou. Deux excellentes idées dont nous soutenons l'esprit, mais qui continuent de prendre appui sur la redistribution des profits monétaires.*

*Dans les deux cas, la question de la faisabilité, qui nous est régulièrement posée, et à juste titre, devrait là aussi être posée. Or, en règle générale, ELLE NE L'EST PAS. Elle passe d'autant plus facilement à la trappe qu'elle ne remet pas en cause les principes. Alors qu'on nous la pose avec la moue de mépris assortie, on ne la pose jamais aux très honorables réformateurs, ou avec un respect dû à la dévotion partagée envers le système. Posons-la donc : sont-ils sûrs que les résistances seront moindres en restant à l'intérieur du système qu'en en sortant ? Et s'ils réussissent à coudre enfin leur pièce de drap frais sur l'ancien, au terme de combien d'années de petites luttes et grosses concessions ? Et le drap neuf ne fera-t-il pas finalement craquer l'ancien ?*

Quand le mot « citoyen » signifiera « quelqu'un participant avec des moyens personnels entiers et donc de plein droit à la maîtrise des usages », tu pourras laisser tomber « usager ». J'insiste quand même sur ces « moyens personnels entiers », sans lesquels il n'y a pas de plein droit qui tienne. Des moyens aujourd'hui bafoués, tordus, racornis, à l'état de miettes que nous jettent l'électoralisme et le salariat.

Chaque fois qu'on fait appel à moi comme électeur, je le ressens comme une sorte d'injure. « Contente-toi de ça. On n'a rien trouvé de mieux. Les ancêtres se sont battus pour... alors vote... Encore heureux que tu aies le choix. »

L'injure atteint des sommets quand je constate la difficulté qu'il y a à se faire admettre sur une liste de candidats si on a des idées qui risquent de surprendre les électeurs. C'est l'injure du plus petit commun dénominateur, de l'emballage verbal séduisant, des prix à 9,98.

**Le mot de l'avenir, dépassant à la fois « usager » et « citoyen », sera peut-être « entrepreneur ». On verra placarder partout des « avis aux entrepreneurs » avertissant qu'une entreprise a été proposée - à titre expérimental, évidemment - par X ou un groupe qui peuvent se lancer comme vous et moi dans l'aventure, puisque disposant de moyens personnels entiers.**

### *Les moyens personnels entiers – précise ?*

Entiers, libres, libérés.

Dans une économie sans profits monétaires, ils tiennent aux moyens d'échange inconditionnellement distribués sur la base des richesses disponibles. N'importe qui, s'il a une idée, peut devenir entrepreneur, et participer de plein droit à toutes les expériences en cours, en proposant des modifications, en faisant librement des objections, puisqu'il n'est plus embauché pour exécuter des tâches, pour obéir.

L'idée est dans l'air depuis trois siècles, avec la fin de l'argument d'autorité technique ou scientifique. Elle rompt avec l'image qu'on avait de l'homme - nécessairement passif, soumis, devant se conformer à la « nature » des choses - à l'ordre établi. On allait pouvoir entreprendre librement dans tous les domaines. Mais la liberté n'est toujours pas la même pour ceux qui disposent des capitaux - monétaires mais aussi culturels - et les autres.

### *Quand je t'entends... Pourquoi les libertaires ne s'intéressent-ils pas au distributisme ?*

Demande-le leur. Explique-leur que dans une économie sans profits monétaires, où tu dispose de moyens d'échange largement suffisants pour vivre, où tu jouis d'un droit de grève permanent, tu peux refuser tout engagement qui te semble injurieux pour toi, le travail que tu as entrepris, la société ou la planète.

Pour la partie constructive, demande-leur ce qu'ils ont à objecter à un modèle économique où apprendre n'aura plus pour objet de se vendre plus cher sur le marché du travail.

Pour la partie décisionnelle, explique-leur que le suivi des opérations, traitées comme des expériences, qu'on peut arrêter à tout moment, remplacera les décisions prises à la majorité. Fin des luttes de pouvoir : vérification par l'expérience, etc.

### *Tu as publié Distributisme éthique et politique. Où est l'éthique ?*

Le sous-titre est « la grande relève *de la machine* par les hommes ». Il inverse l'ordre dans lequel se présentait LA GRANDE RELEVE de Duboin, qui était « la grande relève *des hommes* par la machine ».

L'éthique et la politique, dans une économie sans profits monétaires, tu les rencontres dans l'expérience continue, à ciel ouvert, dans la possibilité de lancer une entreprise en toute liberté et de l'arrêter en toute liberté aussi, jugée à ses risques et conséquences sociales et écologiques.

Aujourd'hui, nous sommes « machinisés » par la production et les décisions qui dépendent des retours sur investissements, des profits monétaires. Les entrepreneurs, les banquiers, font « des coups », prennent des risques, font des expériences qui sont avant tout des expériences de rentabilité... Combien de produits et services qui pouvaient faire du profit humain et planétaire ont été abandonnés parce qu'ils ne profitait pas assez au plan monétaire ou menaçaient des filières bien implantées et suffisamment juteuses ?

Les élus sont machinisés deux fois. Ils doivent se plier aux contraintes qu'impose le marché, corriger ses méfaits, et à celles du système électoral.

Chacun dans sa sphère fait comme si ce qu'il fait et doit faire était normal et devait être encore amélioré. Personne ne le vit comme l'expérience d'ensemble d'usages qui ont une histoire et qui n'est pas finie.

Qu'est-ce que l'histoire, sinon une suite d'expériences ? Mais de ces expériences on ne peut dire qu'elles en ont *fait* que lorsqu'elles se sont terminées - le plus souvent sur ce qu'on ressent comme un échec. L'économie sans profits monétaires permet de faire remonter l'expérience dans le quotidien, de la mettre au cœur du quotidien, de faire entrer l'humour et la non-violence au quotidien. Dans ce cadre-là, j'entreprends *pour voir*, et si je dois arrêter, si personne ne veut de ce que j'apporte sur le marché aux initiatives – un marché, j'insiste, incomparablement plus riche et prudent que celui que nous avons aujourd'hui, limité par les retours sur investissements - ce n'est pas tragique, je ne crains pas le chômage.

Ce sont comme deux - *musiques*. Celle à laquelle nous jouons aujourd'hui, malgré nous, accumule du capital, promet la durée, fantasme sur les valeurs éternelles. Elle se fait tolérante par force, mais son fond reste unificateur : tous sur le même modèle, asservis à la contrainte de l'équivalent universel de la monnaie. Elle a une vocation totalitaire. La vérité, la beauté, c'est ce qui se vend. La sanction de l'expérience, aujourd'hui, c'est le bruit du tiroir-caisse. Tu veux, ça vaut combien ? De combien augmenter mes revenus pour avoir du bonheur ? Chacun y manœuvre aux ordres de l'ordre marchand, comme un petit soldat.

La musique distributiste ne connaît ni l'erreur ni la vérité. Elle ne connaît que des expériences marquées par la contingence, le provisoire. Quoi qu'on fasse, quoi qu'on veuille, on l'invente. De tout ce qu'on dit, veut, fait, on est responsable.

Le maître-mot d'une économie sans profits monétaires ce serait « expérience maîtrisée ». Car toutes les sociétés ont consisté en paquets d'« expériences ». Elles toutes été « expérimentales », ce dont on s'aperçoit plus tard, quand le modèle suivi a, sinon raté, tout au moins dû être abandonné. Quand César, Auguste, Napoléon, décident de quelque chose, ils ne disent pas que c'est une expérience. Le FMI, la Fed, Bruxelles non plus.

L'absolutisme a été une expérience, dont on a fini par se détourner. La démocratie telle qu'on la pratique aujourd'hui en fait une autre, etc., mais de leur aspect expérimental nous ne sommes pas contemporains. Nous les prenons pour l'ordre du monde. La démocratie telle que nous l'expérimentons aujourd'hui poursuit la religion par d'autres moyens.

## *La mise en ondes politiques*

*J'admet que votre utopie est bien ficelée. Mais quels sont ses acteurs ?*

C'est la troisième étude de faisabilité.

Elle prolonge la précédente. On ne parle plus de l'homme en général mais des « acteurs » - le terme est plus pertinent.

On peut commencer par reconnaître l'existence d'entreprises qui fonctionnent déjà sans faire de profits monétaires : l'économie solidaire et sociale, défendue entre autres par Jean-Louis Laville : les mutuelles, les coopératives, ça existe et représente une part importante de l'économie actuelle, qui l'instrumentalise pour mettre de l'huile dans les rouages.

Si je n'ai pas plus tôt parlé d'économie sans profits monétaires, c'est en grande partie à cause de cette économie-là, dont les acteurs se montrent encore plus hostiles que les autres au modèle distributiste revu et corrigé.

Leur hostilité provient en fait de ce que leur action ne remet pas en cause le modèle actuel et que des profits monétaires, ils sont tout les premiers obligés d'en faire... pour ne pas avoir à en « faire », c'est à dire les faire apparaître dans leurs comptes de bilan. N'empêche qu'il y a dans le principe même de l'économie sociale et solidaire comme un frisson de distributisme et qu'expliquer la différence entre elles et le distributisme « achevé » peut aider.

Les résistances sociales, politiques, culturelles, qui s'opposent ou freinent le passage à une économie *sans profits monétaires du tout*, ces résistances sont-elles insurmontables ?

J'entends dire que tant que le système profitera suffisamment à ceux qui y occupent des postes rentables, tant que les classes défavorisées consentiront à leur servitude et que la planète suivra, on poursuivra sur la lancée.

Sans doute, mais ceux qui occupent aujourd'hui des postes surpayés, disposent de fortunes considérables, sont aussi les plus fragiles. Et le savent. Et pratiquent la fuite en avant. Ils sont mieux placés que vous et moi pour savoir ce que la richesse a d'artificiel. Ils attendent la crise, sont dans une angoisse terrible, et quand ils prennent en mains le gouvernement, ils se calment en pratiquant la fuite en avant et recourent aux bonnes vieilles recettes calmantes comme une bonne guerre ou une nouvelle terreur. Au terrorisme « islamique » vous verrez bientôt - on voit déjà - se superposer la terreur écologique.

Les classes moyennes commencent à se plaindre : les avantages dont ils bénéficiaient ne sont plus ce qu'ils étaient. Les classes défavorisées peuvent du jour au lendemain retourner leur consentement en révolte. Un an avant la journée d'Octobre 89, personne n'imaginait les femmes capables de ramener de Versailles le Boulanger, la Boulangère et le Petit Mitron.

Quant à la planète, actrice elle aussi, ignorée en tant que telle, on commence à le savoir : elle ne pourra plus nous supporter longtemps, et s'il y en a encore pour contester le réchauffement climatique ou le pic de pétrole, les organismes internationaux s'accordent pour raccourcir les délais d'attente de la catastrophe.

Et si vous osiez une étude de faisabilité sérieuse du système actuel<sup>1</sup> ? Elle pose de plus en plus de problèmes. Les journaux et revues spécialisées en sont pleins. Mais pour y renoncer il va falloir un événement, un ultime déclencheur.

Car en fait, sociologiquement, le déclenchement est déjà à l'œuvre.

Il est à l'œuvre dans l'insatisfaction des classes moyennes, qui ne se trouvent pas récompensées en proportion, comme c'était le cas à la fin de l'ancien régime pour la petite noblesse et la grande bourgeoisie.

Il est à l'œuvre dans la précarité qui a saisi toutes les classes sociales, que ce soit au niveau de l'emploi ou des retraites ou des soins médicaux.

Il est à l'œuvre dans le constat que la droite, la gauche, n'ont pas la capacité de changer quoi ce soit à cette précarité.

Il est à l'œuvre dans le constat que les tempêtes, tornades, catastrophes naturelles, se multiplient et prennent de plus en plus d'ampleur et qu'il va falloir le payer.

Un accroc imprévisible peut accélérer le processus, catalyser tous les mécontentements et les peurs, et tout détricoter. Il peut surgir d'une bavure de la police, de crédits accordés n'importe comment, d'une faillite de trop dans un secteur négligé.

<sup>1</sup> Début 2008, l'OCDE s'est alarmée au sujet des milliards d'individus qui souffriront de soif d'ici trente ans.

*Les pièces de drap neuf qu'on se propose de coudre sur l'ancien le feraient, disons-nous, « inévitablement » craquer.*

*Expliquons déjà pourquoi « inévitablement ».*

*Le dividende social, dénomination que nous avions trouvée plus juste, il y a dix ans déjà, que « revenu inconditionnel d'existence », et qui tend aujourd'hui à se répandre, ne ferait pas seulement « craquer » la condition ouvrière (le dividende devant être suffisamment insuffisant pour obliger d'accepter n'importe quel revenu complémentaire, la flexibilité serait l'hyper-règle, le patronat attendant les flexibilisés au coin du bois). Elle ferait craquer la redistribution des profits elle-même. La flexibilité devenant insupportable, l'économie souterraine irait en effet encore se développant.*

*PROSPER n'a bien évidemment rien contre ! Mais... il y aurait toujours moins de profits pour les entrepreneurs et de taxes et impôts pour l'Etat, qui ne pourrait donc plus verser de dividendes sociaux. Solutions prévisibles : instauration d'une économie à la soviétique ou (et) « bonne guerre » qui vous lave la planète de tous ses fainéants.*

*Les « 4.4.42 » proposés par P. Larrouturou (quatre jours de travail, quatre années sabatiques à répartir avant la retraite prise après 42 années de participation à la croissance des profits monétaires – v. dans ce cahier p. 25-34) offriraient à l'ensemble des travailleurs, et plus seulement aux seuls « dividendés » qui auraient choisi l'économie souterraine, de prendre des distances par rapport au bien fondé de ce qu'on leur fait produire.*

*PROSPER y voit une occasion pour chacun de réfléchir à l'usage qu'il fait ou qu'on lui fait faire de ses propres ressources et de celles de la planète. Les décroissancistes « intellos » ou « prolos » (v. texte) devraient donc se jeter sur la proposition, grosse d'une révolution psychologique. Sa mise en œuvre dépend toutefois toujours de la croissance des profits monétaires. Le moment de choisir entre ce à quoi le 4.4.42 aura permis de réfléchir (pour quoi faire...) et l'obéissance aux conditions de travail « en » 4.4.42 (rendements encore « améliorés », etc.) sera toujours différé (puisque sans profits, tu ne manges pas), et les deux « solutions » envisagées plus haut ont encore plus de chances de s'appliquer.*

*Que l'ancien (actuel) « drap » craque n'est évidemment pas pour nous déplaire ! Mais les ultimes rapiéçages seront encore plus douloureux. Autant se les épargner !*

Au plan de la réflexion économique, le déclenchement œuvre aussi dans les commentaires qui accompagnent la crise dont l'affaire des « subprimes », l'effondrement du dollar et l'augmentation du prix du baril de pétrole ne sont que la partie émergée, et dans les « solutions » envisagées.

A côté des appels à « moraliser » un capitalisme où on fait plus de profits monétaires en spéculant qu'en produisant<sup>2</sup>, vous pouvez en lire d'autres qui réclament une intervention musclée de l'Etat. Le libéralisme mord son chapeau ! L'Etat renationalise les banques ou les aide pour éviter la crise systémique. Les économistes qui hier prônaient la concurrence pure et parfaite, qui engageaient la France à rattraper les autres pays sur le plan des exportations, réfléchissent à nouveau à des barrières douanières et se félicitent que les Français, en retard d'une économie, soient moins menacés que leurs concurrents sur le marché international.

Toujours dans l'optique de préserver le système, et accessoirement la planète, certains voient avec plaisir arriver en force le capitalisme « vert ». Il va vous fabriquer et servir « décroissant » et en tirera de nouveaux profits. La planète, paraît-il, en sortira gagnante... Mais vous continuerez d'être asservis aux modèles réputés « décroissants »

<sup>2</sup> V. article de Michel Rocard dans *Le Monde* du 6 Mars 2008 (*Tous derrière Laurence Parisot [présidente des entreprises françaises] : ... la crise du capitalisme, miné par l'immoralité*). Les appels à la moralisation du capitalisme commencent souvent par dénoncer les salaires faramineux et parachutes dorés des PDG. Cf. Hervé Kemp (.....) ou la chronique d'Eric Le Boucher dans *Le Monde* du 9.03.2008 (*Pile je gagne, face tu perds*).

les plus rentables, vous garderez la trouille de perdre votre boulot et ne ferez pas plus de cadeaux qu'aujourd'hui aux concurrents. Et les réajustements auront lieu dans l'anarchie. Personne n'y reconnaîtra plus rien, tout le monde accusera tout le monde...

Mieux vaudrait donc se préparer à repartir d'un tout nouveau pied et faire de la décroissance et de la relocalisation en tirant un parti maximal de ce que l'économie actuelle a malgré elle nourri, aussi bien sur le plan de la productivité que celui de l'inventivité.

Ou bien vous attendez que l'accroc se produise, et en attendant vous distrayez la population avec du médiatique garanti : guerre, scandale sexuel, racisme, SDF. Vous participez à la distraction générale en rappelant des points d'histoire politique ou en supputant des alliances pour les prochaines élections. Ou bien vous prenez les devants.

### *...Mais comment ?*

J'ai suivi de près le mouvement décroissanciste depuis le début des années 2000. Il s'est maintenant divisé en deux branches, une « intello », une « populo » - excusez les vocables. J'ai assisté à des regroupements des deux. Les cellules de réflexion vont sans doute continuer de se multiplier dans les deux groupes, et se faire concurrence.

Dans le genre « populo », leur multiplication aboutit à des appels à « autre chose », sans bien préciser, et chaque groupe surveille la façon dont les autres font allégeance aux partis de gouvernement. Dans le genre « intello », les analyses sont de plus en plus poussées, et d'excellentes plumes apparaissent pour faire partager l'idéal que ce serait de faire la décroissance, mais on n'a pas de modèle de recharge non plus.

Il suffirait qu'un seul de ces groupes, une seule de ces plumes, dise, ose dire, dans un langage diplomatique, qu'il ne serait peut-être pas intéressant de mettre à l'étude un modèle d'économie sans profits monétaires, avec toutes les garanties, bien sûr, qu'implique une telle mise à l'étude... La réaction serait la même que celle qui a saisi toutes les mouvances politiques et intellectuelles quand le thème de la décroissance a fait surface : attention, attention, ne nous laissons pas doubler, qu'avons-nous à dire sur le sujet ?

Ce serait donc le moment, pour des équipes de jeunes qui ne craignent pas l'aventure, de lancer une publication où la critique du capitalisme à travers ses abus, ses méfaits, l'énormité des parachutes dorés et les petitesses lobbyistes, se ferait cette fois sur un fond constructif, celui donc d'une économie sans profits monétaires. Ils peuvent déjà s'y essayer dans **PROSPER**.

*A la fin de ta conférence, tu en appelles carrément à une révolution mondiale ?  
Mais pour la provoquer, il faut plus que des acteurs... Il faut un événement...?*

Depuis la fin 2007, on nous annonce la récession aux Etats-Unis, une crise systémique, des catastrophes écologiques majeures. N'ayant rien à proposer de nouveau, certains en arrivent à souhaiter, sans se soucier de la casse, les conflits qu'elles ne manqueront pas de produire. Et après la casse ? On reconstruira tout comme avant. Plus proprement, comme les villes après les bombardements.

Les méfaits du modèle actuel touchent aujourd'hui tous les peuples et toutes les formes de vie sur la planète. Réformer le système, suite à une crise, ne changera rien au laminage. Les catastrophes n'ont jamais rien appris à personne, sauf à mieux faire ce qu'on savait déjà faire avant. Elles maintiendront en poste ceux qui ont aujourd'hui à des titres divers les clés de la croissance des profits monétaires, dont la redistribution importe à tous. Ceux-là ou d'autres, qui les leur arracheront pour s'en servir de la même façon.

Vous allez donc continuer d'assister à une vaste bagarre entre multinationales et groupes de nations, classiques ou émergentes, pour la maîtrise de ces clés. Vous aurez de la chance si les missiles atomiques restent dans leurs loges. Tout ça va se faire par dessus la tête des peuples, dont on ne tiendra compte qu'au chapitre des dégâts collatéraux, géré d'une manière anarchique par des élites en perte de vitesse et qui n'auront rien d'autre à proposer qu'une entente économique mondiale sur la base de la concurrence et de nouveaux profits monétaires.

## ***Non-violence***

*Mettre en place une économie mondiale sans profits monétaires, c'est une révolution.  
Elle ne peut pas non plus aller sans casse ?*

Je ne suis pas convaincu que ce qu'on appelle révolutions ait jamais changé les sociétés en profondeur. Elles accouchent des tendances lourdes de la société et de l'économie qui remontent parfois longtemps en arrière. Je ne suis pas non plus certain que l'abolition des profits monétaires doive s'accompagner de violences. Ceux qui dirigent actuellement le monde ou à qui on attribue cette direction, devront abandonner leurs positions, comme la noblesse après 1789. Ils en souffriront mais se préparer à se venger sur eux serait injuste, même s'ils ont été les grands maîtres de l'injustice. Dans les pays développés ou en voie de développement, nous avons tous participé à l'économie des profits monétaires, tenté de lui arracher quelques avantages, et ceux qui en ont fait la critique n'ont rien proposé d'autre. Ils ont tous chanté *TINA - there is no alternative* - comme Mme Thatcher.

Ceux qui ont été exclus du « développement » en ont rêvé.

*Servitude volontaire...?*

Il n'y a pas à proprement parler de volonté, mais obligation de s'adapter, de ruser, et de changer ses désirs puisqu'on ne pouvait pas changer le désordre du monde. Ceux qui ont essayé de venir en aide aux laissés pour compte, aux exclus, de trouver des solutions, n'ont pas les mains plus propres que celles d'Eichman qui se plaignait du mauvais rendement des fours crématoires. Imagine-toi, aujourd'hui, lançant une entreprise, écologique, ouverte aux suggestions de tes collaborateurs. Tu leur annonces que les profits seront également partagés. Ils applaudissent, ils te suivent ! Mais des profits, il faudra commencer par en faire, et pour survivre tu videras la coupe comme n'importe quel « sale patron ».

**Les moyens préjugent de la fin.** Si vous commencez par éliminer physiquement les puissants et les riches d'aujourd'hui, vous ferez bientôt régner la terreur. S'il faut les passer en jugement, attendez que la paix revienne. Le jugement sera pédagogique pour tous et achèvera de montrer comment le modèle actuel était pervers.

Promouvoir l'étude d'une économie sans profits monétaires me semble aller de pair avec celle de sa non-violence. Car aujourd'hui la violence est à tous les étages : exploitation des travailleurs, concurrence, qui commence sur les petites chaises de la maternelle, profits à n'importe quel prix social et écologique... Les violences urbaines, les vols, viols, assassinats, les « affaires », les marées noires... n'en représentent qu'une minime partie, avec lesquelles on fatigue les rotatives et qui nous distraient du fond.

Une économie sans profits monétaires semble pouvoir pacifier les rapports aussi bien entre les usagers qu'entre les hommes et leur planète. Vous avez sans doute déjà observé la différence des rapports entre les personnes quand il n'y a pas d'argent en jeu, de concurrence, d'angoisse de possession, de luttes de pouvoir.

Une économie sans profits monétaires abolit nos quantifications actuelles. Dans une économie comme celle-là, l'entreprise, en particulier, ne tient plus aux profits monétaires qu'elle dégage mais directement à ses retombées humaines, environnementales, et surtout *heuristiques* - concernant la recherche, la recherche pour la recherche, la créativité. Que ce soit à l'échelon modeste, domestique, ou au échelons locaux, nationaux ou internationaux, vous pouvez vivre chaque entreprise, sur le mode de la libre expérience.

Le « prix » de cette expérience-là, qui est celle de la liberté, n'a pas de prix. C'est ce paradoxal « prix » des choses sans prix que nous recherchons depuis le commencement du monde, à travers la création artistique, l'amitié qui ne compte pas ou l'accompagnement d'un Dieu qui vous aime malgré vos fautes. A travers tout ce qui n'« utilitarise » pas ou permet de se distancier de l'utilitarisme bête et méchant. Dans l'économie actuelle, où tout se paie, où vous engagez des salariés, des régions entières dans des aventures monétaires, il faut être sûr d'avoir raison, il faut détenir la vérité.

Il faut « y croire », et tout faire pour que les autres y croient et que ça dure. A peine un projet est-il formulé qu'il doit se défendre, attaquer ses concurrents, prévoir une répression interne et externe. C'est une économie de croisés, et je n'emploie pas le mot par hasard : depuis la crise des « subprimes » et compte tenu de l'obligation où les états vont être placés, comme déjà le Japon l'a été, de « socialiser » les pertes, tu vois de plus en plus en plus couramment écrire que ce serait idiot de s'accrocher à la « religion » du Marché.

Dans une économie sans profits monétaires, par contre, les équipiers sont libres de participer et d'intervenir à tout moment pour dire « attention, attention » ou « et si on faisait comme ça ? ». L'« ouverture » que nous promettait le libéralisme n'aura jamais été aussi grande. Jamais le marché aux idées, aux réalisations, n'aura été aussi fécond - joyeux et indolore, ce qui n'est pas le cas du marché actuel. Avec de nouvelles difficultés et même angoisses, mais qui seront la conséquence de tout autres libertés, du fait qu'on touchera le fond de l'existence et de sa gratuité. Mesurer sa vie aux profits monétaires qu'on fait, au fric dont on a besoin, rivaliser, courir après des nécessités plus nécessaires les unes que les autres, est évidemment plus confortable que de pouvoir enfin se demander « pourquoi faire ça plutôt qu'autre chose ? »

\*\*\*\*\*

# **Rétroviseur mon amour**

*L'économie actuelle nous mène dans le mur...  
On ne va pas pouvoir continuer comme ça...  
Mais comment faire autrement, comment... ?  
Un œil désespère de la route,  
l'autre la cherche dans le rétroviseur...*

*Du modèle standard,  
Jacques Attali nous fait un destin :  
même terrible, sachez-le,  
il est l'avenir de l'humanité  
(ci-contre)*

*Pierre Larrouturou, comme tant d'autres,  
ne perd pas l'espoir de le sauver.  
Rétroviseur et bond en avant :  
votez 4-4-42\*!  
( Le barreau manquant ? p. 25-30)*

*Sur ce marché rétrovisuel  
les post-écolos de « la décroissance »  
occupent une place paradoxale.  
Car ils sont contre la croissance, contre absolument !!  
mais n'ont rien à objecter à celle des profits monétaire,  
si elle nous vend plus durable-et-vert.  
(Anti, alter et frime, p. 31-34)*

\* 4 jours par semaine, 4 années sabbatiques, 42 ans de salariat

Merci Alain Caillé  
de nous avoir permis de reproduire  
ce texte paru dans la revue du MAUSS  
(mouvement anti-utilitariste  
dans les sciences sociales).

Alain Caillé

## ***Comment être à la fois néolibéral, marxiste et socialiste ?***

À propos de ***Une brève histoire de l'avenir***, (Fayard, 2006)  
de Jacques Attali

« Prédire est un art difficile, surtout s'il s'agit de prédire l'avenir »

Le livre de Jacques Attali, *Une brève histoire de l'avenir*, est extraordinairement ambitieux, à la fois au bon et au mauvais sens du terme. Au bon, parce que malgré tous les interdits et anathèmes jetés sur les philosophies de l'histoire et sur toute tentative de se demander de quoi demain sera fait, nous avons bien besoin d'une boussole pour nous aider à savoir où nous en sommes, ce que nous pouvons et devons faire. Or comment s'interroger sur le présent et sur l'avenir sans les remettre en perspective par rapport à ce que nous croyons pouvoir connaître du passé ?

Sur le passé récent de l'humanité, J. Attali réunit de manière extrêmement informée, brillante, claire et parlante une masse de données et d'analyses impressionnantes. Et quant à l'éclairage sur l'avenir il faut bien lui reconnaître le mérite d'avoir souvent fait preuve d'anticipations fulgurantes. C'est bien avant tout le monde qu'il a su deviner et décrire l'avènement des objets nomades dans un monde globalisé qui ne sourirait plus qu'à des individus eux-mêmes nomadisés.

Mais son livre est également ambitieux au mauvais sens du terme. Usant et abusant de la posture du prophète inspiré et omniscient, seul capable de se situer en position de surplomb par rapport à l'histoire universelle, il n'assume et n'envisage même pas les difficultés inhérentes à ce genre d'exercice. Dont la principale pourrait être résumée en paraphrasant ce que Hannah Arendt écrivait à propos des sciences du comportement de l'après-guerre : le problème que soulèvent les prédictions n'est pas tant

qu'elles soient ou puissent se révéler fausses, mais plutôt qu'elles risquent de devenir vraies. Il entre dans toute futurologie, qu'elle soit idyllique ou apocalyptique, un mixte indécidable d'analyses raisonnées et de craintes ou désirs non dits ou non conscients, qui visent à faire advenir ou, au contraire à empêcher ce que l'on affirme prévoir objectivement. Pour une bonne part, la prévision est autant ou plus performatif que constatif. Fondée sur une lecture rétrospective du passé, elle privilégie pour l'avenir un possible parmi d'autres. Il importe donc au plus haut point de démêler quelle part de désir, voire de *wishful thinking* s'immisce dans l'art futurologique, et surtout lorsqu'il se présente paré de tous les atours de la positivité objective.

De ce point de vue, le principal problème épistémologique que soulève le livre de J. Attali est qu'il ne se présente pas comme décrivant une des histoires de l'humanité parmi d'autres histoires possibles, qui esquisserait les traits d'un

futur possible entre d'autres futurs possibles, mais qu'il prétend au contraire restituer l'Histoire telle qu'elle a été pour l'essentiel, quant à ses traits déterminants, et annoncer, avec des dates étonnamment précises, l'avenir tel qu'il ne pourra pas ne pas être.

Plus précisément encore, une futurologie consciente des difficultés qu'elle comporte nécessairement devrait pour être pleinement honnête nous éclairer sur au moins les quatre points suivants : 1°) Quel est son diagnostic de l'état présent des choses ? 2°) Sur quelle anthropologie normative reposent-t-elle, sachant qu'on ne peut juger en bien ou en mal du présent que du point de vue de ce qu'on tient pour spécifiquement humain ? 3°) Quelle théorie de l'histoire mobilise-t-elle, qui lui permette

d'établir un pont logique et empirique entre le passé et l'avenir ? 4°) Pour qui est-elle écrite ? À qui s'adresse le message, et pour en faire quoi ? Or le problème soulevé par l'ouvrage d'Attali, assez singulier, est qu'il est possible d'être en large accord avec la plupart des analyses ou prévisions concrètes qu'il donne et, pourtant, de ne pouvoir pas en retenir grand-chose parce que son Histoire de l'avenir est largement fautive ou très insuffisamment explicite de ces quatre points de vue.

Regroupons-les en deux points principaux, et disons que le livre repose sur une théorie boîteuse de l'histoire, et qu'il nous donne un ensemble de prévisions dont la chronologie et donc la signification profonde sont largement intenables.

## *Une théorie boîteuse de l'Histoire*

C'est en effet une Histoire à la fois très économique et élitaire que nous livre J. Attali. Économiciste : Inspiré de Braudel (et reproduisant inconsciemment peut-être la loi des trois états d'un autre polytechnicien, Auguste Comte), il nous montre comment une fois affranchie des dominations théologiques puis impériales, l'Histoire, organisée autour de 9 cités-cœur de l'économie-monde successives, est devenue celle des « démocraties de marché ». Partout, montre-t-il, la démocratisation a été de pair avec l'autonomisation du marché par rapport aux cadres sociaux traditionnels. Il est possible au premier abord d'admettre le bien fondé de la corrélation, au moins pour les démocraties modernes (Pour la démocratie antique, J. Attali ne veut pas voir que la citoyenneté pleine et entière ne pouvait aller qu'à ceux qui se tenaient à l'écart du commerce et du marché, réservés aux esclaves, affranchis et métèques). Le doux commerce appelle la tolérance sans laquelle il n'y a pas d'affaires ni de délibération paisibles possibles. Mais corrélation n'est pas raison. Ce dont J. Attali semble vouloir nous convaincre, c'est que dans le couple de la démocratie et du marché c'est le second qui mène le bal et fraye la voie. Difficile

de ne pas voir là un avatar du Consensus de Washington de triste mémoire qui a provoqué un peu partout dans le monde les ravages que l'on sait. Or, comme l'a montré Jean Baechler, c'est plutôt l'inverse qui est vrai. C'est la création d'enclaves démocratiques dans les interstices laissées libres entre le roi et les seigneurs féodaux qui a permis le développement du capitalisme, dont la genèse est donc clairement politique et non pas économique. Disons au minimum qu'à l'interface du marché et de la démocratie il doit exister tout un ensemble institutionnel et se déployer une invention proprement politique dont Attali ne dit rien.

Élitisme. L'économicisme, et plus spécifiquement le mercantilisme de l'analyse est redoublé et amplifié par son élitisme. Contrairement à ce que le vocabulaire employé laisse croire, ce n'est pas en fait la corrélation entre démocratie et marché qui intéresse Attali, mais l'éclosion de la première dans ce qu'il appelle les cités-cœur, autrement dit celles qui à un moment donné de l'Histoire se sont trouvées au cœur de l'économie-monde et ont su en capter l'essentiel des richesses et des plus-values. La corrélation véritablement affirmée par lui n'est donc pas en définitive entre démocratie

et marché, mais entre la démocratie et les sommets du capitalisme commercial et financier. Comme si la démocratie ne pouvait vraiment éclore que là où le capitalisme est à son apogée. C'est la raison pour laquelle *a contrario* il ne nous dit rien de la révolution communale amorcée au XI<sup>e</sup> siècle en Europe de l'Ouest où un peu partout, comme l'avaient si bien noté Guizot ou Tocqueville, dans les villes franches, comme dans les bourgs et les communautés rurales apparaissent les véritables prodromes de la démocratie moderne. Non pas en un ou deux points privilégiés du globe et en son sommet, mais un peu partout, à la base. Ou encore, de la démocratie Attali ne veut connaître que celle des riches villes portuaires, mais rien de ce qu'on

pourrait appeler la démocratie territoriale. Ou, pour reprendre son vocabulaire, la démocratie des nomades et des villes ouverts au nomadisme, pas celle des sédentaires. Pas étonnant dans ces conditions qu'on ne voit nulle part apparaître dans le tableau le modèle démocratique moderne longuement concurrent des démocraties marchandes de type anglo-saxon, celui qui a fait la spécificité et un temps la grandeur de la France, :la démocratie républicaine territoriale. Celle des terroirs et des institutions, plus que celle des réseaux et de la libre circulation. En un mot, Attali serait bien inspiré de ne pas oublier que la démocratie est d'abord une invention politique, et non économique. Et qu'elle est l'invention d'une communauté politique.

## *Une chronologie de l'avenir bien improbable*

Si l'on n'entre pas dans les détails, le scénario de l'avenir que nous donne Attali se laisse aisément résumer.

Jusque vers 2035 la démocratie de marché continuera à se répandre dans le monde entier. 2035 marquant son apothéose avec notamment le basculement en démocratie de la Chine rendu inévitable par l'enrichissement général de la population qui doit, nous dit-il, saper tous les pouvoirs dictatoriaux (toujours le déterminisme économique. D'abord l'enrichissement, après la démocratie).

C'est à partir de 2035 que les choses commencent à se gâter et que même aux États-Unis le capitalisme, devenu incontrôlable, se retourne contre la démocratie. Partout dans le monde les États, les régulations et les protections sociales se disloquent et se défont, ne laissant la place, après l'hyperempire capitaliste qu'à l'hyperconflit. Mais « un jour, bien avant la fin du XXI<sup>e</sup> siècle » naîtra enfin l'hyper-démocratie, dans laquelle les motifs altruistes l'emporteront définitivement sur l'égoïsme et où les hommes se soucieront d'abord de biens relationnels et de l'aide qu'ils peuvent s'apporter les uns aux autres. Au moins, J. Attali, dit-il « vouloir y croire ».

Ce résumé peut sembler caricatural. Il ne fait pas droit à toutes les prévisions précises et saisissantes que l'auteur nous donne sur l'évolution probable de modes de vie ou sur les évolutions géopolitiques possibles. Mais ce qui nous importe ici c'est de saisir le message quasiment subliminal qui nous est délivré et de comprendre comment l'auteur, dont on connaît le passé à Gauche et qui se présente encore comme étant dans ce camp, marie son discours « socialiste » avec des propositions massivement néolibérales. On pourrait ici contester la datation d'à peu près toutes les prévisions. Mais le point fondamental en la matière est sûrement le suivant. J. Attali affiche en définitive, sous des dehors parfois apocalyptiques un optimisme sans failles, tout fukuyamien, pour les deux ou trois décennies à venir. À l'en croire, la démocratie durant cette période gagne et gagnera partout du terrain, et se généralisera ; il va naître cent nouvelles nations et ce sera un grand pas en avant vers la démocratie mondiale enfin réalisée. Ce n'est qu'après que les choses commenceront à se dégrader pour de bon.

Or cette vision irénique quant au futur pas trop éloigné est évidemment intenable. Sauf en Inde et peut-être en Amérique latine, il est diffi-

ficle de voir les progrès mondiaux de la démocratie, sauf peut-être en façade. On organise en effet davantage d'élections. Mais les observateurs avertis nous montrent que c'est souvent l'obligation imposée de l'extérieur d'organiser des élections qui enclenche les processus génocidaires, qu'on croyait oubliés et qui sont (re)devenus si caractéristiques désormais de notre temps. La création de nouvelles

nations va évidemment de pair avec ces processus. Si on redoute de devenir une ethnie ou une religion minoritaire, le meilleur moyen de devenir majoritaire est d'exterminer tout ou partie d'une ethnie ou d'une religion rivale. Plus généralement, il ne serait pas difficile de montrer que le processus de retournement du capitalisme contre la démocratie est déjà plus que sérieusement entamé.

\*\*\*\*\*

Que retenir, donc, du schéma attalien, si l'on va chercher derrière les brillantes analyses concrètes de multiples cas de figure ? Au bout du compte, il reste une vision étonnamment simple de l'histoire qui se résume en un mélange étrange d'économisme et de messianisme à la fois libéraux et marxistes. L'Histoire dans ce schéma, on l'a vu, obéit tout entière à des déterminismes économiques en dernière instance. Elle est faite par des *homos œconomicus*. Elle est doublement providentielle. Providentielle tout d'abord selon la version libérale : marché et démocratie triomphant de concert pour le plus grand bien de la liberté de tous (l'égalité n'importe guère à notre auteur). Au moins jusque vers 2035-2050. Il n'y a donc rien d'autre à faire qu'accompagner l'Histoire en marche et s'en réjouir. Les 300 mesures du Rapport Attali vont intégralement en ce sens. À partir de cette date, il est fait droit à une vision apocalyptique d'inspiration marxiste. Les contradictions du capitalisme entraînent la mort du système et peut-être même de l'espèce humaine. Mais si cette dernière survit, grâce à l'apparition de transhumains (variante de l'homme nouveau) se déploiera enfin l'hypér-démocratie, pensée avec des accents qui rappellent aussi bien l'annonce de l'ère du verseau que les lendemains qui chantent des communistes d'hier.

Les prédictions, disions-nous, jouent avant tout un rôle performatif. Ici, que nous enjoignent-elles ? Que suggèrent-elles de faire aux femmes et aux hommes de bonne volonté soucieux du bien commun ? La réponse est simple : « Rien ». Avant la fin du XXIème siècle il n'y a rien à faire. Travailleurs ou citoyens du monde entier, dispersez-vous, car il n'y a rien à faire pour échapper à votre destin d'individus nomades en concurrence planétaire généralisée les uns avec les autres. Contentez-vous, dans cette guerre de tous contre tous, d'essayer d'être les plus efficaces, les plus habiles, les plus cyniques possibles. Et cessez d'ailleurs de rêver à quelque citoyenneté que ce soit. L'idée même en est à jamais révolue. Dans un petit siècle, lorsque les choses commenceront à s'arranger, l'Europe apparaîtra rétrospectivement comme le précurseur de la nouvelle idée cosmopolite, elle qui aura incarné la première le rêve d'une humanité radicalement postpolitique et débarrassée de tout enractinement.

Cette brève histoire de l'avenir nous délivre donc un message d'absolue fatalité. Aucune liberté collective n'est envisageable. Cette liberté collective que la démocratie jusqu'à présent aspirait à mettre en forme. L'attalisme est un fatalisme.

Alain Caillé<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Professeur à Paris X, fondateur du MAUSS et auteur de nombreux ouvrages dont *Critique de la raison utilitaire* (1989), *La démission des clercs*, la crise des sciences sociales et l'oubli du politique (1993) aux Ed. La Découverte.

## ***Le barreau manquant ?***

à propos du ***Livre noir du libéralisme*** (Rocher 2007)  
de Pierre Larroutuou

*Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal  
mais par ceux qui regardent sans rien faire*  
Albert Einstein

**En 1977, paraît *Travailler deux heures par jour* aux Editions du Seuil. Il émane d'un groupe, ADRET, constitué d'illustres inconnus agissant en bande organisée contre la servitude du Travail... Quelques « gouvernements » plus tard advient la semaine de trente-cinq heures où il en aurait fallu tout de suite trente deux...  
...Cadeau des Tièdes à la Bêtise.**

Beaucoup d'études, émanant d'offices qu'on n'aurait pas imaginé pouvoir leur être favorables, convergeaient pourtant déjà vers la réduction drastique de la durée de la semaine de travail seule capable d'éponger la montée du chômage.

Contrairement aux idées reçues, en effet, la France est l'un des pays au monde qui a la meilleure productivité. Le Figaro<sup>7</sup>, à qui les problèmes de productivité avaient un peu échappé quand la RTT était au centre du débat public en France, découvre tardivement l'importance de la question et cite Jacques Marseille, professeur à la Sorbonne. « J'ai divisé le PIB français par la productivité d'un travailleur britannique ou japonais. Avec leur niveau de productivité, qui est largement inférieur au nôtre, il nous faudrait 5 millions de travailleurs en plus pour produire la même chose. Autant dire que le chômage ne serait plus un problème en France... ».

L'envoyé spécial du Figaro Economique à Davos relève que « Les gains de productivité ne laissent que très peu de place à la création de postes. L'an dernier, même avec une croissance de 9%, la Chine n'a vu le total des heures travaillées sur son territoire augmenter que de 1% ! Il faut cesser de se lamenter sur les délocalisations... Les gains de productivité détruisent bien plus d'emplois. »<sup>8</sup>

Pierre Larroutuou s'était entiché de réduction de temps de travail (RTT) bien avant le retour de la gauche au pouvoir. Trahi par les lois Aubry, il reprend son plaidoyer en s'appuyant sur de nouveaux chiffres : si notre différence de productivité est aussi énorme, pourquoi n'aurions-nous pas une gestion de nos horaires différente de la Grande-Bretagne, de l'Italie ou du Japon ?

En trente ans, l'économie française produit 76% de plus avec 10% de travail en moins. Depuis 1974, le total des heures travaillées, tous secteurs confondus, est passé de 41 milliard à 36,9 milliards d'heures (chiffres INSEE). « Mais dans le même temps, grâce au baby-boom et au travail des femmes la population active disponible passait de 22,3 à 27, 2 millions de personnes. La demande de travail nécessaire à l'économie a baissé de 10% mais le nombre de personnes disponibles a augmenté de 23%. Un écart de 33% s'est creusé entre l'offre et la demande de travail » (p. 166).

La suite nous rappelle les accents du réquisitoire de Duboin à la fin des années 30.

« En soi ces trois évolutions sont trois bonnes nouvelles :

Jamais nous n'avons connu une telle abondance ! (sic)

Jamais nous n'avons été aussi efficaces !

Jamais nous n'avons été aussi nombreux capables de travailler !

Mais comme notre contrat social est bloqué, comme la durée du travail a très peu baissé depuis

<sup>7</sup> 2 février 2004.

<sup>8</sup> 27 janv. 2006

trente ans (et que la crise amène des réflexes de crispation plus que de changement) cette accumulation de bonnes nouvelles aboutit à un scandale, à un non-sens absolu : **au lieu de profiter à tous, ce surcroît d'intelligence collective, fruit de l'effort de tous, débouche sur un chômage massif pour certains, sur une stagnation des salaires et un stress croissant pour d'autres.** » (souligné par P.L.)

Or qu'observe-t-on après la mise en place des lois Aubry ? La réduction du temps de travail a baissé de moins de 5% entre 1997 et 2002 (INSEE, juil. 2005). Elle a depuis probablement remonté du fait de la contre-réforme Fillon.

**« C'est donc un "partage du travail" assez sauvage qui s'est mis en place :**

**4 millions de personnes font 0 heure par semaine (les chômeurs) ;**

**19 millions travaillent plein pot (parfois trop) ;**

**4 millions sont à temps partiel (via les CDD ou l'intérim).** »

La durée moyenne de travail (tous emplois confondus : temps plein plus temps pareil) est de 29,9 h aux Pays-Bas, 35,4 au Danemark, 35,1 en Grande-Bretagne (Eurostat 2004). « Contrairement à ce que dit la droite [...], tous les pays qui ont un taux de chômage inférieur au nôtre ont aussi des durées moyennes du travail inférieures à la nôtre. » (p.172)

Compte-tenu du fait que l'espérance de vie a augmenté de cinq ans et que l'arrivée sur le marché du travail a été retardée de trois ans en moyenne, la conclusion, dans le cadre redistributif qui est actuellement le nôtre, s'impose :

**« Travailler un peu plus longtemps pour sauver les retraites, mais travailler beaucoup moins chaque semaine ou chaque année pour casser le chômage et vivre autrement, c'est le meilleur moyen de sortir de la crise. Mais les libéraux ne retiennent que le début de la proposition - quitte à aggraver encore le chômage ! »** (p. 168)

Et la question à mettre en débat n'est déjà plus « pour ou contre la RTT » mais « quelle RTT ? »

Celle que propose Pierre Larroutuou tient en trois chiffres : 4-4-42. Quatre jours de travail, quatre années sabbatiques, quarante-deux annuités de cotisations pour la retraite. Au plan économique, dans le cadre actuel, c'est tout à fait

réalisable. Au plan des « ressources humaines », hautement souhaitable. Au plan politique, ça changerait tout.

*Economie.* Quand on a compris que 1. du salariat dépend pour une bonne part la redistribution d'Etat (le service public et l'allocariat). 2. le retour massif de l'emploi peut plus facilement permettre de produire local pour consommer local que trois pelés et vingt-huit machines qui s'échinent à exporter.<sup>9</sup> 3. les heures de travail dégagées permettent d'investir en formations professionnelle..., pourquoi bouderais-je ce genre de réforme ?

Serais-je soudain devenu complice du système ? Certainement pas. Mais la misère n'a jamais joué en faveur de changements en profondeur. Et avant qu'elle n'explose elle n'a jamais inspiré que des solutions à courte vue, ou vue rétrovisuelle, qui s'empilent les unes sur les autres en château branlant.

*Ressources humaines.* P. Larroutuou cite des expériences menées par diverses entreprises, petites ou déjà de bonne taille comme Fleury-Michon et Mamie-Nova. Non seulement ces expériences se poursuivent mais elles s'incrètent ! Elles ont permis de créer des emplois, de changer l'esprit de l'entreprise et d'apporter de la souplesse dans l'organisation et des gains de productivité. Ce qui me rappelle, dans les années 40, la camionnette d'une entreprise de Fontenay-sous-Bois (Seine) qui passait tous les jours sous ma fenêtre et affichait « Un travailleur fatigué coûte plus cher qu'un siège FLAMBO ».<sup>10</sup> Qu'un travailleur reposé rapporte plus à son patron, on a déjà dû le calculer, et si ce n'est encore fait ça semble facile. On calculera plus difficilement le profit qu'un travailleur retire déjà ou retirera du recul que ses heures de loisir permettent de prendre par rapport à son travail chez X, puis par rapport au travail en général, et à la façon dont la société l'emploie pour faire - *quoi* ? Si aux potentialités de réflexion dégagées chaque semaine vous ajoutez celles dégagées par 4 années sabbatiques prises à sept ans de distance, en moins d'une génération vous avez totalement changé « les mentalités ».

<sup>9</sup> Une prochaine donnée, que je ne vois pas aussi souvent prise en compte qu'elle devrait l'être, risque d'accélérer le processus : le pétrole cher.

<sup>10</sup> Ce qui me faisait imaginer, préfigurant « l'automation », des ouvriers fabriquant des sièges FLAMBO sans se fatiguer, assis dans leurs propres sièges.

*« Ce n'est pas en améliorant la bougie qu'on a inventé l'ampoule électrique. Ce n'est pas en améliorant la monarchie qu'on a inventé la République. Ce n'est pas en améliorant la calèche qu'on a inventé l'automobile, puis l'avion. De même, ce n'est pas en mettant quelques rustines à un système structurellement injuste que nous construirons une nouvelle société. »* (p. 292)

...mais le 4-4-42 s'inscrit toujours dans le cadre du libéralisme. Il ne change donc rien à son injustice structurelle. En le rendant plus supportable quelques années encore il se présente donc plutôt comme une nouvelle rustine que comme un saut dans une nouvelle société.

Sa mise en œuvre modifierait toutefois la donne économique et psychosociale d'une manière bien plus favorable au passage à une économie sans profits monétaires que les paquets de rustines - taxes, subventions, et déréglementation - et les déclarations pieuses d'anticapitalisme, d'altermondialisme ou de décroissancisme.

Les travailleurs « reposés » supporteront-ils mieux les « coups de feu » ?<sup>11</sup> Rien n'est moins sûr ! La fatigue crée la résignation à ce qui cause la fatigue. Le repos permet de dominer les tâches, incite aux économies pratiques. L'employeur de travailleurs reposés, dont la représentation de ce qu'ils font de leur vie, et de ce que le travail fait d'eux, aura changé, devra plutôt réfléchir avec eux autrement à la meilleure façon de rendre les coups de feu supportables. Avez-vous observé comment la cérémonie du « revoir » rendait, chaque lundi, à ceux qu'on n'avait pas vu la veille leur personnalité ? Cinq journées machinales la leur font perdre. Deux cérémonies du « revoir » par semaine, augmentées d'une ou deux autres si les équipes ne sont jamais les mêmes, ne feront certes pas de l'entreprise un salon mais un lieu qui crée le respect. Le 4-4-42 conduirait à une nouvelle façon d'aborder le travail et l'entreprise et favoriserait la coopération interne (par équipes) et externe (entre entreprises). La négociation contractuelle qu'on voit aujourd'hui prendre le dessus pourrait se faire moins féroce. Les expériences citées par P.L.

laisserent entrevoir que les conditions créées par la RTT à 32h ne « réinventent » pas seulement les travailleurs. Elle réinventent aussi les patrons. Et pourquoi pas les cabinets ministériels, et tout cet ensemble s'ouvrirait ainsi plus facilement aux hypothèses distributistes.

#### Troisième plan - politique.

Sous l'angle des forces en présence, une résorption du chômage reconstituerait le volant de travailleurs dont la masse n'est plus suffisante ou est trop fragmentée pour peser dans les revendications économiques et sociales. Tout concourt aujourd'hui pour livrer pieds et poings liés à des entrepreneurs rigolards des travailleurs piégés par le salariat, l'allocariat, et bientôt peut-être le dividendat social que nous prépare Mme Boutin. Faites-les revenir en nombre dans l'entreprise. Ils reconstituent une force avec laquelle il faut compter. L'Etat n'est plus obligé de soutenir à bout de bras des syndicats de misère avec qui poursuivre des discussions de façade.

\*

J'ai lu *Le Livre noir du libéralisme* d'un trait. Il commence par la phrase « C'est le monde à l'envers ». Ce sont les bras-droits du système et

<sup>11</sup> Je réponds ici à l'objection spontanée d'un délégué syndical qui me soupçonne de vouloir apporter des troupes fraîches à l'exploitation patronale.

des publications qui habituellement soutiennent le capitalisme, qui annoncent la catastrophe<sup>12</sup>. « Or si le libéralisme nous conduit dans le mur, c'est des dirigeants socialistes que l'on devrait logiquement attendre des propositions à la hauteur de la crise. Cela fait cinq ans qu'ils sont dans l'opposition, ils ont eu le temps de travailler ! Hélas, rien ! Nada ! »

Suivent quelques « vérités », sur la réforme des retraites, la baisse du chômage, les créations d'emplois, le modèle américain, l'explosion du temps partiel au Japon, les 7 millions de pauvres en Allemagne ou les 32% d'emplois précaires en Espagne. « Depuis vingt-cinq ans, la négociation sur les salaires est tellement déséquilibrée que la part des salaires (salaires et cotisations) dans le PIB a chuté de 11%.<sup>13</sup> » Soit 200 milliards d'euros « qui vont rémunérer le capital alors qu'ils iraient aux salariés si le marché du travail retrouvait l'équilibre de 1982. » Or « 200 milliards, c'est 2,6 fois le budget de l'Education nationale, c'est 8 fois le déficit prévisionnel des retraites, 20 fois l'aide publique aux pays du Sud, 60 fois le budget du CNRS. » Les vérités assenées sont immédiatement liées aux accumulations d'erreurs. C'est ainsi que, « pour justifier le retour aux 40 heures, les leaders de la droite mettent en avant la faiblesse des salaires. N'ont-ils pas compris que, tant que le chômage et la précarité resteront à ce niveau, la pression à la baisse sur les salaires continuera de s'exercer ? [...] Le stress des salariés continuera d'augmenter, la croissance sera molle. Les ressources de l'Etat, des collectivités et de la Sécurité sociale (fondées essentiellement sur les salaires et la consommation) stagneront et il sera de plus en plus difficile de financer les services publics et les retraites. »

Le chapitre « Dire la gravité » enfonce le clou. Conclusion : « Au même titre que la question en-

<sup>12</sup> Comme *Les Echos*, dont P.L. passe en revue quelques articles. Si le « barrage » que constitue la dette américaine (140% du PIB en 1929, 220 en 2007) cède, « l'océan de liquidité » fait « un bain de sang ». Les politiques de dérégulation menées dans les années 1920 ont débouché sur un conflit qui a fait 40 millions de morts. Vu la course au surarmement observée à son propos, « Taïwan jouera au XXIe le rôle qu'a joué l'Alsace-Lorraine en Europe au siècle dernier ».

<sup>13</sup> Source : Eric Heyer, OFCE, in *L'Etat de la France*, La Découverte, juin 2007.

vironnementale, la question sociale est maintenant une question de survie pour l'humanité. »

Bien dit. Contrairement à beaucoup d'écolos, j'ai pour ma part toujours vu dans la résolution de la question sociale la condition d'un rapport équilibré avec l'environnement. Or c'est bien cette résolution que le modèle économique auquel je me suis rallié visait dès l'origine et la raison pour laquelle j'avais sous-titré mon anthologie de Duboin (1878-1976) *Le socialisme distributiste*. Le socialisme distributiste vise *la prospérité*, qui n'a rien à voir avec le gâchis et explique au moins en partie le titre donné à nos cahiers et l'en-tête discutée du tract publié au moment où « la décroissance » remplissait en 2003 la grande salle de réception de la mairie de Lyon : *Une prospérité écologique et juste*.

Je me mélange malgré tout les yeux quand, annonçant la seconde partie de son livre, Pierre Larrouturou écrit (p. 114) : « C'est une erreur fondamentale de croire que la solution viendra de la croissance [bien, bien !]. Il faut inverser la proposition : c'est en s'attaquant radicalement au chômage et à la précarité que l'on pourra retrouver un certain équilibre économique [oui certes, c'est même ce que vise le distributisme]. Nous l'avons vu : c'est quand chacun a un vrai emploi, un vrai salaire et une vraie protection sociale que la croissance est la plus saine. » Ho ?

De quelle croissance on cause ? Il semble bien que ce soit de la croissance monétaire. Or celle-ci sera-t-elle jamais « saine » ? Comment faire dépendre la vie des hommes et la planète des profits monétaires pourrait-il être « sain » ? Parce que le capitalisme, qui marche aux profits monétaires, serait par nature *sain* ? Pourquoi pas « saint », pendant qu'on y est, avec une superbe auréole de gâchis et de misère ?

Bon. Gardons notre calme. Relisons la fin de la phrase : « c'est quand chacun a un vrai emploi, un vrai salaire et une vraie protection sociale que la croissance est la plus saine ».

Pourrions-nous remplacer « croissance » par « prospérité » ? C'est l'occasion de rappeler ce que « prospérité » veut dire : « situation économique dans laquelle une société dispose d'un volume suffisant de produits et services, pouvant croître et décroître selon l'usage qu'elle en a » et non « croissance monétaire rendue nécessaire du fait de l'obligation de réaliser des profits monétaires ». Entre la prospérité selon **PROSPER**,

## *Qu'est-ce qui bloque ?*

Dans les extraits qui suivent, P. Larroutuou parle pour sa chapelle. Mais les questions qu'il pose au Parti Socialiste touchent en fait l'ensemble de la gauche.

*« Comment expliquer que le projet du PS soit aussi creux alors que notre pays est plein de réseaux ou de personnalités qui proposent, dans le domaine qui est le leur, des solutions pour conter le laissez-faire libéral et sortir de la crise ? [...] Que l'UMP fasse une politique de droite, c'est dommage, mais ce n'est pas très surprenant. Que le Medef soit aussi libéral, c'est dommage mais ce n'est pas très nouveau : la France a depuis longtemps un patronat rétif à tout progrès social... En 1936, quand tous les pays d'Europe avaient déjà une ou deux semaines de congés payés, le patronat français continuait à affirmer que les congés payés allaient ruiner le pays... »*

*Ce qui est le plus troublant, le plus scandaleux, c'est la médiocrité du projet du PS. Quand Les Echos consacrent quatre articles en une semaine au risque d'effondrement du capitalisme mondial, quand le FMI souligne que la baisse des salaires dans le PIB atteint partout des proportions historiques, quand la BRI insiste sur les risques d'une déflation mondiale, on pourrait penser que le PS relaie ces critiques du « modèle » libéral et propose une alternative. Non. Rien.*

*Je le répète : ce qu'il y a de plus nouveau dans le néolibéralisme, ce n'est pas l'avidité de certains actionnaires ni l'inconscience de certains banquiers (il y a toujours eu des actionnaires trop gourmands et des banquiers inconscients). Ce qu'il y a de plus nouveau et de plus inquiétant, c'est, depuis vingt-cinq ans, la néoincapacité des « forces de progrès » à construire une alternative. (p. 254-55).*

un marché libéré de la concurrence et (ou) du profit et donc bien autrement diversifié que celui auquel nous sommes aujourd'hui asservis, et la croissance selon P. Larroutuou, il y a l'inversion introduite par une économie sans profits monétaires.

Dans notre modèle en effet, c'est directement sur l'investissement de chacun dans les activités de son choix (but mal couvert par le mot « emploi »), en d'autres termes sur la création de richesses, que les usagers se voient garantir la sécurité en matière de moyens d'échange<sup>14</sup> (but auquel ne correspond plus exactement le mot « salaire ») et en matière médicale, culturelle, sexiste (cf « protection sociale »).

Dans une économie sans profits monétaires les moyens d'échanges sont directement créés en contrepartie des richesses produites *sans devoir en faire de profits monétaires*. Dans le modèle défendu par Pierre Larroutuou, modèle auquel les

« décroissancistes » n'ont toujours pas renoncé, « croissance » veut dire « croissance des profits monétaires », obligation d'en faire, aliénation de toute chose aux profits, qu'on ne « moralisera » jamais qu'avec beaucoup de retard à coups de taxes et d'impôts, de kyotos fumeux et grenelles fumigènes.

\*

Est-ce assez clair ? Pierre Larroutuou espère encore résoudre les problèmes sociaux et environnementaux par l'économie libérale. Il ne pense toujours pas plus loin qu'elle et la sauve par l'introduction du 4-4-42. *Rétroviseur mon amour*. Ce n'est pas pour sauver le libéralisme que nous souscrivons à l'idée du 4-4-42 mais parce que son application réduirait dans un délai relativement bref la misère qu'elle engendre (et les risques d'explosion qui lui sont liés) et prépareraît le rebond d'usagers libérés du profit dans des économies relocalisées.

<sup>14</sup> Ou d'achat. V. dans la seconde partie de ce cahier (*Atelier*) l'article réservé à la question.

Mais que signifie en pratique « soutenir l'idée du 4-4-42 » ? Disons-le d'une façon directe : cela signifie soutenir l'action de Pierre Larrouturou. Or P.L compte faire passer son 4-4-42 par un « courant » du Parti Socialiste, appelé *Nouvelle gauche*. Faudra-t-il par conséquent rejoindre en masse ledit courant dans ledit P.S. ? Ou créer une pression extérieure à ce parti, pression telle que ce parti - ou un autre, pourquoi pas - décide de la mettre en œuvre ?

Reportons-nous à la citation ci-dessus : les dirigeants socialistes ne sont pas à la hauteur de la crise. « Cela fait cinq ans qu'ils sont dans l'opposition, ils ont eu le temps de travailler ! Hélas, rien ! Nada ! » Reprise du thème à la fin de l'ouvrage...<sup>15</sup> Le « vécu » de P. Larrouturou au P.S. n'a rien d'encourageant. La récente « plate-forme »<sup>16</sup> déclarant fermement le ralliement du PS. à l'économie de marché n'a rien de bien excitant. Cette « fermeté » n'a même rien pour déplaire au quasi-dissident Larrouturou ! On ne voit pas les dirigeants actuels du P.S. déplacer les montagnes. On les voit bien plutôt se garder contre des « éléphants » pas pressés eux non plus de faire fuir la clientèle avec des propositions farfelues, sauf si elles évitent de gagner la présidentielle ou les législatives<sup>17</sup>. Sans doute P.L. luttera-t-il le plus longtemps possible pour faire adopter le 4-4-42 *par le P.S.* Sans doute espère-t-il provoquer un changement de cap d'ici la fin de l'année, quand je ne sais quel Congrès se réunira pour... Mais mal barré pour y parvenir (ou au contraire barré tout exprès *pour ne pas* ?).

Quant à faire le 4-4-42 ailleurs ? Il faudrait tout recréer, sinon à partir de rien - car ça bouge plus qu'on ne croit en Europe et P.L. en est bien informé - tout au moins à nouveaux frais, et toujours dans le cadre d'une économie exigeant des profits monétaires croissants.

Je réfléchis et m'inquiète. Est-ce que je ne suis pas coincé par le rétroviseur ? En retard d'une conjoncture ? Car sommes-nous certains que le libéralisme, aussi scabreux soit-il dans ses grandes tendances (y compris sa financiarisation croissante)

tiendra encore la route au-delà de quelques mois ? Devons-nous espérer, et pourquoi pas faire en sorte, qu'en dépit de tous ses méfaits il la tienne encore assez longtemps pour y introduire des modifications comme le 4-4-42 qui... lui remonteraient les bretelles ? Et, en bref, nous retrouver dans la position de ceux qui, en 1789, comptaient sur la monarchie et la forme d'ordre dont elle était, malgré tous ses défauts, la garantie, pour introduire des modifications avant tout favorables à leur classe...? Souvenons-nous comment l'assassinat d'Alexandre II (1888), ou la défaite de Sedan (1870) ont mis fin à une évolution positive déjà en cours (le Tsar avait supprimé l'esclavage et préparait un régime constitutionnel, l'Empereur avançait à petits pas vers le parlementarisme). Nous sommes peut-être à la veille d'un 14-18, avec des alliances qui peuvent à tout moment s'enflammer au sujet de l'Iran, de Taïwan ou d'un petit pays trop bien situé sur une pipe-line stratégique. L'obédience de notre cher Président aux Etats-Unis n'est pas pour rassurer...

Les lendemains de chaos révolutionnaires et de millions de morts n'offrent pas plus de garantie d'évolution positive que besogner dans la social-démocratie. Que faire d'autre et de mieux, dans ces conditions, que ce que firent les distributistes historiques, entêtés à promouvoir leur modèle au-dessus de tous les partis. Ça n'empêche pas d'aller voir comment « ça pensait » ailleurs, ne serait-ce que pour sonder les capacités de sortir du modèle économique et social actuel. C'est ce que je fais, en chambre, en lisant *La Décroissance* ou ce *Livre noir du libéralisme*.

Les Objecteurs de Croissance multiplient les fortes formules contre « la croissance » mais ne vont pas jusqu'à s'en prendre à la cause. Ils ont besoin d'elle pour se distinguer individuellement et en esprit. Plus décroissant que moi tu meurs. Les voix qu'ils ramassent et ramasseront aux élections ne sont et ne seront jamais que des voix vertueuses. *Ils ont les mains pures mais n'ont pas de mains.* Le 4-4-42 a une tout autre portée politique et sociale (et autrement moins dangereuse que le dividende social de Mme Boutin, générateur de flexibilité absolue). Et le bonhomme qui le défend a un bec et des ongles à vous faire rêver de voir revenir la gauche au pouvoir.

<sup>15</sup> P. 343 et suiv.

<sup>16</sup> Avril 2008.

<sup>17</sup> Gagner les municipales et régionales (et cumuler éventuellement avec un poste de député) assure de bons revenus sans s'exposer aux risques encourus quand on est au gouvernement.

\*\*\*\*\*

# *anti, alter et frime*

*Une réunion d'Objecteurs de Croissance s'annonce à La Louvesc, dans l'Ardèche. Je m'active par courriel pour que figure à l'ordre du jour, dans des délais les plus brefs, la mise à l'étude de l'hypothèse radicalement décroissanciste d'un revenu complet, gagé directement sur les produits et services et non plus sur les profits qu'il faut en faire sur un marché compétitif et aléatoire.*

*D. fait partie des gentils organisateurs. Il habite à une heure de route de chez moi. Il va venir me voir pour en parler, car il est tout à fait d'accord avec « mon » idée... Je ne suis pas sûr qu'il en ait bien compris toutes les conséquences et me prépare à une brave séance d'explication. Mais il a une affaire urgente à régler et... j'entrevois déjà que « mon » hypothèse ne vaut pas qu'il se déplace. Alors bon : à moi de...*

*J'ai préparé une proposition. Pour qu'elle ait davantage de chances d'être acceptée, D. demande d'adoucir quelques termes. Je n'en demande pourtant pas beaucoup : juste que mention soit faite, tout à la fin du document qui sera produit « là-bas », de l'intérêt qu'il pourrait y avoir à étudier l'hypothèse d'une économie sans profits monétaires.*

La Louvesc, Ardèche, sur la rive droite du Rhône, à l'ouest de Valence. Quel beau pays ! Les réunions ont lieu dans une salle de cinéma des années 40. Plutôt sordide.

Accueil. Ah, on va *bien* travailler ensemble. Et donc, *donc*, d'abord voir ce sur quoi nous sommes *bien* tous d'accord. Et donc nous répartir en quatre groupes.

Chaque groupe dressera *donc* sa liste de revendications ou de problèmes à résoudre. Elles vont sans doute se recouper, ces listes, mais nous serons bien sûrs de ne pas en avoir oublié et les thèmes retenus seront peut-être mieux formulés ici que là...

N'est-ce pas bien pensé ? Que dis-je pensé ? *Organisé* ! Personne ne proteste. Je n'avais pas prévu, mais pourquoi pas ? J'ai mon petit manifeste dans mon petit sac, revu et corrigé par D., qui sans doute m'aidera à montrer, le moment venu, que toutes les revendications seraient satis-

faites et bien au-delà, dans une économie sans profits monétaires et qu'il faudra donc étudier la question. Patience. Mais ce qui se prépare est on ne peut plus clair. Un nouveau programme en N points, genre cent-vingt cinq (ou c'était plus ?) propositions qui « réunissaient » la gauche hors Parti Socialiste il y a moins d'un an (fin 2006). On va donc regarder l'avenir en face : droit dans les redites, droit dans le rétroviseur.

Les quatre groupes se dispersent, et chacun commence par l'obligatoire « tour de table » de présentations. On s'active à concocter une liste de sujets bien connus, sans oublier le nucléaire ni les OGM. On étonne les copains avec des sujets moins connus, qu'il va falloir présenter d'une façon un peu plus... plus attractive, disons. Car revendiquer des pissotières « sèches »... c'est trop *– particulier*. Il faut étendre aux économies d'eau à faire dans tous les éviers. *Et pourquoi pas*

*interdire les machines à laver ?* Débat : non-non, elles économisent de l'eau... Sûr. Mais il faut les fabriquer, et ça demande de l'eau aussi... ? Note : porter une attention (une vigilance ?) particulière au problème de l'Eau...

J'imagine que dans les autres groupes ça « fonctionne » tout aussi « bien ». Mais quoi, la démocratie c'est ça ? Des gens qui s'expriment. Des citrons pressés de s'extraire un petit pépin. J'obtiens que le mien figure sur la liste : un revenu d'existence complet garanti sur autre chose que les profits. Il faut malgré tout expliquer pourquoi, et qu'un revenu d'existence complet, figurez-vous, ça ne veut pas dire à compléter. Et que puisque ça ne veut pas dire à compléter, ça prévient la flexibilité que nous prépare le « dividende social » de Mme Boutin, suffisamment insuffisant pour que les gens soient obligés de sortir de chez eux et que les patrons les attendent au coin de l'entreprise comme un loup au coin d'un bois.

Mon truc oblige à faire un effort autrement considérable que celui de classer les pisseuses sèches dans le problème de l'Eau. L'eau, c'est de l'écologie. Mon truc, c'est de l'économie. Rien que pour cette raison il « fait » hors-sujet. On nous l'a dit en arrivant : on est là pour se mettre d'accord sur ce sur quoi on est d'accord. L'accord sur mon truc, il faut le faire. Je sens malgré tout quelques présents curieux. Au moment où je prends mon souffle, X. s'insurge. Il en est resté à la façon dont j'ai évoqué l'insuffisance d'un revenu qui obligeraient ceux qui n'auraient que lui à « sortir de chez eux ». « *T'es objecteur de croissance ou quoi ? Moi je reste chez moi. Il faut apprendre à se priver !* »

L'argument est frappé au coin d'un tel bon sens que la chargée d'inscrire hésite. Sa voisine la pousse : *Ecris quand même. - Mais quoi ? Je dois me déplacer pour dicter. Je dérange.*

\*

Réunion générale. Sur la scène, des nappes de bistrot plaquées sur des tables posées de champ. *Allez, dites ce que vous avez trouvé.*

La blancheur des nappes rétrécit. On biffe du déjà écrit pour *du* qui dit « mieux » (plus général). Je veille à ce que « ma » revendication figure. Elle n'arrive pas. Après rappel, il faut expliquer aux nouveaux de quoi il s'agit. Mais la démocratie n'a

pas de temps à perdre. J'aurais aussi bien fait de me taire. Personne n'écoute déjà plus personne.

Et maintenant ?

On va fusionner en deux groupes. Que vont devenir les « points » écrits sur les nappes ?

*On s'en souviendra, t'inquiète pas.*

Nous voilà repartis au travail. But : ordonner tout ça en forme de manifeste. Ce genre de prose m'est devenu familier. Il exige d'enjamber les points particuliers...

Pour faciliter cette synthèse, D. demande de suivre un plan « clair ». Or rien de plus clair que *Liberté, Egalité, Fraternité, Ecologie*. N'est-ce pas nouveau ? Personne n'émet de réserves. Mais les quatre MOTS entretiennent un rapport assez... étrange (même *écologie*) avec ce qu'on pensait faire en venant là. Quand, en séance de travail, mon tour de parole arrive, je remarque que nous avons effectivement changé de registre et qu'il s'agit désormais clairement de « communication ». C'est donc moins le contenu qui comptera que le style...

Du contenu, mes petits camarades essaieront malgré tout d'en mettre. Et comme plus on est moins nombreux, moins on perd plus de temps, dans chacun des deux groupes de bonnes âmes se dévouent pour rédiger deux textes à lire « en plénière ».

\*

...Ils arrivent. Et on repart pour une nouvelle synthèse qui sera lue en début de dimanche après-midi. Et sur le même principe d'efficacité démocratique, on chasse le trop plein de volontaires qui voudraient se mêler de l'établir.

Même à six, c'est difficile, et pendant qu'on place les ultimes virgules, Etienne Chouard, invité d'honneur dont la présence n'avait pas été annoncée, fait patienter le cinéma avec les dernières actualités de la démocratie.

Vive Etienne. Il aère les fauteuils flapis par des idées et mots directs. Que dit-il ?

Ce que Montesquieu déjà écrivit, en quelques phrases bien frappées, que j'ai retrouvées sur son site (celui d'Etienne) :

**suite après les pages couleur =>**

# *Est-ce en perfectionnant la chandelle qu'on inventa la lampe électrique ?*

Notre modèle économique en est encore à l'âge du ballon.

On le gonfle aux profits monétaires.

A chaque changement de technologie, il fait un bond en hauteur...  
jusqu'à ce que les taux de profits se remettent à baisser.

*En ce début de 21<sup>e</sup>, la croissance des profits monétaires  
exige plus que jamais de « marchandiser » tout ce qui peut l'être,  
et de brader le bien public.*

*La croissance continue de la productivité  
sur les produits et services concrets ne lui suffit plus.*

*Il faut donc recourir d'une manière toujours plus agressive  
à la spéculation et l'endettement des particuliers.*

*Quand des bulles éclatent, les Etats fournissent les parachutes!  
Privatisation des profits et socialisation des dettes...!*

*Après la crise de 1929, déjà,  
quelques précurseurs s'avisèrent  
que dans les nouvelles conditions économiques.*

*la croissance des profits monétaires  
n'est plus la solution  
elle est le problème*

Alors... abolir les profits monétaires ?

**COMMENT ?**

## ***Des profits monétaires pour quoi faire ? Y avez-vous jamais réfléchi ?***

Vous avez un produit ou service nouveau<sup>1</sup> à proposer.

Vous empruntez... Vous mettez en place les infrastructures.

Vous fabriquez... Tout est prêt à vendre...

Mais...

**L'argent vous a été prêté à intérêts.**

**Il faut donc en rendre plus que vous en avez reçu.**

La différence vous est fournie par vos profits (monétaires).

Vous la redistribuez à votre banquier, vos actionnaires,  
sous forme d'investissements qui améliorent la productivité,  
économisent l'énergie, la matière d'œuvre, réduisent le nombre d'emplois

...et vous recommencez, en tâchant d'être concurrentiel

dans une guerre économique de tous contre tous  
soutenue par l'ensemble des institutions et toutes les classes sociales,  
qui n'ont aucun intérêt à ce que le système se bloque.

Il ne se développe ou ne subsiste qu'à condition  
de n'être pas trop regardant sur les procédés :

exploitation salariale, post-coloniale, subventions, endettement...  
Il faut sans cesse conquérir de nouveaux marchés...

On produit pour écraser les rivaux.

Ce qui n'empêche pas de prêcher la paix !

## ***Peut-on se passer de profits monétaires ?***

***Oui, à condition que :***

☒ 1. L'argent nécessaire à créer des richesses vous **soit avancé sans intérêts**.

☒ 2. Que **la contrepartie monétaire** des produits et services disponibles  
soit avancée à tous les usagers potentiels.

☒ 3. **Que la monnaie ne soit plus accumulable.**

*Adieu au capitalisme !*

*Tout ce qui sera produit pourra être acheté.*

*Vous ne serez plus obligé de travailler pour redistribuer des profits monétaires.*

*Vous pourrez mettre vos usages en accord avec les ressources de la planète.*

Ce nouveau modèle économique fut proposée avant la guerre sous le nom d'« économie distributive ». Revus à la lumière des capacités d'aujourd'hui, ses principes de base permettent d'aller plus loin que ne l'imaginaient les distributistes historiques. Car...

---

<sup>1</sup> Ceci ne vaut pas seulement pour les produits et services concrets (linge, transports). C'est par un emprunt minimal réalisant « l'effet de levier » nécessaire qu'on achète et revend des entreprises après leur avoir fait subir des « plans sociaux ». Les OPA (options publiques d'achat) et autres « coups de Bourse » ne seraient pas possibles (sauf pour quelques « fonds souverains ») sans pratiquer d'emprunts.

## *On peut se passer même de monnaie... ! Avez-vous pensé aux codes-barres<sup>2</sup> ?*

« L'équivalent universel » de la monnaie, permet de comparer tous les produits et les ressources naturelles sur la même base : *leur prix.*

Or ce prix spéculé sur l'abondance ou la rareté qui dépendent des données économiques du moment, incluant, notamment, *le coût du travail*, lequel conduit à considérer le travailleur comme de trop, sinon malfaisant, aussi bien quand son travail coûte cher que lorsqu'il devient concurrentiel !

Dans le modèle proposé par les distributistes historiques, le coût du travail ne constitue plus une donnée extérieure : il est intégré dans le chiffrage des produits.

*Qu'importe-t-il alors vraiment de savoir ?*

Il importe de savoir si les produits et services sont disponibles ou non et de quelles réserves on dispose.

Au lieu de distribuer des « moyens d'achat » aux usagers sur une carte qu'ils vont « vider » comme un porte-monnaie classique, leur carte se « remplira » de ce qu'ils ont déjà acheté dans la limite des produits et services disponibles.

### *Assurer aux usagers la maîtrise de leurs usages via un contrôle exact des ressources locales et planétaires*

- « L'équivalent universel » de la monnaie est un instrument de comparaison aussi fallacieux que les notes ou les quotients intellectuels.
- L'usage de la monnaie, en économie distributive comme dans l'économie actuelle, continuerait d'inciter à des comparaisons de « mérite ».

*Renoncer à l'usage de la monnaie, c'est dire adieu au chiffrage artificiel de l'investissement des travailleurs.  
C'est en finir d'une manière radicale avec la marchandisation des ressources humaines et naturelles.*

L'intérêt de l'économie sans monnaie déborde, on va le voir, celui du modèle original. Le rappel de celui-ci n'a d'intérêt que pour aider nos contemporains, comme il nous a aidés, à franchir le pas. Mais il est possible de le franchir directement (v. points 1 et 2 p. suivante).

<sup>2</sup> Ou technique qui pourrait s'y substituer permettant de gérer les produits et services disponibles d'une manière encore plus performante. Fournissant, au moment de la conception de tout projet d'entreprise, des indications concernant l'éloignement ou la renouvelabilité des ressources, la compatibilité des productions prévues avec l'environnement, les technologies qui se sont avérées les plus économes, etc.

## **On arrête de brûler la chandelle par les deux bouts !**

Le libéralisme nous rend la société et la planète invivables.

Même « plus juste » il ne fera jamais un système social et économique juste.

« Prendre les capitalistes à la gorge » en les contraignant à des profits monétaires « propres » laisse le problème social entier et conduit à un nouveau totalitarisme.

**L'abolition des profits monétaires** permet de sortir « par le haut » des crises à répétition et d'un état d'insécurité (guerre, répression, terrorisme, famines) permanent.

Mais les conditions de l'époque où ses premiers partisans l'ont mise à l'étude sont dépassées par de nouvelles **capacités techniques** et de nouvelles notions en matière de **droits**.

1. *Nous sommes aujourd'hui capables de tenir une comptabilité exacte des produits et services disponibles, prenant en compte le renouvellement des ressources naturelles autrement que par des « prix » qui perturbent la juste appréciation de la disponibilité de ces ressources et le contrôle des flux.*

*Des banques, fonctionnant avant tout comme banques de données, créditeront les entreprises sous forme de codes-barres et les usagers, sous la même forme, de crédits correspondants pour qu'ils aient accès aux produits et services disponibles.*

2. *Le droit des peuples à se gouverner ou nourrir eux-mêmes n'est qu'une enclave dans leur droit à la maîtrise de tous leurs usages.*

*Cette maîtrise n'en fera jamais une si la loi, la production et la consommation sont décidées « en toute certitude » (comme s'il n'y avait que ça à faire).*

*Elles doivent donc être elles-mêmes traitées comme une enclave dans le droit des peuples à expérimenter librement les usages qu'ils se choisissent.*

*Or cette expérimentation a été jusqu'à présent contrôlée par ceux qui en tiraient le maximum d'avantages.*

*Le modèle proposé démocratise absolument le droit à l'expérimentation, en créant des entreprises nouvelles ou en améliorant les anciennes. Les droits de la nature seront d'autant mieux respectés que l'expérience sera conduite rigoureusement comme telle, en respectant les critères de vérification, transparence et prudence.*

ces indications très sommaires,  
montrent la voie pour enjamber le réformisme ambiant.

**Concevoir l'abolition des profits monétaires  
exige autant d'audace qu'il en a fallu pour abolir  
les distinctions fondées sur la naissance, la race et le sexe.**

Aurez-vous celle de la mettre à l'étude ?

Apportez-nous votre concours,  
car même si sa faisabilité globale ne fait aucun doute,  
de nombreux problèmes de construction et d'application subsistent

\*

*Pour en savoir plus et nous rejoindre  
PROSPER (écologie, distributisme, usages) [prosper.dis@wanadoo.fr](mailto:prosper.dis@wanadoo.fr),  
ou ATUSOL, (ateliers d'usologie) [atusol@laposte.net](mailto:atusol@laposte.net)  
et consultez le site [www.prosperdis.org](http://prosperdis.org)*

*Le suffrage par le sort est de la nature de la démocratie. Le suffrage par le choix est de celle de l'aristocratie. Le sort est une façon d'élire qui n'afflige personne ; il laisse à chaque citoyen une espérance raisonnable de servir sa patrie.*

Etienne, donc, argumente contre le système électoraliste qui rend dérisoire la pratique démocratique. Il suggère la venue d'un Périclès qui abandonnerait le pouvoir une fois la Constitution acceptée - ou d'une Convention dont les membres n'auraient pas le droit de siéger à la Constituante qui suivrait. Ce n'est pas nouveau mais dégage bien le principe : ne pas créer une « démocratie » professionnelle où les artisans de la loi électorale sont à la fois juge et partie (pour se faire réélire).

On applaudit Etienne. Et regrette qu'il ne puisse parler plus longtemps, car enfin arrive Le Texte, *Manifeste de La Louvesc*, rien moins.

\*

#### Lecture. Style gnangnan.

« *Nous sommes* »... sincères, conscients et - et volontaires... Affirmations vagues. A aucune on ne saurait dire NON. Je pense aux *Cahiers de Doléances* de l'automne-hiver 1788-89. Même en style soumis à l'autorité royale, la communication y avait une autre gueule.

On demande à Etienne Chouard de donner le premier un avis... Il ne me déçoit pas. En toute franchise : *ça aurait pu être écrit par des Chrétiens de gauche, la Ligue, le P.C., la LCR, et par des gens de droite aussi...*

Mais ce texte existe ? Qu'est-ce qu'on en fait ? Tout ce travail... Perdu ? Non-non ! Nous avons jusqu'à demain midi pour le rendre un peu plus... un peu moins... Qui, « nous » ?

Ayant prévu, comme la plupart, d'être ailleurs le lendemain midi, je ne pourrai pas assister à cette ultime séance de dosage entre *gnangnan* et *gningnin*. Dans la nuit je récris à tout hasard le texte amendé par D. Toujours dans le but d'une addition, d'un codicille au *gnangnin* qui se prépare. Quelque chose du genre : « Les participants se sont séparés en reconnaissant l'intérêt de mettre à l'étude »...

J'ai prévenu A., rédactrice pressentie du texte final, qui m'a promis de le lire. Quand j'apporte, au moment du petit déjeuner, elle n'est pas encore là, mais D. oui, qui promet de... Et ne fera rien. Sans doute parce qu'il lui aurait fallu s'avancer

personnellement pour montrer qu'avec ce petit ajout de rien le « texte écrit à La Louvesc » aurait distingué cette réunion de toutes celles qui se font actuellement concurrence sur le thème « décroître ou mourir »...

Une invitation à *mettre à l'étude*, ça coûte quoi ? Si l'étude n'est pas probante, ceux qui l'auront conduite seront les premiers débarrassés du distributisme et en auront débarrassé la planète une fois pour toutes. Hip-hip-hip TINA !! (*there is no alternative*) ! Ils pourront désormais jouer en paix à leur jeu favori, celui du ratisse-large.

D'abord, ON RASSEMBLE. Et pour rassembler il ne faut pas être trop précis, surtout quand on n'a pas ou pas encore la moindre idée de la suite (cf De Gaulle : « je vous ai compris »). Il faut annoncer - ou laisser entendre - aux « gens » des choses qu'ils aiment bien (rétrouveur, suite). La démocratie, ça sert à démocratiser : à surfer petitement sur des petites vagues, ce qui n'interdit pas d'affubler la manœuvre de noms audacieux : *ANTICAPITALISME*, *ANTIPRODUCTIVISME*, *DECROISSANCE*, *ALTER* ceci et *ALTER* cela. Rien que de prononcer « alter » ça désaltère. Reprenez-en une goutte ?

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE !! Alors on va... Va quoi ? Eh bien... se rassembler. TOUS ENSEM-BLEU TOUS ENSEM-BLEU... OUI, OUI ! Un *BLEU* si bleu qu'on n'y voit que du bleu. Il résiste à tous les lavages. Qui gaule les idiots utiles qui sans audace aucune y croient ?

\*

Après La Louvesc, nouvelle réunion à Nyons, dans la Drôme. Je ne m'y pointe... Une autre est prévue à Séné, où je n'irai.

Ma messagerie abonde en invitations à « se rassembler ». Je zappe. Rassembler quoi ? Des briques sur lesquelles des rassembleurs (élus ou tirés au sort, là ça ne changera rien) auront la haute main pour bâtir - *quoi...* ? Quoi de bien ressemblant, avec profits monétaires à la clé ?

*Les moyens préjugent de la fin.* La phrase me revient en boucle depuis quelque temps. Trouvée chez qui ? Dostoïevski ? Gandhi ? Peu importe. La « fin » que j'ai dans la tête est une société d'hommes libres, libre de tout programme, qui *sachent* que quoi qu'ils fassent ou veuillent ça ne fera jamais qu'une expérience de plus... Si un jour vérifier l'intérêt d'une économie sans profits monétaire réunit le plus grand nombre, ce n'est pas

leur nombre qui rendra l'hypothèse plus juste, pas plus qu'aujourd'hui besogner mondialement pour faire des profits rend l'économie libérale plus juste. *Alors ce sera quoi ? – Eh bien... qu'elle reste une hypothèse de travail...!*

Il va falloir sérieusement travailler l'idée : *le nombre transcendé par l'hypothèse, une démocratie enfin « majeure ».* J'en parle à C. Il traduit : *Y en a marre de « rassembler ».* Pas de rassembler, mais que les rassemblements se fassent autour de trucs qui n'inventent rien et ne risquent pas de s'inventer en route. Rétrouveur mon amour, suite.

Un groupe départemental va se créer. Il y aura « alter » dans son titre. On m'invite (viens quand même). D. semble étonné de me voir. Pas moi de le voir là. Veillant au grain ? Quel grain ?

On travaille aux statuts. Et se sépare en se promettant de rédiger un appel. Chat échaudé, je ne vais pas m'en mêler. Mais - surprise : une des présentes, puis une autre, envoient leurs contributions. Elles s'en prennent aux profits monétaires...

Dans le courriel d'une des deux apparaît le terme « grève politique » pour dire qu'on ne veut plus marcher avec aucun parti, vu que tous font la même « politique », celle des profits monétaires.

« Grève politique » j'aime bien. Mais cette grève-là n'est-elle pas déjà à l'œuvre ? Une espèce de grève systémique larvée, pleine de paradoxes, qui pourrait se détailler en trois thèmes.

*Grève économique.* Elle sévit, sous nos latitudes, à travers des économies souterraines, des « alternatives » plus ou moins glorieuses, parfois mafieuses. Combien ont disjoncté du système, définitivement ou de loin en loin, qui compensent ses méfaits avec les moyens qu'il leur laisse ou leur offre ? Grève on ne peut plus laborieuse et au final complice. Grève ambiguë, grève jaune.

*Grève écologique.* Celle sur laquelle sont branchés les objecteurs de croissance. Grévistes jaunes, eux aussi ! Car ils sont, bien sûr, contre le capitalisme, mais n'ont rien contre les profits ! La solution ? Prendre le capitalisme « à la gorge », taxer la pollution, les dégâts... ! Et fouetter les profits pour que les taxes rapportent plus... ? Les voilà salivant devant l'avenuie de produits enfin économies en énergie et matières premières. Encore faudra-t-il, pour que ces produits-là soient mis en chantier, qu'ils promettent de nouveaux et plus gros profits monétaires. Et qui achètera en premier ? La clientèle favorisée ! Les produits

« décroissants » s'imposeront comme les précédents, en sélectionnant étroitement les ressources et les technologies ...

Dites, les Objecteurs de Croissance, au lieu de grésiller contre les vitraux de Sainte Croissance comme des abeilles prises au piège, si vous objectiez sérieusement aux profits monétaires ?

*Grève politique* au sens restreint cette fois. Aujourd'hui « le parti des abstentionnistes » sort pratiquement vainqueur de toutes les élections. Cette triste victoire signe la défaite de « la démocratie » telle qu'on la pratique, réduite aux effets de nombre. Force nous est pourtant de constater que *la grève politique* de fait pratiquée par ce parti ne débouche pour l'instant sur aucune proposition constructive. Autre forme de grève jaune.

Pendant ce temps, droite, gauche, l'extrême droite comme l'extrême gauche, continuent de chercher dans la croissance des profits monétaires la solution, alors qu'elle est (ça commence même à se savoir) le problème.

Mais n'est-ce pas là aussi une forme de grève politique, une grève de l'imagination politique ? Faire de la politique sans politique ?

*La grève jaune absolue !!*

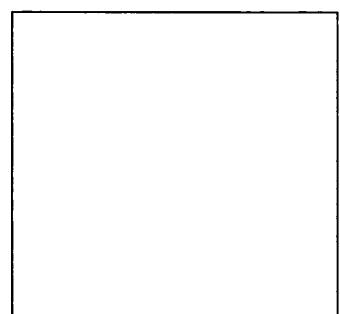
A l'évidence, le « jaune » de ces grèves indécises n'est pas signe de bonne santé...

Alors...? Imaginez-les réunies en une seule. Vous avez dit *réunies*... ? J'ai dit... Mais une grève *déjaunie*. Et j'imagine.

Un grand défilé. Sur les banderoles on lit *MPAPM*. Ce qui s'épelle de gauche à droite comme de droite à gauche... Symbolique... et hautement... *réunique*... Et qui veut dire ?

*Mouvement pour l'abolition des profits monétaires.*

Il fait joujou au manifeste en pages couleur au centre du cahier.



# **ateliers**

*Les quatre articles qui suivent sont loin d'épuiser l'ensemble des questions posées par le changement d'économie ou de société.*

*Ils concernent quatre points clé de tout passage à une économie sans profits monétaire*

*Ils n'apportent pas l'économie future sur un plateau.*

*Nous engageons donc ceux qui entreprennent l'étude du nouveau modèle à les traiter comme bases de départ, soumises à la critique et l'innovation.*

*Et à veiller, surtout, quand ils les dépasseront, d'apporter aux usagers encore plus de maîtrise des usages que nous n'avons nous-mêmes osé l'imaginer.*

# **la banque**

## ***le traitement local et global***

Rappelons qu'aujourd'hui les banques sont des entreprises privées, qui, sous le titre de Banque de France, de Banque de la Communauté Européenne ou FMI font la loi aux Etats. « La planche à billets » fonctionne aux frais de l'Etat (dont Bonaparte a définitivement aliéné le droit d'émission monétaire au profit de la Banque de France en 1800).

L'argent dont nous nous servons est créée par les banques d'un trait de plume (monnaie « scripturale »). Elles ne doivent en principe pas prêter au-delà d'un certaine hauteur des dépôts qui leur sont faits, mais cette hauteur est minime (les dépôts doivent représenter un peu plus de 10% de ce qu'elles prêtent) et l'obligation contournée de différentes façons.

L'argent émis par les banques n'est pas « gratuit ». Il est prêté avec intérêts.

Le remboursement du prêt augmenté d'intérêts oblige les emprunteurs, particuliers ou organismes publics, à en rendre plus qu'ils n'ont emprunté. D'où obligation de croissance monétaire, assurée par des profits monétaires qui traitent les ressources humaines et naturelles au plus bas prix possible et « marchandisent » tout ce qui peut l'être.

*Les distributistes historiques se sont prononcés pour le prêt sans intérêt, sans guère y insister. Ils ont par contre beaucoup insisté sur la nationalisation des banques. Leur hypothèse de travail rejoint donc celle des souverainistes. PROSPER ne se prononce pas sur le sujet. La nationalisation des banques lui paraît en effet ouvrir toute grande la porte à une technocratie d'Etat, où les décisions seront toutes prises au sommet.*

*Le but d'une économie sans profits monétaires est de libérer la recherche dans tous les domaines, et pas seulement économiques. L'esprit d'entreprise, aujourd'hui pris dans le carcan des profits monétaires croissants, ne doit pas retomber dans celui d'un contrôle d'Etat. Ceux qui mettront en œuvre l'économie sans profits monétaires devront donc y veiller s'ils se rallient à l'idée de banques d'Etat.*

*Dans l'optique d'une économie sans profits monétaires telle que PROSPER a tenté de la rénover, la seule différence entre la banque et n'importe quelle autre entreprise est qu'elle s'accorde à elle-même comme elle accorde aux autres entreprises les MOYENS D'ECHANGE dont elles ont besoin pour créer des richesses*

*matérielles ou avancer dans tous les domaines de recherche.*

*Dans l'économie sans profits monétaire classique (distributisme historique), le rôle de la banque est 1. d'émettre la monnaie nécessaire à la bonne marche des entreprises, 2. à l'intention des usagers, d'émettre la contre-partie monétaire des produits et services créés, de telle sorte que tout ce qui aura été produit puisse être « acheté », 3. d'annuler l'argent après chaque usage (l'argent ne sert qu'une fois). Cette triple fonction permet un contrôle de l'offre et de la demande et évite l'inflation.*

*Les distributistes historiques ont longuement débattu du problème posé par les « gros » achats. Il peut être plus facilement résolu à notre époque, du fait que la location tend à remplacer de plus en plus la propriété<sup>3</sup>. Les distributistes historiques, par ailleurs, n'ont pas eu à faire face aux problèmes de la raréfaction des ressources, du prix des transports, de la pollution, du CO<sub>2</sub>, qui sont devenus centraux.*

<sup>3</sup> V. au sujet de la propriété l'article à paraître dans PROSPER 21).

*L'usage de la monnaie nous semble aller à l'encontre d'une juste utilisation des ressources aussi bien en ce qui concerne leur quantité et renouvellement qu'en ce qui concerne la mise à la disposition de ces ressources par les différentes unités de production, que ces ressources soient sur leur territoire ou non.*

*Même si la monnaie prônée par les distributistes historiques ne sert qu'une fois, l'achat en monnaie soumet à des négociations où le chiffrage monétaire distrait des enjeux véritables (quels usages en a-t-on, et ces usages sont-ils vitaux ou non). Les évaluations monétarisées tiendront donc compte de la rareté mais continueront de spéculer sur elle plutôt qu'elles ne tiendront compte de leur*

*réalité dans tous ses aspects, écologiques ou nationaux.*

*D'où l'intérêt de tenir une comptabilité non monétarisée, purement quantitative, des ressources disponibles. C'est ce que fait déjà couramment la gestion des stocks, simplifiée aujourd'hui par la technique du code-barre, qui permet en outre de « suivre » le produit partout où il passe et de signaler son passage en caisse pour le renouveler sur les rayons. Cette comptabilité peut s'appliquer partout. Elle peut inclure des procédés de gestion à court et long termes : coefficients de renouvelabilité, de recyclabilité, etc., qui orienteront les meilleurs choix au moment des créations d'entreprises.*

Dans une économie sans profits monétaires et SANS MONNAIE, la banque remplit trois missions.

**Information au sujet des ressources disponibles** (matériaux, énergie, transports, « bassins » de compétences).

**Distribution des moyens d'échange** (aux entreprises comme aux particuliers).

**Suivi des expériences entreprises** (ou des entreprises en tant qu'expériences), sur différents critères allant de la participation « ouverte » ou « fermée », de la qualité des produits et services, des effets produits par les usages introduits sur l'écologie générale des usages locaux.

*Notons que ces trois missions sont déjà tristement « remplies » (bouchées ?) par les banques actuelles, à ceci près qu'elles ne s'intéressent aux ressources qu'en fonction de leur cours sur le marché. Les crédits qu'elles accordent menottent les entrepreneurs. Elles ne s'engagent en faveur d'une entreprise qu'à condition que son expérience soit couronnée de succès (monétaires), dût-elle ravager des usages immémoriaux.*

*Nous reconnaissons bien volontiers que le tableau d'une banque fonctionnant sans monnaie peut s'appliquer à des banques « distributives » conservant la monnaie. I*

*Il fait néanmoins apparaître des exigences (de transparence, de démocratie concrète) que les tenants du chiffrage monétaire, s'ils appliquent un jour leur système, seront obligés de prendre en compte.*

Les trois missions que nous avons indiquées impliquent des transformations considérables aussi bien au plan matériel qu'au plan décisionnel. Il vous faut donc préparer plusieurs hypothèses de travail dans les trois domaines signalés :

### **1/ Comment se fera la récollection des données, du local au mondial ?**

Comment seront régis les échanges nécessaires entre régions qui disposent des ressources et celles qui en sont privées ?

### **2/ A quoi ressembleront les moyens d'échange distribués aux usagers en contrepartie des produits et services disponibles ? (on pense en effet aussitôt « tickets » !).**

**3/ Comment sera opéré le « suivi » des expériences entreprises ?** Dans le cadre de la banque ou un cadre plus général, où la banque (en tant que banque de données) n'aurait qu'un rôle d'informatrice ?

*Les articles suivants répondent en partie à ces questions, mais plutôt pour réveiller votre imagination que pour l'endormir sous la chape « le distributisme, c'est comme ça ».*

# décisions / démocratie

*pour un « suivi » des usages pleinement démocratique*

La sociologie aussi bien que la politique ont largement passé à côté de ce qui décide d'une société et de la politique : **les usages auxquels s'identifient une collectivité et les personnes qui la composent**, que ce soit pour s'y soumettre, les changer, surveiller leur évolution, les « moraliser », ou s'opposer à la pénétration d'usages qui ravagent les identités locales.

**La possession des moyens de production par les travailleurs ne garantit nullement la maîtrise des usages auxquels « la production » sera consacrée.** Outre que « la possession » de l'outil de travail par les travailleurs peut donner lieu à des fictions « possessives » où les travailleurs se trouvent exploités par un parti plutôt que par une classe de patrons, le contrôle de la machine productive ne garantit nullement que « les travailleurs » s'interrogent sur les raisons qu'ils ont de reproduire les usages dans lesquels ils ont été éduqués ni sur leurs conséquences aux plans social et écologique.

L'économie sans profits monétaires semble pouvoir apporter cette garantie.

**Du fait que la survie de l'entreprise ne dépend plus des profits monétaires.** Les profits humains et écologiques peuvent désormais passer en premier.

**Du fait que la survie matérielle (salariale, pour la majorité) ne dépend plus de « l'emploi » ou de sa « valeur » sur le marché du travail.** Disposant du berceau à la tombe de moyens d'échange (ou d'« achat ») suffisants, chacun peut s'investir dans des activités choisies parmi celles qui lui sont nécessaires pour des raisons vitales (nourriture, hygiène, prévention) ou culturelles (livres, etc.). Dans le cadre de cet investissement, il lui est déjà loisible de proposer des modifications qui économisent des ressources, du temps, de l'énergie. Mais rien ne l'empêche, à côté des entreprises existantes, de proposer des innovations qui modifient les usages reçus, techniques ou culturels.

**Du fait que toutes les entreprises se présentent enfin clairement comme « à l'essai ».** Toutes les entreprises, qu'il s'agisse d'usines, d'administrations, de spectacle, ne doivent aujourd'hui déjà de durer que parce qu'elles ajustent leurs dispositifs en fonction de la conjoncture interne et externe. Notre existence est un tâtonnement permanent. Mais nous faisons tout pour l'effacer et jouons à fond l'assurance et masquons sa fable sous des principes éternels, des dispositifs techniques (« techniciens ») surabondants, une organisation hiérarchisée, une délégation de pouvoir à ceux qui savent, « ont » l'assurance *que*.

*Pour le dire autrement, le crédit accordé par le banquier à un entrepreneur a pour effet d'effacer « l'essai » que son entreprise confirme (on a déjà produit des yaourts) ou engage (va-t-on acheter du yaourt au litre ?). Si les profits ne sont pas au rendez-vous, l'essai sera traité en « erreur » (d'autant plus grave qu'on aura misé dessus beaucoup de sous) et non en « expérience », ce qui est possible dans une économie sans profits monétaires.*

*L'erreur ne sera d'ailleurs reconnue qu'avec retard, sa reconnaissance publique retardée par tous les moyens : bilans contrefaits, pressions diverses. Elle sera éventuellement punie en frappant où ça fait mal - amendes, indemnisations.*

*Le lancement « plein d'assurance » des prochaines entreprises en tiendra compte, avec les mêmes résultats : le non-contrôle en temps réel des abus, dégradations, etc.*

**La mise en perspective expérimentale de toutes les entreprises revient à « coller » au plus près à ce qui fait la condition humaine en particulier et vitale en général.<sup>4</sup>**

Dans une économie sans profits monétaires, le suivi de l'expérience (la prolonger, la modifier ou la suspendre) peut enfin entièrement dépendre des résultats sociaux et écologiques de l'expérience et non plus des profits monétaires qu'elle génère ni des positions occupées par les décideurs. En d'autres termes, **la maîtrise de l'expérience doit être cherchée dans la transparence de son suivi.**

Cette « transparence » est aujourd'hui déjà vivement réclamée en de nombreux domaines (nucléaire, OGM, déchets de métaux lourds, ondes). Elle ne peut cependant aboutir du fait qu'aucune entreprise n'est lancée dans le respect des conditions d'une expérimentation. Elle « s'arrange » des rares décrets prudentiels existants et l'expérimentateur de fait, engagé sur le terrain concret ou comptables, mais recevant ses moyens de subsistance de l'entreprise elle-même, est « déchiré » entre le devoir de se taire et celui de sonner l'alarme.

Et quand l'alarme est sonnée ?

Doit-on attendre qu'une majorité l'ait entendue et comprise ? C'est bien actuellement ce qui se produit, et il faut longtemps travailler l'opinion avant que ses élus potentiels s'avisent que le vent électoral pourrait tourner. Par ailleurs, **à supposer que la nécessité d'un changement de cap devienne évidente et que, des propositions ayant été faites dans ce sens, une majorité y soit prête, cette majorité constitue-t-elle une preuve qu'elles sont valables ?**

**Le système des partis est aujourd'hui à ce que nous appelons « démocratie » ce que la banque est à l'entreprise.** Les profits électoraux assurent aux partis des positions dominantes et rémunèrent les acteurs « politiques » du système économique actuel, élus pour le gérer (même si la rémunération est toute symbolique pour les petits mandats).

La mise à l'étude d'une économie sans profits monétaires (où « démocratie », rappelons-le, signifie *capacité donnée à chacun de participer aux décisions de poursuivre, de modifier, de suspendre tels usages*), exige de s'intéresser tout particulièrement au « suivi » (« démocratique » au sens ci-dessus, cela va sans dire) des entreprises matérielles, culturelles ou politiques. Elle doit donc prendre en compte les « pertes » *expéri-mentales* liées aux décisions majoritaires.

En ce début du XXI<sup>e</sup> « le vent » (démocratie directe, etc.) s'oriente de plus en plus fréquemment vers les mandats tirés au sort pour exécuter des programmes précis. Montesquieu déjà faisait observer (dans *L'Esprit des Lois*) que *le suffrage par le sort est de la nature de la démocratie. Le suffrage par le choix est de celle de l'aristocratie. Le sort est une façon d'élire qui n'afflige personne ; il laisse à chaque citoyen une espérance raisonnable de servir sa patrie.*

La piste du tirage au sort<sup>5</sup>, aussi bien pour conduire des entreprises à fonction concrète que des entreprises à fonction administrative ou politique (préparation des lois et décrets), est encore plus facilement envisageable dans le cadre d'une économie sans profits monétaires. Les « tirés au sort » auront déjà beaucoup circulé dans différentes entreprises et sauront donc appliquer dans la mission qui leur sera confiée l'esprit d'expérimentation, la « prudence expériencielle » qui s'applique partout.

N.B. Question en suspens (cf. « peut-on être à la fois juge et partie »): l'initiateur d'une invention technique, d'un nouveau produit, d'une théorie scientifique, d'une innovation sociale ou politique, peut-il participer à son application (expérimentation) ? Il semble qu'il doive en être exclu et s'appliquer un certain « devoir de réserve » laissant aux expérimentateurs une liberté complète dans le suivi de l'expérience/entreprise.

<sup>4</sup> Remarquons au passage que les hommes ont (tristement, violemment) tendance à gommer cette invention permanente en s'abritant derrière des principes généraux, la volonté des Dieux, de Dieu, l'Histoire, etc. C'est l'esprit « croisé », qui n'est pas réservé à l'Occident.

<sup>5</sup> Cf. Roger de Sirif, *La stochocratie*, Les Belles Lettres, coll. Les Iconoclastes, n°28. (Autre dénomination : *la cléricocratie*). V. sur le Net le site Etienne Chouard.

# entreprise / expérience

*...et créativité.* Dans une économie où tous les usagers sont asservis à la croissance des profits monétaires, la *libre entreprise* relève de l'affabulation.

Certains entrepreneurs disposent de plus de liberté que d'autres, du fait qu'ils ont fait davantage de profits ou se placent sur un créneau qui offre de meilleures perspectives de retour sur investissements. Quant aux entreprises qui n'ont pas pour but exprès de faire des profits, comme dans la recherche, elles sont financées par les taxes et impôts perçus par l'Etat sur les profits des entreprises. Tout au long de notre vie, le temps libre et les moyens dont nous disposons pour entreprendre en marge des productions « officielles », que ce soit sous forme de bricolage, d'art ou lettres, de recherches personnelles en sciences et de techniques, dépendent des profits des entreprises auxquelles nous sommes directement (parce que nous tenons d'elles nos revenus) ou indirectement liés (via les revenus des amateurs d'art, lecteurs, subventions accordées aux institutions).

Dans un économie sans profits monétaires, les ci-devant citoyens (ou *usagers*, terme que nous avons jusqu'à présent privilégié pour des motifs « philosophiques »<sup>6</sup> et non pas consuméristes), disposant du berceau à la tombe de moyens d'échange directement garantis sur les richesses créées et non les profits monétaires, n'ont plus à lutter pour se faire une place ou la maintenir, aussi basse soit-elle, dans l'échelle sociale. Ils deviennent de fait tous entrepreneurs, libres entrepreneurs de leur(s) expérience(s)<sup>7</sup>, et de la façon dont elle(s) se concrétise(nt) sous la forme de productions matérielles, de services et de recherches.

Sans doute n'est-il pas inutile de rappeler que la seule garantie qu'on peut avoir de l'exercice plein et entier de la liberté tient à la capacité d'interrompre ou de modifier le cours de la ou des expériences en cours. « Je maintiendrai » n'est pas une devise d'homme libre. Une entreprise est d'autant plus « libre » qu'il n'est pas « nécessaire » de l'entreprendre ni même qu'elle « réussisse » pour persévérer. Or force nous est de constater que nombre d'entreprises sont aujourd'hui motivées par des nécessités systémiques (tenant notamment aux profits monétaires et aux positions acquises du fait de la fortune ou de l'électoralisme) et poursuivies pour les mêmes raisons. Dans le cadre d'une économie visant la maîtrise de leurs usages par les usagers, tout usage ou ensemble d'usages peut être remis en cause à titre d'expérience et il ne saurait même y avoir à proprement parler d'échec.

Toute entreprise, aussi librement initiée soit-elle, n'en est pas moins soumise à des contraintes. On pense d'abord aux contraintes matérielles : *en avons-nous les moyens* ? Les contraintes culturelles sont tout aussi importantes : « l'idée » lancée donne une image imprévue des usages établis. Elle peut même viser à les abolir.

<sup>6</sup> Il parachève la notion de « personne » telle que l'avaient approfondie en leur temps Denis de Rougemont, Mounier, Ricoeur, etc. : un « homme » dans une « société », partageant les obligations et valeurs *en usage* à tel moment de son histoire.

<sup>7</sup> De leur existence.

L'articulation de ces deux contraintes fait aujourd'hui déjà le quotidien de tous les entrepreneurs, qui ne sont jamais absolument assurés, tous les moyens seraient-ils réunis, que les produits et services qu'ils proposent seront adoptés. Ils doivent donc consacrer une part importante de leur activité à séduire la clientèle (bas prix, renouvellement des « signes » de puissance, modernité, etc.) ou lui imposer leur production (en détruisant les concurrents, en raccourcissant la vie du produit ou en bloquant le renouvellement des pièces de rechange). Toutes opérations qui se font par-dessus la tête des clients, qui n'ont jusqu'à présent prêté qu'une attention très réduite à l'origine des matériaux, aux pollutions induites par leur usage, aux conditions de production, etc. Dans le cadre d'une économie sans profits monétaires, où rien n'oblige les usagers à s'engager dans des travaux inutiles, nocifs, polluants, mal conduits, cette attention se trouve automatiquement libérée et même maximisée.

Dans une économie de ce type tout lancement d'entreprise se trouve écartelé entre deux questions : « à quoi bon ? » et « pourquoi pas ? ». Le critère du « bon » n'est plus le retour sur investissement, il n'est même plus systématiquement dans des économies de temps, aujourd'hui prétexte à la création de nombreuses machines qui le diminuent en aval mais l'augmentent en amont.<sup>8</sup> Les usagers n'étant plus payés aux pièces, l'obsolescence accélérée n'est plus une obligation économique, « jeter » - ou recycler - n'augmente plus le PIB : on peut produire des choses qui durent. Le critère du « bon » doit donc se chercher dans l'expérience, en d'autres termes dans le « pourquoi pas ? » et son suivi.

### ***La création d'entreprise. Cahier des charges.***

Toute création d'entreprise aujourd'hui soumet son projet à une étude de marché. Les « besoins » du marché (la façon dont il réagira au produits ou services proposés) passe avant l'étude de faisabilité, qui doit rester secrète (pour des motifs de concurrence économique) et veiller à ne pas subir les foudres des marques déposées et brevets protégés. Le « marché » offert par une économie sans profits monétaires sera bien plus diversifié que celui que nous connaissons aujourd'hui. On veillera donc à ce que les expériences passées ou en cours partout dans le monde dans des domaines proches soient classées et accessibles, afin de perfectionner ce qui aura déjà été tenté dans la même gamme d'activités, plutôt que de repartir chaque fois à zéro, et qu'à tout moment, à mesure que le projet avance, des analogies avec d'autres expériences, parfois dans des domaines très différents, qui auront échappé aux premières analyses, soient signalées.<sup>9</sup>

Ce service est assuré par des instituts qui développent une culture technique<sup>10</sup> autrement complète et complexe que celle qui sévit encore, qui en est restée à l'âge des

<sup>8</sup> Cette question du « temps » mérite une étude spéciale. En ESPM (économie sans profits monétaires), les usagers « ont le temps » ou peuvent faire ce qu'il faut pour « l'avoir » autrement que par l'entremise de machines. Ce qui n'exclut pas des procédés et procédures économies en « temps », mais où le « gain » même de « temps » aura été interrogé.

<sup>9</sup> Dans une économie sans profits monétaires, la publication d'une invention se fait dans les mêmes conditions que celle d'une découverte scientifique. L'inventeur doit voir son nom publié, mais il ne retire aucun autre profit personnel que celui-là. Le brevetage du technique est aussi gratuit que celui du vivant. Tout dépôt d'invention donne lieu à une critique permanente et sa descendance est enregistrée.

<sup>10</sup> Ou d'une manière plus large : *usologique*, regroupant les usages couverts par la technologie, la sociologie, l'ethnologie, etc.

classements à la Buffon ou Linné<sup>11</sup>. Le suivi, par ce service, du projet et de son exécution (certaines difficultés qui apparaîtront en cours d'exécution peuvent déjà avoir été rencontrées ailleurs), fait partie des obligations inscrites au cahier des charges auxquelles devra satisfaire tout projet.

Le projet d'entreprise doit évidemment aussi tenir compte de la fourniture en matériaux, en énergie, en eau, et de pouvoir disposer d'une logistique facilitant les transports, les évacuations, le renouvellement des machines. Ces données doivent être accessibles partout, fournies par zones en fonction de l'éloignement. Le « bassin de ressources et d'usages »<sup>12</sup> dans lequel l'entreprise s'implante doit être connu avec précision.

Inutile d'aller chercher « là-bas » ce dont on peut disposer ici (principe rappelé dès la première page du « cahier des charges »). Un organisme de recherche spécial veillera aux substitutions éventuelles de ressources (matériaux, énergie, savoir-faire) à d'autres, afin non seulement d'utiliser à fond les ressources locales mais aussi d'en découvrir ou inventer (ou retrouver) localement auxquelles on n'a jamais pensé (ou qui ont été oubliées).

Toutes les ressources disponibles sont affectées de coefficients de renouvellement et leur utilisation par différentes entreprises tenue à jour avec des réserves prudentielles.

La gestion des ressources est la fonction première des banques, puisque c'est elles qui attribuent aux entreprises les moyens d'en disposer. La décision de lancer l'expérience ne sera toutefois prise que si l'équipe entrepreneuriale a prévu de remplir certaines conditions et fonctions.

Parmi les conditions (« cahier des charges », suite) : la transparence du suivi et la capacité d'implication personnelle de tous les participants dans l'entreprise. Les savoir-faire doivent se faire savoir, à l'intention des participants réguliers de l'entreprise mais aussi de participants occasionnels, attirés par l'intérêt même de ce qu'on y fait et des conditions de « travail ». Le projet d'entreprise doit donc se présenter comme *une école* aussi bien pour les entrepreneurs directs que pour la collectivité.

**La fonction de l'entreprise ne s'arrête pas à la production d'objets ou de services. Elle est avant tout de produire *de la recherche* et d'inscrire les expériences qu'on y fait dans l'histoire des recherches qui ont déjà eu lieu dans son domaine et des domaines proches.**

Cette fonction est préparée dès le plus jeune âge par une éducation à l'histoire des usages, dans tous les domaines. Une histoire « comparée » de leur apparition, de leur généalogie, de leur disparition, absorption ou renaissance. On accordera autant d'intérêt à l'histoire des arts, lettres et sciences, qu'à celle de la technologie, des contraintes matérielles et physiques auxquelles les hommes ont montré qu'ils faisaient face, à *la technique en tant que terrain d'aventure, en tant que littérature ou théâtre à part entière*.

<sup>11</sup> *Grosso modo* : classements par « branches ». Auxquels s'oppose aujourd'hui la cladistique, qui opère des rapprochements « transversaux » entre les espèces, à partir de l'ingénierie qu'elles mettent en œuvre, et observe que telle articulation ou tel mode de digestion sont semblables chez tel insecte ou tel mammifère marin. Certains procédés (ex. « faire tenir ensemble ») sont tout à fait semblables dans des activités qui semblent n'avoir rien de commun. Ce qui se fait dans la filière « bois » peut trouver à s'enrichir de ce qui se fait dans « les fluides ».

<sup>12</sup> Par « usages » on entend ici les usages locaux et les savoir-faire « déposés » par des expériences antérieures ou à créer.

aaa

*Le projet d'entreprise est bouclé...*

*Qui validera l'expérience qu'il annonce et comment ?*

*La première réponse qui vient, encore trop souvent, est qu'il sera voté et « passera » à la majorité des voix.*

*- Pourquoi « trop souvent » ?*

*N'est-ce pas ce que veut « la démocratie »... ?*

*- Pas dans le cadre du nouveau paradigme que constitue l'économie sans profits monétaires..*

*A partir du moment, en effet, où les entrepreneurs, disposant de moyens d'échange garantis, entreprennent pour l'intérêt de l'expérience (qui inclut ses retombées collectives) et non pour des avantages matériels personnels (s'enrichir, avoir un emploi), et où les conséquences d'un abandon ont été prévues à l'avance (cahier des charges), à partir du moment où il n'y a pas d'obstacle matériel à l'expérience (où on dispose des moyens de... et tous les dispositifs prudentiels étant respectés), rien ne doit empêcher de la tenter.*

*La proportion de voix qui se portent en sa faveur ou contre relève d'une autre logique, qui n'a aucun rapport avec l'expérience. C'est la logique même de l'expérience qui doit la conduire, sur la base de critères objectifs et de procédures de suspension prévues à l'avance.*

*L'économie sans profits monétaires accoucherait ainsi de ce que l'économie dite libérale n'a jamais fait que promettre, ou réalisé que dans un climat de violence et de mépris (de fausse anarchie).*

*Le concept central d'une économie sans profits monétaires n'est pas « la libre entreprise » mais « la libre expérience », logiquement contrôlée.*

*Cette conception, notons-le, déborde de partout « l'économique » et « le démocratique ».*

*Elle pointait en fait déjà dans le cadre de la « libre entreprise », qui remuait des fantasmes psychologiques (l'audace, l'inventivité), moraux (l'effort), sociaux (la reconnaissance), et « démocratiques » (l'entrepreneur « parti de rien », les fruits du progrès promis à tous).*

*Nous n'avons pas défendu le bloc occidental pour faire plaisir aux patrons et banquiers mais parce que, malgré tous ses défauts et déments cuisants, il était « porteur d'espoirs » que « la libre expérience » renouvellera et portera plus loin.*

*Que l'expérience - et les expérimentateurs - soient « décidés » par l'expérience est en fait déjà une réalité. Aucune majorité n'a jamais permis à une expérience de réussir ou d'échouer. Les expériences de l'avenir n'auront pas de meilleur « contrôleurs » que ceux qui l'auront initiée, surtout s'il leur est par avance interdit de participer à sa mise en œuvre concrète<sup>13</sup> !*

---

<sup>13</sup> Rappel des considérations qui figurent à la fin de l'article « décisions/démocratie » portant sur la difficulté d'être juge et partie.

# moyens d'échange

*Montesquieu : « La monnaie est un signe qui représente la valeur de toutes les marchandises » Dans l'optique d'une sortie radicale de la marchandisation, il semble logique de chercher comment sortir de leur monétarisation. En d'autres termes, si nous considérons comme un empoisonnement la façon dont « l'équivalent universel » de l'argent réduit toute chose à de la monnaie, comment, par quel moyen s'en désintoxiquer ? Telle est la ligne directrice de l'article qui suit.*

Précisons la définition de Montesquieu. La monnaie est un moyen d'échange fondé sur la reconnaissance de l'équivalence entre un matériel monétaire susceptible d'un traitement arithmétique (addition, soustraction, etc.), indépendant de ce qu'il représente<sup>14</sup>, et des ressources naturelles, produits et services.

Cette équivalence a deux visages : celui du *chiffrage en valeur* et celui du *chiffrage en quantité*. Une litre d'eau en bouteille vaut un quart d'euro, deux litres un demi euro, un litre de vin X fois un litre d'eau, et le seau d'eau vaut de l'or quand la soif s'installe. Nul ne peut être assuré, dans ce système, de la valeur marchande qu'aura demain un litre d'eau, ni par conséquent la puissance d'échange de l'argent dont nous disposons.<sup>15</sup>

Les monnaies elles-mêmes se comparent en valeur. De 2000 à 2008, le dollar a perdu la moitié de sa valeur par rapport à l'euro. Le prix du baril de pétrole est ainsi devenu une fois et demi plus cher aux Etats-Unis qu'en Europe.

L'usage de la monnaie tend à l'accumuler pour en accroître la disponibilité et augmenter la puissance de celui qui en a. *Il fonde donc le capitalisme dans son acception courante* et accroît constamment le différentiel de liberté entre les riches et les pauvres<sup>16</sup>. Il permet aussi de spéculer sur la variation *en valeur monétaire* des choses et d'introduire dans les échanges des conditions plus favorables aux uns qu'aux autres (ainsi les producteurs sont-ils comme punis d'avoir produit plus que le marché ne pouvait l'absorber).

Les distributistes historiques n'ont pas été les premiers à remettre en cause les tristes propriétés de la monnaie<sup>17</sup>. Mais ils ont fait plus que s'en plaindre ou les railler : ils ont tenté de les repenser en profondeur, dans un tout autre cadre. Ils utilisent la possibilité, déjà aujourd'hui partout pratiquée, de créer la monnaie d'un trait de plume. Ils l'émettent en contrepartie de la création ou de la disponibilité des produits et services – comme

<sup>14</sup> Le produit ou service reste le même que son prix soit divisé par deux ou multiplié par trois. Ainsi, du fait de la prévalence de l'usage de la monnaie sur l'usage des choses, peut-on couramment détruire des richesses « qui ne valent (plus) rien ».

<sup>15</sup> La rareté des choses fait violence aux estimations et la rareté du moyen d'échange déchaîne la violence physique

<sup>16</sup> Le riche peut acheter « de la qualité », donc de la durée de service, des produits sains, etc.

<sup>17</sup> Aristote s'en prenait déjà à la *chrématisation*.

aujourd’hui - mais *sans intérêts*, première grosse différence. Elle reçoit le nom de « monnaie de consommation ». Ils en émettent autant en direction des entreprises que des particuliers afin que tout ce qui est produit puisse être acheté. Tout produit proposé à son acquisition (ou mis ou replacé sur le « marché », comme un piano dont on n’aurait plus l’usage), donne lieu à l’émission de monnaie d’une valeur correspondante grossissant le PIB à répartir entre les usagers.

« *La monnaie de consommation est émise dès qu'il y a marchandise destinée au public. Elle est distribuée. Elle crée par conséquent le pouvoir d'achat nécessaire à la consommation. Indépendamment de la solvabilité du consommateur. Indépendamment du crédit.* »<sup>18</sup>

Autant de produits et services disponibles, de matériaux ou d’énergie à rendre disponible, autant d’argent créé. Mais *il ne sert qu'une fois* - deuxième différence. *La caisse enregistre la rencontre du produit ou service acheté avec l'argent versé pour l'acquérir. Cet enregistrement a pour effet de détruire l'argent versé.*

Il est bien clair que dans l’esprit des distributistes historiques déjà, ce qui importe n’est pas de recevoir l’argent mais, à travers sa mise en circulation et son annulation, de surveiller que les produits ont été achetés et dans quelles proportions les renouveler.

Conserver la monnaie, fût-elle de consommation, n’en oblige pas moins à estimer *en valeur* les produits ou services. Outre la difficulté des problèmes posés par cette estimation (à l’époque on pense intervenir au niveau du prix *social*... on ignore encore le prix écologique), cette obligation perfide orienta les discussions dans deux directions : celle de la gratuité d’un certain nombre de richesses produites, et celle de la création d’une monnaie « nominative » - dont seuls pourraient se servir ceux à qui elle a été attribuée. La gratuité obligeait à prendre en considération « les besoins » et à l’idée de planifier la production pour les satisfaire. Sous couvert de « besoins », on ouvrirait la porte au collectivisme d’Etat et s’attirait les foudres du PC, surpris par ce genre de concurrence. Quant à la monnaie nominative (défendue par Elysée Reybaud) elle aurait tôt ou tard restauré le salariat et des primes et donc des revenus différenciés (contre « l’égalité économique » prônée par Duboin).

Le distributisme historique date d’avant l’ordinateur, de la montée des inquiétudes relatives à l’état de la planète et de l’usage du code-barres<sup>19</sup>. Or ce dernier permet d’identifier des objets et des services d’une manière qui tient compte de leur réalité propre.

Le code-barres permet en effet de tout savoir sur l’article. S’il s’agit de bottes de radis, de tonnes d’aluminium ou de mégawatts. S’il est en inox ou en alu, sa provenance, sa série, ses qualités, son respect des normes, quelles compétences sont demandées pour le créer. Il permet ou permettrait de savoir à la minute combien il reste d’objets identiques en stock en magasin - et d’étendre ce « magasin » à celui de telle aire précise ou monde entier.

Aujourd’hui, au moment du passage de l’article en caisse, son code-barres fournit deux indications :

<sup>18</sup> Elysée Reybaud, **L’Economie qu'il nous faut**, OCIA 1946, p. 255.

<sup>19</sup> Reybaud exprime en divers endroits de l’ouvrage cité son souci des risques de la croissance exponentielle des « besoins ».

- 1. celles qui concernent le renouvellement des rayons, qui relèvent donc de *la comptabilité matière*.
- 2. celles relatives aux prix, à payer par l'acheteur et au fournisseur : *comptabilité monétaire*.

Notons que, dans le cadre d'un distributisme conservant la monnaie et donc encore inféodée à la valeur, il serait possible, sur la base des informations déposées sous forme de code-barres tenant compte de la rareté ou de critères de renouvellement, de calculer d'une manière beaucoup plus objective la valeur des choses, produits et services. Mais qu'est-ce qui oblige une économie sans profits monétaire à conserver l'usage de la monnaie, que ce soit pour la création de richesses (puisque les entreprises doivent acheter matières premières, les machines, etc.) ou pour leur consommation (leur achat)? Il suffit de délivrer des « bons à tirer ». Les matières premières, produits et services *sont là, ils existent ou pas*. Traitons-les exclusivement en fonction de leur présence ou de leur absence ou (et) de leur renouvellement. Qu'a-t-on besoin de les connaître à travers leur valeur monétaire – leur prix ?

On pense aussitôt à « des tickets, comme pendant la guerre », mais si, pendant la guerre, la technique des codes-barres avait existé, nul doute qu'elle aurait facilité la connaissance exacte des ressources disponibles et n'aurait pas laissé d'autant mauvais souvenirs, bien au contraire : elle aurait entre autres évité les multiples trafics et le marché noir. Peut-être aurait-on même déjà recouru au système que nous proposons, qui a pour effet, comme on va le voir, d'inverser le flux du « budget » de la personne, d'une manière qui remet en cause la notion même de budget.

### *Le porte-monnaie « informatiste »*

Jusqu'à présent l'usager savait en principe « combien il avait » dans son porte-monnaie. Il ajustait ses dépenses à ce qu'il « avait ». Son porte-monnaie, il le « vidait ». Dans notre hypothèse, il ne saura pas combien il y « a » dedans, et chaque fois qu'il fera de nouveaux achats ce « porte-monnaie », sa « carte de consommation » ou tout autre nom qu'on voudra lui donner, se « remplira »... d'informations sur ce qu'il a acheté, jusqu'à des limites qui lui seront alors signalées.

*Même s'il lui est toujours possible de s'informer à leur sujet, ces limites ne seront toutefois pas établies d'avance pour chaque utilisateur. Elles varieront constamment, en fonction de la quantité de produits présents ou absents des rayons ou de leur renouvelabilité dans des délais plus ou moins brefs<sup>20</sup>.*

Prenons l'exemple de quelqu'un voulant aller de Paris à Brest à telle date. Il introduit sa carte dans la machine et pianote. Pas plus qu'aujourd'hui, on ne pourra lui attribuer ce qu'il n'y a pas. Mais lui refuser de renouveler son achat ou de le répéter trop souvent si le produit ou service se raréfie, refus impossible à opposer aujourd'hui à ceux qui ont de l'argent, et qui serait tout aussi impossible dans le cas de la monnaie de consommation.

Vous aimez voyager. Pourquoi vous refuser des déplacements si on peut vous les fournir ? Si ce que vous demandez est disponible, pourquoi vous le refuser ? Ce ne pourrait être que pour des raisons « morales », au titre d'un certain « pour tous pareil »

---

<sup>20</sup> Ce qui évite les bilans périodiques et aux usagers d'avoir des angoisses sur la hauteur du crédit accordé durant un exercice comptable ou le renouvellement des produits (si on veut le savoir au jour près, consulter les tables prévues à cet effet par les banques de données).

impossible à réaliser et qui incite en fait à en avoir plus que les autres.<sup>21</sup> Il ne sera fait opposition à votre demande que si le voyage en tel endroit sur telle ligne commence à se raréfier. Dans la mesure où on peut savoir que vous avez déjà beaucoup voyagé, votre demande peut vous être *personnellement* refusée sans être pour autant refusée à d'autres. Le titre de voyage étant établi nominalement<sup>22</sup>, personne ne pourra vous secourir. Mais revenant le lendemain, peut-être que ce même voyage vous sera « ouvert ».

La situation est-elle la même que lorsque nous devons différer un voyage du fait qu'il n'y a plus de places ? Oui, à ceci près que le refus nous aura été *personnellement* adressé.

*Notre droit au partage demeurera entier sans risquer d'empêter sur celui des autres.*

Cette « solution » a fini par s'imposer à nous (mais nous demandons pas mieux qu'on nous en indique une autre !) à la suite de nombreuses objections - suscitées par un réflexe de protection contre la nouveauté d'une économie sans profits monétaires plutôt que par une réflexion sur sa faisabilité. On nous accuse en effet couramment d'ouvrir la porte à tous les abus, alors que nous tentons de la fermer aux abus d'aujourd'hui et à ceux que le distributisme classique laissait malheureusement encore prévoir. Car aujourd'hui qu'est-ce qui empêche celui<sup>23</sup> « qui a de l'argent » de stocker des produits dont il prévoit l'augmentation ou la raréfaction ? Et il en irait de même s'il disposait de « son argent » sous forme de monnaie de consommation.

Les sociétés ont depuis toujours le souci des « profiteurs ». Ceux qui en profitent le plus sont aussi les plus méfiants devant ce qui annonce une poussée au partage venant d'« en bas ». Il n'en reste pas moins que, lorsqu'un système vacille, pour une raison ou une autre : guerre, « Lundi noir » ou grève des camionneurs - il faut s'attendre à des troubles. Ceux qui réfléchissent au passage à une économie sans profits monétaires doivent donc prévoir d'entrée de jeu le contrôle de la situation par la mise en œuvre de procédés et pratiques qui n'aient pas de caractère exceptionnel et « préjugent de la fin ». Nous sommes d'autant plus à l'aise sur ce point que le contrôle tel que nous l'envisageons, en matière de moyens d'échanges comme dans les autres domaines, est d'inspiration libertaire.

Reportez-vous aux articles « banque », « décisions/démocratie » et « entreprise/expérience ». *Ce n'est pas parce que l'invention sera libérée du profit qu'on pourra faire n'importe quoi. C'est tout au contraire parce qu'elle sera libérée du profit qu'elle deviendra responsable.* Ce climat de permissivité, de responsabilité générale, d'information tous azimuts et de transparence équivaut en réalité - nous ne nous le cachons pas ni à quiconque - à un contrôle, mais autrement persuasif (et génératrice d'économies) que les trains de décrets et lois et les armées de contrôleurs.

A peine est-elle esquissée, l'idée d'un porte-monnaie « informatiste » nous vaut deux types d'objections.

<sup>21</sup> Les moralistes de la décroissance et ayatollahs de l'écologie risquent de faire plus de mal à la planète avec de stupides limitations qui poussent à des revanches consommatoires (effet « édredon » - on appuie au centre, ça gonfle sur les bords - ou « kermesse » - on se venge des privations par des beuveries).

<sup>22</sup> Si un tel contrôle s'avère encore nécessaire.

<sup>23</sup> Et a fortiori les entreprises : voir la façon dont certains pays, pour soutenir leur croissance, investissent dans les ex-colonies pour accaparer leurs ressources pétrolières ou minières ou dont des réserves sont accumulées, dans un but purement spéculatif, en fonction de leur raréfaction prévisible.

□ 1. *Quoi ? On va tout savoir sur nous ?* C'est déjà le cas. Nos moindres achats et leur fréquence sont surveillés. Nos émissions de chèques sont suivis. Les publicités qui encombrent nos messageries ont été « ciblées » en fonction de nos âges et situation de famille. Qui rejette avec dédain la carte de fidélité « offerte » par la grande surface la plus proche pour bénéficier d'une prime périodique sur leurs dépenses ? *Mais il y a la CNIL<sup>24</sup>*. Et pourquoi l'abrogerait-on ? Et pourquoi interdirait-elle - ou un service équivalent - de déclencher une procédure qui suspendrait à un usager une liberté dont il a déjà largement fait usage (et tant mieux pour tous, puisque son bonheur fait le nôtre) mais qui porte ce jour-là préjudice à celle des autres ?

□ 2. *Même verrouillé pour prévenir de abus individuels de consommation qui priveraient les autres, votre système pousse à la dépense. Vous éviterez la bêtise de faire circuler des trains vides (ou de laisser les produits non consommés sur les rayons, ou de ne pas recourir au kiné s'il peut intervenir), mais votre incitation à tout dépenser obligera à produire toujours plus.* Et pourquoi faudrait-il se priver d'une production dont on a les moyens matériels à partir du moment où on peut contrôler en temps réel ses incidences sur l'environnement et la renouvelabilité ?

La mise en œuvre informatique du « porte-monnaie informatiste », au plan technique, serait aujourd'hui déjà possible<sup>25</sup> et pourrait absorber avec élégance de nombreux « cas d'espèce »<sup>26</sup>. Son usage ferait pendant à la gestion « matière » et « fournitures » prévue pour les créations d'entreprises. En toute logique économique, et pas seulement économique, le traitement simultané de ces deux versants est requis et demande une intégration réciproque toujours plus forte. Il devrait satisfaire à la fois les écologistes soucieux de décroissance et donc de limitations de dépenses et ceux qui tiennent l'idée de telles limitations pour sage ou à tout le moins porteuse de totalitarisme.

\*

*Ces quatre articles débordent quelque peu de l'économie... Ce débordement met en jeu deux notions qui n'en font peut-être qu'une seule sous deux mots : « limites », « contrôle ». Il introduit surtout à un mode de traitement que viennent coiffer d'autres mots comme expérience, expérimentation, expérienciation.*

**Contrairement aux écologistes et post-écologistes de la décroissance, nous refusons qu'une société ou une économie, prise dans leur ensemble, doivent s'imposer de limites à leurs dépenses pour des raisons morales. Elle ne doivent se les imposer que pour des raisons de faisabilité à court et long terme.**

---

<sup>24</sup> Commission Nationale Informatique et Liberté. Dont la plupart des interventions, remarquons-le, mettent en rapport la violation de la vie privée et les profits monétaires qu'en escomptent les firmes et la publicité.

Rassurons nos lecteurs : les douteux progrès du « panoptique » (surveillance par caméra, écoutes téléphoniques, fichage général, etc.), ne nous ont pas échappé. Cf la mise au point de Fr. de Blomac et Th. Rousselin *Sous surveillance ! Démêler le mythe de la réalité* (Les Cahiers de l'Info, Avril 2008). Mais ceux de l'usage du chiffrage monétaire - et ses limites - non plus.

<sup>25</sup> Elle est déjà effective dans d'autres domaines. V. le système de blocage des transactions dans toutes les Bourses du monde entier, qui intervient pour peu qu'elles s'échauffent et dans des conditions bien ciblées.

<sup>26</sup> Ex. : « Et si je veux offrir un repas à dix personnes ? »

*Si nous appelons à renoncer à l'économie des profits monétaires, c'est que la puissance de l'Argent, son attrait, ses obligations (« l'argent appelle l'argent »), a toujours autorisé et toujours autorisera à enjamber cette faisabilité.*

*Au niveau personnel, nous refusons également que les limites doivent s'imposer pour des raisons morales, prise comme à l'extérieur. Elles doivent découler de raisons qui tiennent aux limites mêmes qu'impose l'expérience, limites d'autant mieux reconnues que l'expérience aura été plus librement décidée et se déroulera dans un climat de liberté (ou d'expérience, les mots sont pour nous synonymes).*

*Dans une économie sans profits monétaires, la faisabilité peut être contenue dans cela seul qui doit en donner les limites. Mais en politique comme partout, le diable est dans les détails, et ce qui passe par la tête des individus l'attire d'autant plus facilement que les têtes sont affrontées à des limites qui leur paraissent étrangères.*

*« La fin » d'une économie sans profits monétaires est d'élargir sans cesse le cadre de ces limites. Cet élargissement devrait même avoir pour effet - que nous considérons d'avance comme positif, puisque c'est ainsi que « l'homme » a de tout temps tracé son chemin - d'inciter à en rencontrer de nouvelles. Mais il y a toutefois une différence entre faire la rencontre de nouvelles limites, qu'on ne peut connaître d'avance et qui mûriront en cours d'expérience, et buter dans des limites définies abstrairement, à travers des « droits » infranchissables, présentés comme naturels ou liés à des appartennances dont il ne faut pas déborder.*

*Observons ce qui s'est passé en Union Soviétique et ce qui s'observe dans les états inféodés à des lois religieuses. Les initiatives y étaient ou y sont encore contrôlées non par l'expérience mais par leur conformité à la ligne du Parti ou de la religion. Les erreurs n'y étaient et ne sont pas jugées par l'expérience même, par des contradictions relevant du « faire ». Elles l'étaient ou le sont par la distance qu'elles prennent avec ce dont « on » (le comité central ou...) a décidé que cela devait « être ».*

*Une société pacifiée et juste ne doit en principe connaître ni de fidèles ni de traîtres, seulement des personnes pleinement engagées en tant que telles (devant les autres, ce qui n'est pas le cas de l'Individu) par leurs désirs et actions et par ce que ces désirs et actions « engagent ».*

*Suite à une conférence faite à la faculté de Grenoble, un étudiant remarqua que notre description du futur tenait bien trop compte « des soucis matériels des gens ». Précisant sa pensée : dans une société pareille, même ceux qui feront des choses matérielles ne le feront pas pour ça mais pour autre chose. Mais n'était-ce pas d'ailleurs déjà le cas ? Oui, sauf que nous sommes constamment rabattus sur le matériel - et que j'étais encore imbu de ce modèle.*

*Dans une économie sans profits monétaires, même les autres « profits » peuvent être interrogés. Le bonhomme ne tient plus debout parce qu'il court après quelque chose mais bien plutôt parce qu'il peut y renoncer.*

*« Bien plutôt », « parce qu'il peut »... Même si les mots n'étaient pas exactement ceux-là, l'idée reste, et demande examen.*

\*\*\*\*\*

# *l'usologie*

## *une rétrospective*

*Vous avez à plusieurs reprises déjà vu passer dans **PROSPER** des articles sur l'usologie.*

*Le texte qui suit a été recomposé à partir de la conférence faite à Lille en Octobre 2007 et d'exposés en privé.*

*Il présente l'usologie de la manière la plus simple possible pour un public formé à l'écologie et à ses incidences politiques et qui réagit donc fortement à la revendication de la maîtrise de leurs usages par les usagers.*

Dans des encadrés figurent des précisions relatives aux incidences de l'usologie sur des disciplines comme la psychologie, la sociologie, la technologie, l'histoire, l'épistémologie... Ils tiennent compte d'études en cours et amorcent de nouveaux débats.

**Usologie** : on peut traduire par  
*discours (logos)*, sur les *usages (usus)*,  
Le mot n'est pas encore dans le dictionnaire.  
C'est un monstre gréco-latin, comme **automobile**.

Il a été imprimé pour la première fois en 1992,  
dans la revue du MAUSS, n° 14.  
L'article s'intitulait **PENSEZ USAGE**, *plaidoyer pour l'usologie*.

*Descartes introduit son Discours de la Méthode par une déclaration sur le bon sens.*  
*Il dit que le bon sens est la chose au monde la mieux partagée.*  
*En le paraphrasant, je dirai que l'usologie est la science au monde la mieux partagée.*

En ce moment, vous en faites sans le savoir, dans plusieurs registres, simultanément, en rebondissant de l'un de ces registres à l'autre avec une souplesse étonnante.

Chaque fois que votre regard se pose sur une chose, vous intégrez au quart de tour ce qu'elle *fait*, par exemple elle *fait* ce qu'on appelle

**une chaise**,  
pas un fauteuil, pas un tabouret.  
Vous voyez avec quels matériaux on l'a *faite*, de quels matériaux *elle fait usage*, même si vous ne savez pas leur nom, vous voyez la forme qu'on lui a donnée, de quel(s) modèle(s) *elle fait usage* - on l'a *faite* classique, moderne, utilitaire. Vous le « voyez » sans y faire attention... Peut-on même dire que *vous le voyez* ? Mais vous n'avez pas été non plus *sans le voir* !  
Dans cette façon de « voir sans voir », d'observer sans en avoir l'air, il est possible de distinguer trois - *directions*, disons, couvertes par

### *trois radars*

□ Le premier s'intéresse à **ce dont ces chaises font usage**, à **ce qu'elles utilisent**, les matériaux qui ont servi pour les fabriquer, et **comment elles l'utilisent**, la façon dont on a assemblé la coquille en plastique et les pieds. Mais ça va plus loin que les matériaux et la façon de les traiter . Vous avez intégré au premier coup d'œil, par exemple, qu'elles n'avaient rien d'artisanal,

et si je vous demande quelles formations professionnelles elles ont demandé, quelles machines, vous allez pouvoir apporter des réponses qui sont la preuve d'observations que vous avez déjà faites et que vous ne saviez probablement pas avoir faites, *intégrées*. Vous allez improviser toute une suite de réponses qui prouvent que vous vous êtes informé **de plein de choses** sans l'avoir fait exprès.

□ Deuxième radar.

Votre attention au sujet de ces chaises porte aussi sur les usages qu'on en fait : s'y asseoir, bien sûr, les ranger, les assortir à un certain environnement pratique : sièges pour l'école, les bureaux, les salles de réunion.

Tout à l'heure, elles étaient pour ainsi dire sujet de l'action, elles *se servaient ELLES, de matériaux*, ou se faisaient servir par le fabricant. Cette fois elles arrivent en complément, elles participent d'un certain ensemble ou environnement d'usages qui explique leur forme, leurs matériaux, leur style.

Du premier coup d'œil vous voyez, vous remarquez, *réalisez*, que la collection de sièges est en harmonie ou non avec le décor. Vous distinguez des différences d'époques entre les sièges.

Un siège c'est plein de citations : tel galbe des pieds, tel alignement de clous dorés, telle coque en plastique, ce sont autant de clins d'œil que les professionnels du siège se font entre eux et auxquels les clients, les usagers, sont plus ou moins sensibles.  
*Une chaise, c'est aussi riche en signes qu'un tableau ou un poème.*

□ Troisième radar, encore plus sophistiqué, à la fois indépendant et nourri par les deux précédents...

Quand nous portons notre regard sur une chaise comme sur n'importe quoi, nous voyons, voyons sans voir, mais ça ne nous échappe pas ! nous voyons, d'une manière non réfléchie, immédiate

avec les yeux de la mémoire, de l'habitude, ou de l'*habitus*, pour parler moderne, ce qu'elle a de nouveau, d'attendu ou d'inattendu.

Et puis, toujours avec *les yeux des mains* vous « voyez » qu'elles sont bien lourdes, et qu'on pourrait les alléger, les rendre moins sonores, plus confortables, bref :

**vous « voyez » ce qui pourrait changer dans ce dont elles font usage et les usages qu'on en fait,** sans cesser pour autant de faire des chaises...

En lieu et place de ces chaises-là vous en « voyez », en supputez, supposez d'autres, d'autres façons de les faire, dans un autre environnement.

J'ai pris la chaise comme exemple, mais c'est pareil pour les vêtements, les façons de parler, de couper du pain. Vous intégrez, vous supputez à une vitesse considérable en quoi c'est fait, qui l'a fait, à quoi ça ressemble, en quoi ça se ressemble en quoi ça change. Vous interrogez, sans savoir que vous le faites, les motifs qui ont poussé à faire comme ci plutôt que comme ça.

**Vous observez des façons de faire, de faire usage de.** Des usages. Et à travers la conformité à votre attente ou la petite différence que vous percevez, la question se pose : *tiens donc, faire ça, le faire comme ça ?*

Dans certains cas, ça passe : *ah oui, pourquoi pas ?*

Ou ça ne passe pas :

*ho là ! à quoi ça ressemble ! et si tout le monde en faisait autant ?* ça vous concerne en tant qu'usager.

\*

Les exemples que j'ai pris jusqu'ici concernaient des objets.

Je pourrais en prendre d'autres concernant la disposition des lieux, un détail de construction, le décor, peinture ou papier peint.

L'usologie que nous pratiquons l'usologie spontanée, est encore plus attentive et sensible quand il s'agit du comportement d'autrui ou de la façon dont nous nous sentons jugés, reconnus, évalués.

En ce qui nous concerne, il y a comme une sorte d'avance à l'allumage. Nous guettons l'injustice, l'injure, de tel regard, qui nous réduit à tel caractère

physique ou moral, de tel propos qui préjuge que nous allons faire comme on nous a déjà vu faire, une maladresse, commettre une bêtise.

Voir sans voir les chaises comme nous le faisons constamment, va pour des chaises, mais si quelqu'un nous « voit » comme il verrait une chaise, une chose, alors là non ! ça ne passe pas !!

Nous sommes tous, couramment, très attentifs à la façon dont nous entendons dire de quelqu'un, et a fortiori de nous, qu'il **EST** ceci ou cela, surtout ce qu'on dit **ETRE** est négatif.

*En usologie, toute mise en observation de X implique trois « entrées » destinée à couvrir le champ observé d'une manière complète. Cette façon de procéder « unifie » des X hétéroclites. Tout X, homme, chaise ou concept, est **utilisateur** selon certains modèles (« radar » 1), **utilisé** selon certains modèles (2), et **susceptible de changements**, via ce qu'il peut utiliser d'autre ou les autres façons de l'utiliser (3). En usologie, tout X se fait donc (est considéré comme) un « usager ».*

*Dans le cadre d'une mise en observation des X humains, pour contrecarrer la connotation « consommateur » du vocabulaire « usager » - et pour sortir des pièges de « la conscience » - nous avons imaginé un « usagier », qui synthétise l'idée de contenant, comme cahier, plumier, bourbier, et celle de métier, comme plombier, épicier, etc. Il se charge de toutes sortes d'informations pratiques et à vocation pratique. On peut le comparer à un atelier piloté par son artisan (« radars » 1 et 3) autant qu'il le pilote (2-3). Cette conception déborde l'opposition classique, et plus philosophique que psychologique, du sujet et de l'objet.*

*« L'usagier » appliqué aux X vivants met en relief leur éveil spontané et sans cesse rééduqué, remanié, restructuré, à des manières de faire ou usages, qui ne les interpellent pas comme de l'extérieur mais intimement. Usologiquement (c'est-à-dire en fonction des trois « radars ») « voir », focaliser l'attention sur n'importe quoi, réagir à, mettre en jeu, en cause (mais aussi « en choses », avec ce que cela implique d'attention/inattention) et la façon dont c'est fait, ce que nous pourrions en faire ou avons à en faire.*

*Réagir à ne s'arrête pas à reconnaître entre les usagers humains et les usagers concrets ou vivants des « liens de société ». Nous ne cessons d'en produire, d'en risquer de nouveaux. La façon dont nous sommes reliés aux « autres » X remet sans cesse en chantier leur altérité, quitte à nous en faire « une religion ». Ainsi se construisent (et se déconstruisent aussi) « les usages » au sens de « coutume » mais aussi des enjambements du faire à l'être que nous n'avons pu qu'esquisser au cours de l'exposé.*

D'où vient cette attention particulière à l'égard de ce qu'on dit **ETRE** ?  
Elle vient - c'est une hypothèse - du fait que nous sommes aussi attentifs à la façon dont les assertions, les énoncés, sont construits, qu'à la façon dont on construit des chaises.

Qu'est-ce qui vous fait réagir quand on traite votre fils, votre fille, de paresseux ? C'est l'abus que constitue l'opération toute verbale qui vous les FAIT « paresseux », Attention ! Ils ont peut-être des motifs de refuser de *faire* certaines choses ? Sans le savoir, sans en avoir conscience, vous refusez ce qu'on appelle, en termes savants, une pétition de principe, vous refusez qu'on vous explique LE paresseux par ce qu'il faudrait expliquer : SA PARESSE. Pareil quand ça vous fait mal d'entendre déduire du fait qu'un homme a volé que c'est un voleur. Bon, il a volé, il l'a fait.

Mais ce bonhomme vous le connaissez sous un autre jour, on n'a pas le droit de réduire toutes ses capacités à un vol, et mettre tout ce qu'il peut faire *d'autre, et de mieux*, sous les barreaux.

Quand Simone de Beauvoir dit *on ne naît pas femme, on le devient*, ça vous surprend, d'abord, et puis vous - *saisissez*. Qu'est-ce que vous comprenez ? *Vous saisissez ou comprenez* que LA femme, consiste en un **ETAT**, un **PERSONNAGE SOCIAL**, qui se construit, que l'« être » de la femme se **FAIT, SE CONSTRUIT** à partir de son genre sexué, et de toutes sortes d'usages qui vont faire de telle femme la femme qu'elle **FAIT**.

Quand vous protestez contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, c'est votre cœur d'usologue qui parle, qui proteste contre la façon de réduire les gens à ce qu'ils **SONT** au lieu de regarder comment *ils font*.

## *Où l'usologie spontanée se retourne en essologie*

Ce cœur d'usologue malheureusement, a des intermittences... Il lui arrive par exemple, de tourner à plein régime, de se complaire à ce qu'on lui présente comme **ETANT** définitivement négatif. Il emboîte alors sans problème les arguments racistes, sexistes, j'en passe. Il peut aussi se complaire à ce qu'on lui présente comme **ETANT** positif. Si vous me traitez de génie du XXI<sup>e</sup> siècle, par exemple, je ne dirai rien, j'aurai même tendance à trouver ça juste ou normal... mais la construction de ce traitement, de cette *admiration*,

sera fondamentalement la même que celle d'une *injure*.

Aussi sensible que soit notre cœur d'usologue à ce qui se fait, à ce qu'il faut pour faire ça, dans quel environnement, à l'injustice qu'il y a à réduire un homme à un seul de ses actes, **tout à coup il se bloque**. Il devient dur comme une pierre, comme une norme, une règle, la loi. Il bat en sens inverse. Il ne veut plus s'étonner, s'intéresser à la diversité des manières de faire. Il dit : **c'est comme ça**.

*L'usologie semble capable de rendre compte méthodiquement dans sa totalité de la façon dont procède le technicien. On se souvient que celui-ci, chez Platon, s'applique à reproduire l'idée du lit ou de la flûte. Cette « idée », en usologie, ne fait qu'une idée directrice, qui résiste à tous les changements de matériaux et de forme. Platon la donne comme « étant », la traite comme une donnée invariable. L'usologue la traite comme variable, dont la capacité de varier prouve l'existence. A supposer qu'on ne fabrique plus de lits ni de flûtes, les différents usages qu'en feront ceux (historiens, archéologues) qui sauront qu'ils ont autrefois servi prolongeront encore leur existence.*

*Les deux premiers « radars » signalent des données parfaitement vérifiables. Le troisième les fait varier. Il y a donc comme une rupture entre le travail de R1 et R2 et celui de R3. Mais dans l'avancement des sciences, des techniques et des concepts, R3 joue le rôle principal. En faisant varier les « entrées » de R1 et R2 (et en signalant au passage qu'ils en ont négligé !) il fait rebondir l'idée directrice... dans une ou d'autres directions.*

*A la question « l'usologie, à quoi ça sert ? » il nous arrive de répondre : « A expliquer qu'il y ait de l'histoire ». L'histoire des batailles et des princes, qui a « occupé » les historiens pendant des siècles reposait sur l'usage général de la guerre et de ses multiples sous-usages (de la diversité des armes à la discipline des armées) et sur un certain usage de contraintes générales (celle de la génération, de la propriété) par les grandes familles. L'« histoire » ne fait jamais qu'enquêter sur les changements qui interviennent dans les manières de faire. Et l'histoire de l'histoire, comme celle de la sociologie, de la philosophie, etc., sur les changements déjà intervenus dans la façon dont les historiens ont enquêté ou posé les problèmes.*

C'est DANS LA NATURE DES CHOSES.  
Il bat d'une manière non plus **usologique**  
mais **essologique**, [de ESSE, autre mot latin  
qui veut dire ETRE.]

Il veut voir appliquer, reproduire, partout,  
la vraie bonne idée  
qu'il faut avoir de la chose, de l'homme,  
de la démocratie, de Dieu, du Peuple,  
de n'importe quoi.  
Il pose que la femme, l'homme, sont faits  
pour faire ça,  
et que s'ils font autrement, ils manquent à  
leur NATURE, à leur « être ».

Alors, alors... Il y a de quoi désespérer ?  
Pas du tout.  
Ce retournement du cœur usologue  
en cœur essologue  
nous donne l'occasion de définir la tâche de  
l'usologue.

L'usologue est un bonhomme qui en toute chose « cherche l'usage », « pense usages ». Pour l'usologue, la façon dont le cœur essologique **FIXE** les gens, les choses, comme **ETANT** ne fait et ne fera jamais qu'une manière de faire comme une autre.

**L'essologie fait usage du monde**  
**POUR LE FAIRE ETRE,**  
pour l'arrêter, l'éterniser, le justifier.  
L'essologue ressent comme une violence la façon dont les choses, les gens, les institutions, n'arrêtent pas de changer. Il y répond par la contre-violence d'institutions sûres et de principes éternels.

*Hélas pour lui,  
ses principes ne tiennent jamais longtemps  
la route.*

*Alors il en change, les rectifie,  
et alors ? Au final,  
il en fait un autre usage... !*

De tout ce que je viens de dire,  
qu'est-ce que je vous demande de retenir,  
pour le mettre en débat tout à l'heure ?  
Deux choses.

La première, qui concerne l'usager de base :  
IL PENSE USAGE : il n'arrête pas  
de « voir » ce qu'on utilise, selon quels  
modèles, ce qu'on peut utiliser d'autre, qui  
conserverait les modèles ou les changerait  
d'une manière acceptable ou non.

La seconde, concernant l'usologie,  
parce qu'elle engage une certaine  
représentation du monde.  
Le philosophe se programme pour dire  
ce qui « est ». Ce qui SE FAIT le renvoie  
à des réalités plus profondes, *essentielles*.  
La science, un moment, a emboîté ce  
modèle, et on lui demande d'ailleurs encore  
souvent de démontrer « scientifiquement »

*ce qui est.*  
De tout temps « l'esprit humain » a tenté  
de chercher l'explication de ce qui se fait  
dans une raison générale,  
dans une certaine nature des choses.  
Ce qui se *faisait* illustrait ce qui *était*.

Pour l'usologue - comme pour la science  
quand elle ne se conçoit plus comme  
une machine à délivrer des croyances  
mais à nous en délivrer -  
*l'explication, les « faits », font usage,*  
*de ce qu'ils constatent*  
*dans un certain environnement d'usages,*  
*qui leur donne provisoirement un « sens »...*  
Que vous mettiez en observation  
n'importe quel « fait », des chaises,  
des organismes vivants, des façons  
de penser, de socialiser,  
la méthode sera la même  
et la connaissance toujours ouverte.

## *De l'usologie sauvage à l'écologie*

Quand le mot « écologie »  
a fait son apparition,  
à la fin des années 60,  
début des années 70,  
je ne savais pas,  
pas plus que vous il y a trois minutes,  
que je faisais tous les jours, constamment,  
de l'usologie,  
de l'usologie sauvage,  
pas encore scientifique,  
de l'usologie spontané, au sens où  
j'observais des façons de faire, de se faire.

Mais j'ai aussitôt rapproché  
ce qu'il épinglait  
de ma pratique d'enseignant,  
pendant près de vingt ans,  
d'abord dans des classes dites normales,  
et puis ensuite dans des classes pour des  
enfants qui avaient

plus de difficultés que les autres  
avec l'école.  
Car pour fidéliser les absentéistes  
de l'après-midi, en 53-54, déjà,  
je n'avais rien trouvé de mieux  
que de mettre en observation des objets  
qu'ils couraient chercher à la décharge,  
au moment de l'interclasse.

Démonter l'objet obligeait à faire de  
l'écologie toute technique.  
Chercher qui l'avait fait, faisait faire  
de l'écologie professionnelle.  
Se demander depuis quand on avait l'usage  
d'un fer à repasser ou d'un moulin à café,  
introduisait à l'**écologie des usages** :  
pourquoi, comment le café a-t-il,  
en France, supplanté le chocolat.  
En Espagne, c'est plutôt le chocolat,  
En Angleterre plutôt le thé.

L'ensemble des accessoires de scène, qui vont avec le café, le tabac, l'alcool, les tasses et sous-tasses, les pinces à sucre, la blague à tabac, les formes de verres - les usages épiphytes, comme il y a des végétaux épiphytes - c'était de l'écologie aussi.

Pourquoi « La Fusée », un engin électrique, qui a dépassé le cent à l'heure en 1898, n'a-t-il pas eu la même descendance que les automobiles à pétrole ?

Là on touche à l'écologie technique, mais aussi celle des significations, des habitudes. Un mobile électrique silencieux et sans odeur, dans un univers où des sabots claquent encore partout et qui sent le crottin, c'est comme un ovni.

En plus, chaque fois que nous observions un objet, nous insistions sur la peine des gens, les maladies professionnelles.

Nous n'étions pas sans savoir qu'un objet, une activité, ça coûtait à faire, de l'arrachage du minerai jusqu'à l'acheminement dans les magasins.

L'écologie à l'école ? J'en faisais déjà. Aucun inspecteur n'aurait pu me reprocher quoi que ce soit les enfants étaient motivés, ce qu'on disait était vérifiable et conduisait à des enquêtes dans les entreprises ou auprès des parents. *Quand j'ai entendu parler d'écologie, donc, l'attention aux questions d'environnement m'a semblé porter sur un secteur, une province des observations que nous avions menées, en sortie dans la ville ou dans les bois ou pour parler des chaînes de prédateurs, que nous avions étendues aux usages, aux techniques, qui se nourrissent les uns des autres.*

*L'attention spontanée que nous portons aux manières de faire ou de se faire peut aider à comprendre de quoi et pourquoi nous rions. Elle se nourrit d'expériences multiples, intégrées mais toujours en cours de conclusion, ou dont les conclusions se font provisoires. Il y a « du jeu » dans l'« usagier », qui se présente comme un ensemble d'hypothèses plus ou moins floues, en cours de vérification.*  
*Rire semble surgir d'un déséquilibre entre l'attente de « certaines » façons de faire, peu à peu normalisées (encore que sous une forme hypothétique) et la façon dont elles se font surprendre (« attraper » comme au jeu), mais où l'effet de surprise est dominé.*  
*Les modalités de cette domination sont multiples. Elles vont de l'attention première aux façons de faire ou de se faire toutes basiques (marcher droit, tenir debout, etc.) à celle de codes sociaux (et notamment verbaux), plus ou moins sophistiqués.*  
*Les rieurs se rencontrent dans cette surprise, l'approuvent, montrent qu'ils la partagent. Rire ferait ainsi comme un clin d'œil sonore. L'assurance de ce partage, son évocation, aussi discrète soit-elle, explique que rire rend aux rieurs plus d'énergie qu'ils n'en consomment : elle réaffirme la confiance qu'ils peuvent avoir, se faire à eux-mêmes comme à leurs congénères. Lorsque, sur le premier « donner à rire » - à compter parmi les « dons » réciproques - se greffent d'autres motifs, dont on finit par perdre le fil, se produisent des fous-rires qui s'auto-entretiennent.*

Mais quand j'ai dit aux écolos  
imbus d'environnement,  
que leur écologie n'était pour moi  
qu'une province, ils ont été curieux  
de savoir de quel pays ?

Le pays des ensembles, des interactions ?  
C'était une réponse plutôt faible.

Le pays des façons de faire, c'était déjà  
mieux.

**Le pays des usages**, pourquoi pas ?  
C'est à ce moment-là que j'ai commencé  
à systématiser sous forme de méthode  
la description à laquelle j'ai procédé tout à  
l'heure.

*De quoi X fait usage, il utilise quoi selon  
quels modèles.*

*A quels usages X s'agrège-t-il ?*

*On l'utilise comment, selon quels modèles ?*

*De quoi d'autre peut-il faire usage, quels  
autres usages est-ce qu'on peut en faire.*

J'ai entamé la transformation  
de l'usologie sauvage  
en usologie rigoureuse.  
Et c'est à ce moment-là,  
qu'un jour, fatigué par les revendications  
laïquistes de mes collègues,  
je me suis trouvé poussant ma laïcité jusqu'à  
un point qui les laissait loin derrière moi.

C'était un jour comme un autre,  
où nous prenions des catalogues,  
ou en compositions,  
avec des objets de la même gamme.  
Au moment de dire pourquoi on choisirait  
celui-là,  
j'ai tout à coup interdit qu'on réponde  
« parce que c'est le plus beau ».  
Qu'est-ce qui m'a pris ? L'idée  
que dire « c'est beau »,  
c'était une profession de foi,  
ça relevait de la religion.  
J'ai demandé de détailler  
(et j'ai cherché comme les autres)  
de quoi le BEAU de la chose faisait usage.

Dans tel cas, il faisait usage de chrome, de  
brillant, de signes de modernité,  
de puissance, etc .  
ou au contraire de zigouigouis artistiques,  
de citations régionalistes...

Vous saisissez tout de suite  
les implications que ça pouvait avoir,  
*nous y reviendrons sûrement*,  
pour faire prendre à de futurs clients,  
quelque distance par rapport aux  
sollicitations commerciales.

En fait, derrière ce réflexe que j'avais eu,  
que je n'ai pas tout de suite interprété  
comme un réflexe laïque,  
il y avait quelque chose de plus profond,  
dont je vous ai déjà touché un mot tout à  
l'heure  
au sujet de la façon dont nous reculons  
devant les jugements à l'emporte-pièce.

Il y avait une espèce d'allergie à la façon  
dont ce qu'on disait *être* on le *faisait être*.  
En le qualifiant comme on le qualifiait,  
on ne voyait plus ce qu'on avait devant soi,  
on se préparait à réagir comme une machine,  
on s'abêtissait.  
J'avais soupé *des Boches, des Juifs, des*  
*filles-mères et des belles-mères,*  
*des ceci et des cela,*  
*qui étaient, étaient, étaient...*

Accepter la façon dont l'élève avait appris à  
dire que quelque chose était BEAU  
revenait à entériner  
ce genre d'apprentissage,  
qui vous balance des avis à partager sur des  
valeurs on ne peut plus sûres..

En lui demandant de quoi son « beau »  
faisait « beau », **du beau**,  
je l'engageais à ouvrir une enquête,  
et à s'enrichir  
de ce qu'il ne savait pas lui-même  
avoir choisi.

## *quelques directions de la recherche usologique*

Si j'essaie de mettre de l'ordre dans ma propre éducation à l'usologie,  
*il y a eu un premier moment*,  
un moment d'émerveillement devant la profusion des manières de faire, d'en inventer de nouvelles, d'y renoncer, de les contrebalancer. Notre époque est heureusement gâtée sur le sujet.

A côté de l'histoire des batailles, des grandes familles, des Etats, des grands faits, genre 14-19 ou Saint-Barthélémy, il y a désormais une solide histoire des usages, usages de la propriété, du vêtement où les premiers noms qui me viennent à l'esprit sont ceux de Vigarello ou Le Breton, usages de la nourriture...

Il y a même une sociologie des usages, comme celle de la machine à laver ou des seins nus, où s'est illustré Jean-Paul Kaufmann.

L'histoire du droit met en scène, à travers des nécessités historiques, l'usage de certains principes, qui se découvrent à mesure, et qui peu à peu deviennent aussi irréversibles que s'asseoir sur des chaises. L'invention de la division entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire, l'invention de l'hygiène, j'en passe, c'est comme l'invention de la chaise.

Aucune de ces inventions n'était fatales, et vous observerez que sous d'autres latitudes et longitudes elles n'ont toujours pas eu lieu, on s'en passe même très bien. Le droit islamique n'est pas le nôtre, et pas la nôtre non plus la façon de s'asseoir dans de nombreux pays.

*Le deuxième moment* a été pour fêter, s'enrichir de ce qu'il y a de gratuit, d'arbitraire, dans nos usages. Par exemple, dans une discussion sur Dieu, comme sur tel auteur ou tel vélo, ce qui m'intéresse, ce n'est pas de savoir qui a raison ou tort, mais de pousser chacun dans ses présupposés, pour essayer d'expliquer, d'apprendre, de s'apprendre à soi-même, *des choix* que nous ne savions pas avoir faits, des évidences qui nous font du bien, et l'environnement d'usages dans lequel ils font « bien » et *du bien*. On peut fonder là-dessus une toute nouvelle tolérance ou non-violence, comme avait commencé à le faire Montaigne.

Mais attention, dans une analyse de type usologique, ce n'est pas parce que vous analysez ce que cachent vos usages, que vous devez forcément renoncer à l'identité qu'ils vous fabriquent. Ces usages, qui nous inspirent une certaine tendresse, peuvent être attaqués. Pour des motifs qui mettent en cause l'environnement alimentaire, par exemple, comme le camembert qui serait facteur de cholestérol. Les observations qu'ils déclenchent n'ont pas la même gravité que celles qui concernent les usages liés à l'environnement sexiste.

*Le troisième moment*, lié au précédent, c'est le moment épistémologique, car ce que la pratique méthodique de l'usologie fait toucher, et ceci à chacun de ses « étages », c'est que l'interrogation reste ouverte.

*L'usologue ne considère comme contradictoirement observables que des manières de faire ou de se faire.*

*L'usologie se conforme ainsi aux critères de scientifcité les plus exigeants, tels que les définit Karl Popper.*

*Les « faits », dans cette perspective, n'ont rien de premiers. Il y entre toujours, la chose est aujourd'hui admise, une certaine façon de les construire, de faire usage de données qui n'auraient pas été prises en compte dans un autre environnement de recherches ou de croyances. Dans la même perspective, ce qu'on dit « être » n'a pour l'usologue d'intérêt qu'en tant que manière de faire (de faire « être ») comme une autre et qui relève du même type d'enquête qu'un objet concret. Voyons bien par ailleurs que la méthode usologique rend falsifiable toute assertion ou hypothèse - et même toute « usologie de » ou mise en observation construite selon cette méthode.*

*Aux deux premiers niveaux d'interrogation, l'observateur a pu « en oublier » au sujet de ce qu'X utilise et des utilisations auxquelles il est associé. Le troisième (de quoi d'autre X pourrait-il faire usage, dans quel autre environnement), outre qu'il interpelle l'observateur sur ses « oublis » possibles dans le cadre de ce qui se fait actuellement constatable, nous projette dans d'autres cadres et « l'observation » y assume l'aspect conjectural, projectif, inhérent à toute recherche.*

*A l'étage n°1, « de quoi X fait-il usage », vous pouvez en avoir oublié.*

Par exemple, on oublie que pour que la chaise ait quatre pieds il faut des sols plans. Ou que pour que les fleurs soient fécondées, il faut des insectes, et qu'user de pesticides nous prive de travailleurs gratuits.

Sous le théorème d'Euclide, j'ai entendu dire qu'il y avait dix-sept postulats cachés.

Chacun d'eux pourrait faire l'objet d'une enquête usologique particulière.

*A l'étage n°2*

« quels usages est-ce qu'on fait de X », il faut faire attention au système de signes auxquels la chaise, le concept, la croyance, s'agrègent, et là encore vous pouvez oublier certains usages, qui vont vous sauter à la figure si jamais X vient à manquer.

Les fumeurs par exemple, faisaient partie de l'environnement, au point que nous avions fini par ne plus les « voir ». C'est sans doute pourquoi nous avons été longtemps aussi laxistes à leur égard.

*A l'étage des supputations, le troisième (de quoi d'autre X pourrait-il faire usage, dans quel autre environnement), là c'est encore plus clairement « ouvert ». Car pour se conserver, X, qu'il s'agisse d'un objet, d'un concept ou d'une amitié, réinvente constamment ce dont il fait usage. Les usages que nous en faisons ou en sont faits sont eux aussi constamment réinterprétés. Tout X se fait donc « en recherche », en recherche d'autres manières de se servir de ou de servir à.*

Et voilà qui vous explique pourquoi les sciences, les techniques, les sociétés, ne cesseront jamais d'évoluer.

Mais à chaque stade de leur évolution, d'un certain état d'équilibre, elles cherchent à conserver cet équilibre. Les institutions, les hypothèses, les contrats, tout ce dont nous faisons usage se fixe, se gèle en ATTENTES. Ils vont pour ainsi dire à la rencontre de tout ce qui peut les conserver.

L'information toute pratique, concrète,  
« de quoi ça fait usage »,  
« quels usages on en fait »,  
aboutit à des grilles justificatives ou  
justificatrices, des grilles de prescriptions.  
L'usologie spontanée, ouverte à  
l'observation des manières de faire,  
vous attend au coin d'une certaine nature  
de ce que vous faites, de ce que vous êtes,

de ce que vous avez à être.  
Nous aurons l'occasion d'en reparler,  
en tenant compte que  
ces **cadres** de lecture,  
ces **grilles** prescriptives,  
constituent, ne représentent que  
des usages parmi d'autres,  
toujours sujets à variations et émotions  
et dans certains cas, *à révolution...*

## *usologie et politique*

Dans mes classes, déjà,  
devant des catalogues de produits,  
je montrais aux jeunes comment  
on se laissait appâter par des appareils  
tenus pour absolument nécessaires,  
glorieux et tout...  
Comment on risquait tous de « se faire  
avoir » par des promesses de « plus », de  
« mieux », de « moderne » -  
par toutes sortes signes  
qui distinguaient leur acheteur .  
Je ne faisais pas  
d'anti-consomérisme primaire.  
Plutôt de la prévention du consommateur,  
dans l'esprit de **50 Millions**, à l'époque,  
sachant que certains achats  
coûtent en fait plus cher aux pauvres  
qu'aux riches.  
Quand la qualité n'est pas au rendez-vous,  
il faut le payer en dégradations accélérées  
ou en médecins.

A la suite d'un pamphlet  
sur la méséducation obligatoire,  
on m'a invité à participer à  
**LA GUEULE OUVERTE**  
qui annonçait la fin du monde en 1973.  
Mes collègues ne pensaient pas les choses  
au niveau du porte-monnaie,  
mais au niveau des pollutions.  
Ils attaquaient des politiques qui imposent  
tels produits, tel modèle de développement.

Mais ils en restaient à la dénonciation,  
et comme aujourd'hui encore,  
se rattrapaient « politiquement »  
d'une manière individuelle, individualiste,  
par un comportement responsable.  
Il s'agissait déjà de *maitrise des usages*,  
mais en aval, pas en amont.  
La formule n'a pas été entendue. Alors,  
comme on parlait encore beaucoup de  
luttes de classes et que j'avais lu Baudrillard,  
Bourdieu, j'allais disant que  
*les luttes de classes sont des luttes d'usages*.  
Des luttes pour être en tête  
dans l'inauguration de nouveaux usages,  
et les répandre dans les autres classes  
les imposer aux autres peuples.

Les années passant,  
la description critique du capitalisme  
a été de mieux en mieux nourrie.  
Les comportements « responsables »  
ont été de plus en plus répandus.  
Mais c'était, et ça reste  
une manière de *moraliser* la situation,  
en s'attaquant aux méchants  
et en posant aux bons.

Je me suis plié à l'exercice,  
toujours avide d'améliorer la situation,  
de faciliter les comportements favorables  
aux plus démunis et aux espèces naturelles.  
Jusqu'au jour où,

*Les usages n'arrêtent pas d'évoluer. Chaque stade définit ou se définit par des contraintes écologiques, économiques, sociales, des usages au sens « coutumes », des « il faut » (vérifiables aux stades 1 et 2 de la mise en observation usologique). La pratique de ces « il faut » les érige en lois et valeurs derrière lesquelles s'abritent et se combattent aussi bien les dominants que leurs challengers. Inutile d'insister : dans le cadre d'un paradigme donné, tous ses usagers agissent en croyants.*

*Dans une économie sans profits monétaires (ESPM) la concurrence sociale ne joue plus sur des critères d'enrichissement, d'accumulation, de sécurisation par l'argent. La pratique peut dès lors se guider sur les « il faut » internes aux entreprises en cours, sur l'équilibre des situations créées au fur et à mesure qu'elles avancent.*

*Il est dès lors possible d'envisager toute entreprise comme une expérience. PROSPER revient souvent sur cette dimension « expérimentale » de l'ESPM, dont on peut augurer qu'elle déterminera un assouplissement dans l'ordre des représentations, l'« usager » se définissant clairement à l'avenir à travers la seule chose qu'il puisse faire et qu'il ait jamais déjà, à savoir des expériences sans cesse renouvelées.*

*N.B. Dans La société ouverte et ses ennemis, Popper attaque les tendances lourdes à la « fermeture » qui s'originent dans un misérable « historicisme ». Pour Platon, Hegel ou Marx, l'Histoire, la politique, sont appelées à réaliser des idées ou contenus latents, essentiels. Ils pensent qu'il est dans la nature des choses de voir se développer l'Etat (Hegel) et que le prolétariat succède à la bourgeoisie (Marx). Mais aussi « ouverte » que soit la société telle que Popper la conçoit, la défendre contre ses « ennemis », revient à en prescrire l'idée, le devoir-être, à l'essologiser, et c'est ainsi que le même Popper en vient à justifier l'économie de marché comme anti-totalitaire par principe et à lui donner une dimension « fin de l'histoire ».*

*Dans la promotion de l'ESPM avec ou sans monnaie, gardons-nous donc de tomber dans ce travers. L'ESPM n'est pas le sens de l'histoire. Elle lui en (re)donne un.*

dans ce cadre on ne peut plus réformiste,  
on m'a invité à des recherches  
sur le revenu inconditionnel.  
C'est là que j'ai appris l'existence  
d'un modèle économique  
où il ne serait plus nécessaire de faire  
des profits monétaires  
pour créer des richesses et de la démocratie.

J'avais pourtant déjà fait plusieurs fois  
des tentatives d'usologie du capitalisme.  
Mais je les avais coulées dans une forme  
marxiste, avec des nuances « écolos ».  
Au niveau 1,  
*de quoi le capitalisme faisait-il usage ?*  
Il faisait usage de l'exploitation des salariés  
et des ressources naturelles.  
*Inutile de développer...*

Au niveau 2, j'avais épingle  
un environnement de rentabilité et de profits  
qui *faisaient marché*

- concurrentiel et bon marché -  
des hommes et de la nature.

*Je n'étais pas allé plus loin.*

Au niveau 3,

« de quoi d'autre X peut-il faire usage ? »,  
j'avais vu comment le mode d'exploitation  
capitaliste avait déjà changé et supputé  
qu'il pourrait donc encore changer.

Mais j'étais passé à côté  
de l'usage de la création monétaire  
assortie d'intérêts, qui oblige l'entrepreneur  
à faire toujours plus de profits.

A ce niveau 3, toujours, je n'avais pas  
anticipé sur l'usage  
d'une monnaie sans intérêt

ni sur la distribution au usagers de la contrepartie monétaire des produits et services disponibles.

Mon usologie du capitalisme était correcte, mais elle restait à l'intérieur du paradigme dominant.

*Pour la petite histoire, c'est l'usologie du distributisme historique, qui m'a conduit à l'hypothèse d'une économie sans monnaie, mais dans le cadre du nouveau paradigme je l'ai fait sans difficulté.*

\*\*\*\*\*

La découverte du distributisme m'a permis de faire ce qu'on appelle un pas de côté, et de voir, entre autres, que  
*de nos usages concrets nous n'aurons jamais la maîtrise*

tant qu'ils seront liés aux profits monétaires.

En ce qui concerne les usages culturels, sous nos latitudes en tous cas, disons, pour aller vite, que l'évaluation monétaire intervient évidemment aussi, mais d'une manière pas toujours aussi directe.

Entre l'usologie et le distributisme, il y a une double fécondation. Le distributisme nous sort de la dépendance des profits monétaires, puisqu'on n'est plus obligé de se demander *combien ça va coûter* et *combien ça va rapporter - d'argent -* avant d'entreprendre quoi que ce soit.

Il apporte la liberté de création, d'initiative, dans toutes les entreprises, la liberté de recherche, de s'émanciper de tous les pouvoirs la liberté de placer tous nos usages dans une perspective expérimentale.

On peut très bien faire de l'usologie sans pencher vers le distributisme. L'usologie ne fait jamais qu'une méthode, un esprit, disons, indépendant des saisons politiques. Mais j'imagine difficilement une société sans profits monétaires où l'usologie ne serait pas une pratique permanente, pour interroger les usages auxquels nous nous identifions, des usages auxquels nous sacrifions et sacrifions les ressources planétaires.

Alors, le jour où vous serez convaincu que ce que recherchent la morale, la philosophie, la religion, les techniques sous toutes leurs formes, *c'est la maîtrise des usages*, ce jour-là, allez voir ce qu'elle devient dans une économie sans profits monétaires. Et le jour où vous serez convaincu que l'économie sans profits monétaires peut sauver la planète du désastre, fêtez-le parce qu'elle va permettre enfin de « penser usages », de s'interroger en toute liberté à l'usage que nous faisons des ressources humaines et naturelles.

\*\*\*\*\*

#### Avis

**PROSPER** recherche des contributions pour penser à nouveaux frais  
« punir » et « récompenser », « différence » et « égalité »,  
« violence » et « non-violence », « expérimenter », « décider ».

*Les auteurs ne sont pas obligés de partager notre hypothèse d'une économie sans profits monétaires.*  
Envoyer propositions, ébauches ou articles achevés à  
[prosper.dis@wanadoo.fr](mailto:prosper.dis@wanadoo.fr)

# ***PROSPER***

20

□ 3 - Sous le manteau compassionnel. Le pathos sentimental de « la France qui souffre » a pour effet de changer les citoyens en victimes, de morceler davantage la société et de durcir le droit dans un sens répressif.

□ 7 - VOUS Y ARRIVEZ COMMENT ?

Débat reconstitué à partir de questions souvent posées sur le passage à une économie sans profits monétaires.

□ 20-34 - Rétroviseur mon amour

- Alain Caillé : Comment être à la fois néolibéral, marxiste et socialiste ? A propos de l'ouvrage de Jacques Attali : Une brève histoire de l'avenir, fatalement libéral.

- Le barreau manquant ? A propos du Livre noir du libéralisme de Pierre Larrouтуrou, dont le projet 4-4-42, s'il était adopté par le P.S., nous convaincrait que quelque chose peut changer de ce côté...

- Anti, alter et frime, ou les objecteurs de croissance à l'œuvre, les yeux sur le rétroviseur.

□ 35 - Ateliers

Quatre angles « pratiques » sous lesquels aborder l'institution d'une société fonctionnant sur la base d'une économie sans profits monétaires (p. 36 : la banque, p.38 : décisions/démocratie, p. 40 : entreprise/expérience, p. 44 : moyens d'échange)

□ 50 - L'USOLOGIE, une rétrospective :

Usologie spontanée et usologie méthodique (51), De l'usologie sauvage à l'écologie (56), Quelques directions de la recherche usologique (59), Usologie et politique (61).

Au centre, pages couleurs :  
*changer de rustines ou de paradigme ?*

# ***PROSPER***

Les Salles, 30570 – VALLERAUGUE  
responsable de la publication : Jean-Paul Lambert

ISSN : 1621-5540

courriel : [prosper.dis@wanadoo.fr](mailto:prosper.dis@wanadoo.fr)  
www : [prosperdis.org](http://prosperdis.org)

Abonnement : 25 euros

prix de ce numéro : 5 €